

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
RÉFORMES EN MACÉDOINE
DE 1903 A 1908

ÉTUDE D'HISTOIRE DIPLOMATIQUE ET DE DROIT INTERNATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 9 juin 1913, à 1 heure 1/2

PAR

Georges EXINTARIS

Président : M. POLITIS, professeur.

Suffragants : { *MM. PILLET, professeur.*
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

—
1913

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

0249.
UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES

RÉFORMES EN MACÉDOINE

DE 1903 A 1908

ÉTUDE D'HISTOIRE DIPLOMATIQUE ET DE DROIT INTERNATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 9 juin 1913, à 1 heure 1/2

PAR

Georges EXINTARIS

Président : M. POLITIS, professeur.

*Suffragants : MM. PILLET, professeur.
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.*



PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES
RÉFORMES EN MACÉDOINE
DE 1903 A 1908

CHAPITRE PREMIER

Les données de la question macédonienne

PREMIÈRE SECTION

L'Anarchie turque

La base formelle de toutes les démarches pour l'introduction des réformes en Macédoine est l'article 23 du Traité de Berlin qui est ainsi conçu :

« La Sublime Porte s'engage à appliquer scrupuleusement dans l'Ile de Crète le règlement organique de 1868 en y apportant les modifications qui seraient jugées équitables.

« Des règlements analogues adaptés aux besoins locaux, sauf en ce qui concerne les exemptions d'impôts accordées à la Crète, seront également introduits dans les autres parties de la Turquie d'Europe pour

lesquelles une organisation particulière n'a pas été prévue par le présent traité.

« La Sublime Porte chargera des commissions spéciales, au sein desquelles l'élément indigène sera largement représenté, d'élaborer les détails de ces nouveaux règlements dans chaque province. Les projets d'organisation résultant de ces travaux seront soumis à l'examen de la Sublime Porte qui, avant de promulguer les actes destinés à les mettre en vigueur, prendra l'avis de la Commission européenne pour la Roumélie Orientale. »

La Sublime Porte ne s'était pas conformée strictement au dernier alinéa de l'article ci-dessus. Le projet de règlement qu'elle avait soumis à l'examen de la commission, au lieu d'avoir été élaboré par des commissions spéciales nommées à cet effet par le Gouvernement ottoman, avait été préparé par la Sublime Porte elle-même, et fut plus tard soumis, pour être amendé, à des commissions spéciales.

Néanmoins sur la déclaration des commissaires ottomans que cette voie avait été adoptée « pour venir en aide aux commissions spéciales et leur faciliter ainsi une tâche qui eût été au-dessus de leur force » la Commission européenne, en vue d'éviter toute perte de temps, accepta d'examiner le règlement qui lui était soumis et de procéder à sa révision ainsi que des amendements des commissions spéciales qui l'accompagnaient.

Le 23 août 1880 elle terminait ses travaux et remettait à la Sublime Porte le projet de « loi des vilayets de la Turquie d'Europe (ou Roumélie) » qu'elle venait d'élaborer. En même temps elle adressait aux grandes puissances une note où elle résumait son œuvre et la recommandait à leur « haute protection ».

La « loi des vilayets de la Turquie d'Europe » se compose de 18 titres comprenant 327 articles.

Le premier titre (art. 1-26) est relatif aux droits généraux des indigènes. Il assure à tous les habitants la liberté individuelle et la liberté de conscience, proclame l'inviolabilité du domicile et la liberté de la presse, appelle aux fonctions publiques, y compris celles de vali, toute personne ayant les qualités requises par la loi, sans distinction de race ou de religion et affirme le droit des majorités d'avoir des mustessarifs (préfets) et des caïmakams (sous-préfets) professant leur religion.

Le titre II (art. 27-47) qui traite des attributions des valis (gouverneurs provinciaux) a pour but de rendre plus stable leur position, d'élargir leurs pouvoirs et d'affermir leur autorité ; il énumère par contre leurs devoirs « afin que ces devoirs, étant connus de tous, ne puissent plus être transgressés » (1). Il prescrit que le musteschar (véritable lieutenant du

1. V. note collective de la commission européenne dans le *Temps* du 2 sept. 1880.

vali) et le vali doivent être de religion différente. « Loin de voir en cela une marque de défiance, disaient les commissaires européens dans leur note du 23 août 1880, il faut y chercher une preuve du large esprit de tolérance et de conciliation dont se sont constamment inspirés les soussignés. »

Le titre III (art. 48-65) établit près du vali pour l'assister et l'éclairer de ses avis un conseil d'administration présidé par lui-même, et composé du defterdar (sorte de trésorier-payeur général), du musteschar, du directeur de la justice, du directeur des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, du mufti, des chefs spirituels des communautés non musulmanes et de huit délégués du Conseil général choisis parmi ses membres.

Le Conseil d'administration n'a qu'un rôle consultatif. Le vali est souvent tenu de prendre son avis sur diverses mesures administratives qu'il compte exécuter sans être obligé à s'y conformer. Le titre III trace en outre les devoirs des principaux fonctionnaires du vilayet.

Le titre IV (art. 66-100) est un des plus importants du projet. Il traite de la composition et des attributions des Conseils généraux.

Composition des Conseils généraux. — Le Conseil général comprend trois sortes de membres : 1° Des membres de droit ; 2° des membres nommés par le vali ; 3° des membres élus.

1° Sont membres de droit : *a*) le mufti (chef spirituel musulman) et les chefs spirituels des communautés non musulmanes, *b*) le musteschar, le defterdar, le directeur de la justice, le directeur des travaux publics et le directeur de l'instruction publique.

2° Les membres nommés par le vali doivent être pris en nombre égal dans les deux classes suivantes : *a*) les grands propriétaires, industriels et commerçants, *b*) les hommes de science et d'instruction.

3° Les membres élus (remplissant les conditions d'âge, de domicile, etc.) sont élus au scrutin secret par les conseils des nahiés (communes).

Attributions des Conseils généraux. — 1° Le Conseil général délibère sur toutes les questions présentant un intérêt provincial. Il décide toutes les mesures relatives à la construction et l'entretien des routes provinciales et à la création des chemins de fer et des tramways d'intérêt local.

2° Le Conseil général fait des lois sur les mines, les forêts, le régime des eaux, l'agriculture, le commerce, les travaux publics, les hôpitaux, les orphelinats, les bureaux de bienfaisance, les prisons, la gendarmerie et la police, la gestion des propriétés des vilayets, etc. Toutes ces lois, avant de devenir définitives, doivent être soumises à la sanction du Sultan. Le silence gardé pendant quatre mois par la Sublime Porte sera considéré comme impliquant l'approbation.

3° Le Conseil général discute et vote le budget de

la province qui lui est soumis chaque année par le vali. L'Administration ne peut, sans commettre un abus attentatoire aux droits du Conseil général, dépasser les crédits alloués à chaque service par le budget.

4^e Le Conseil général fixe l'assiette et la répartition des taxes et des impôts, décide s'il y a lieu de les modifier sans pouvoir toucher cependant aux lois concernant les revenus, taxes et monopoles réservés à l'État.

Les Conseils généraux se réunissent chaque année au chef-lieu du vilayet au commencement du mois d'octobre. Leur session ne peut durer plus de deux mois (1).

Les membres des Conseils généraux ne peuvent jamais être poursuivis pour les opinions qu'ils émettent pendant les délibérations.

Les titres V, VI, VII (art. 101-140) contiennent les règles relatives à l'administration des saoudjaks (départements) et des cazas (arrondissements) ; elles sont les mêmes que celles qui régissent les vilayets.

Le titre VIII (art. 141-145) établit dans chaque

1. Le projet ottoman comportait l'institution d'une commission permanente émanant du Conseil général et ayant certains droits de contrôle et de surveillance sur les actes du vali. La Commission européenne voulant écarter toute cause d'antagonisme entre les deux pouvoirs nuisible à la marche régulière de l'Administration ne l'a pas acceptée.

communauté un Conseil composé de membres élus à la majorité des voix par les ressortissants de la communauté. Le Conseil a pour attributions principales d'exercer un contrôle sur les revenus et l'emploi des revenus des fondations religieuses et de bienfaisance.

Le titre IX (art. 146-153) prévoit la création de cercles municipaux.

Le titre X (art. 154-168) contient les règles relatives à l'administration des nahiès (communes). Il établit que le mudir qui l'administrera devra être de la religion de la majorité, détermine ses fonctions, assure son indépendance, crée des Conseils des nahiès composés de membres élus à la majorité des voix et règle leurs attributions.

Le titre XI (art. 169-178) s'occupe du village ; il établit les fonctions du Moukhtar, consacre l'institution du Conseil des anciens et donne les indications nécessaires pour le rattacher à celui de la commune et de là à l'administration générale.

Le titre XII (art. 179-214) détermine les conditions d'électorat et d'éligibilité. Est électeur tout sujet ottoman âgé de plus de 21 ans, jouissant de ses droits civils et politiques et payant annuellement la dîme ou tout autre impôt.

Peut être élu au Conseil général tout sujet ottoman âgé de plus de 21 ans, payant plus de 150 piastres (30 fr.) en impôts, domicilié dans la province et y

possédant des immeubles. Les mêmes conditions sont requises pour les fonctions de membre des conseils des autres subdivisions administratives sauf en ce qui concerne le montant des impôts à payer.

Des mesures sont prises en vue d'assurer la sincérité du vote.

Le titre XIII (art. 245-263) est relatif à l'organisation et au fonctionnement des tribunaux. Afin de rendre l'administration de la justice plus rapide et diminuer ainsi le nombre des causes pendantes, un tribunal de justice de paix est établi dans chaque nahié. Le juge de paix, nommé par le vali, est assisté de deux assesseurs, l'un musulman, l'autre chrétien.

Il y aura un tribunal par sandjak, composé d'un président nommé par Iradé Impérial et de deux assesseurs élus par le Conseil du sandjak sous réserve du droit de confirmation du vali. Le procureur et les juges d'instruction attachés à ce tribunal seront nommés par Iradé Impérial. Enfin une Cour d'appel est établie au chef-lieu du vilayet, dont les membres, représentant les conditions de capacité nécessaires, sont nommés par Iradé Impérial. Des garanties spéciales assurent l'indépendance des juges.

Le titre XIV (art. 264-274) qui se rapporte à l'instruction publique laisse aux différentes communautés l'administration de leurs écoles primaires et secondaires et prévoit la création d'une Université.

Le titre XV (art. 275-285) assure la liberté des cultes.

Le titre XVI (art. 286-304) contient les règles relatives au choix des fonctionnaires et prescrit les punitions qui leur seront appliquées en cas de manquements et abus de pouvoir.

Le titre XVII (art. 305-326) organise le service de la gendarmerie et de la police et prescrit leur recrutement parmi les habitants du vilayet sans distinction de race et de religion.

Le titre XVIII (art. 327) abolit toute disposition de loi contraire aux dispositions de la « loi des vilayets de Roumélie ».

La « loi des Vilayets » de la Turquie d'Europe est très importante. C'est la seule loi qui, jusqu'en 1903, ait été rédigée par une commission européenne. Sans entamer en rien les droits souverains du Sultan, elle accorde aux provinces de la Turquie d'Europe les bienfaits d'une large décentralisation administrative, judiciaire et fiscale; elle les émancipe de la tyrannie d'un gouvernement faible et arriéré qui entrave leur initiative sans y suppléer et concède à tous leurs habitants, sans distinction de race ou de religion, les garanties les plus étendues sous le rapport du statut personnel, du culte, de l'instruction, etc.

Malheureusement le Sultan se rendant aux suggestions de son entourage hostile à toutes réformes introduites avec le concours et sous la surveillance

de l'Europe lui refusa sa sanction (1). D'ailleurs les observations émises au cours des débats sur le projet de la commission européenne par les commissaires ottomans « qui tenaient à constater qu'en signant le projet de loi avec leurs collègues, ils n'infirmèrent nullement le rejet de certains articles ni les réserves qu'ils ont faites sur certains autres ni enfin le maintien d'autres articles du projet présenté par la sublime Porte, articles notés et réservés par eux » (2).

Les grandes puissances à peine sorties de la crise de 1877-1878 et peu soucieuses de se créer de nouvelles difficultés en Orient, ne tardèrent pas à se désintéresser des réformes en Turquie.

..

Ainsi l'Europe abandonnait les populations chrétiennes de la Turquie d'Europe à leur sort. Ce sort n'était pas enviable. C'était le joug le plus oppressif,

1. Je me suis convaincu, écrivait de Constantinople le 4 mai 1880 Sir Loyard au comte Granville, que depuis la fin de la guerre le parti fanatique est parvenu à persuader sa Hauteur que, comme l'expérience tentée par ses prédécesseurs d'acclimater les institutions européennes en Turquie n'a pas réussi, elle doit agir maintenant sans l'Europe et améliorer et réformer son pays d'après les méthodes turques et mahométanes.

2. V. *le Temps* du 10 sept. 1880.

le plus humiliant, le plus abject qui eût jamais existé.

Des fonctionnaires rapaces, mal ou pas du tout payés, corrompus dans les moelles et n'étant soumis à aucun contrôle, pillaient, volaient et pressuraient impunément le pays.

Les impôts mal répartis, mal perçus, rentraient difficilement aux prix d'exactions sans nombre qui, accablaient le peuple et appauvrissaient le pays sans enrichir le Trésor.

Les juges rivalisaient entre eux de concussions, mettaient leurs sentences aux enchères, se vendaient à chacun et trompaient tout le monde.

A tout instant des perquisitions arbitrairement opérées, des emprisonnements iniques méconnaissaient l'inviolabilité du domicile et outrageaient la liberté individuelle.

Les soldats arbitrairement maintenus sous les drapeaux, mal payés, à peine vêtus, laissés souvent sans pain, se révoltaient fréquemment et se livraient au pillage et au brigandage.

Cette anarchie administrative, judiciaire, financière et militaire aboutissait pour l'indigène à la plus parfaite insécurité.

Rien n'était garanti, rien n'était respecté, ni la propriété, ni la situation, ni l'honneur, ni la vie. Tout était à la merci d'une bureaucratie immorale, dépravée, arrogante, inerte dont les plus criants abus con-

sacrés pour ainsi dire par l'usage, restaient presque toujours impunis (1).

Ce n'était pas tout ; la servitude agraire n'était pas abolie en Turquie. Elle sévissait surtout en Macédoine. Là, un grand nombre de paysans, le quart à peu près de la population, cultivaient les terres des « beys » grands propriétaires ruraux musulmans auxquels ils devaient, outre la moitié des récoltes, une foule de prestations et de corvées. On peut imaginer facilement les exactions, les excès et les humiliations dont ces « giaours » (infidèles) tenanciers des terres seigneuriales étaient victimes de la part de ces seigneurs tout puissants qui, fermiers le plus souvent de la dime des récoltes, disposaient de l'administration, de la justice et de la force publique et qui méprisaient dans le fond de leur âme les paysans chrétiens et les considéraient comme des esclaves (2). « Le propriétaire du tchiflik (ferme), dit M. René Pinon, est presque toujours, grâce à la connivence de l'administration turque, fermier adjudicataire de la dime des récoltes au profit de l'État. Il tient ainsi le malheureux tchifligar à sa merci ; il l'accule à s'en-

1. Il n'entre pas dans l'objet de cette étude de décrire tout au long les excès du régime hamidien. On pourrait lire à cet égard : *La Politique du Sultan*, *La Macédoine*, et *Pro Macedonia* de Victor Bérard ; *L'Esclavage blanc*, d'André Barre ; *La Justice turque et les réformes en Macédoine* de Focief.

2. V. André Barre, *L'esclavage blanc*, p. 94. et suiv.

detter pour l'obliger à rester sur sa terre, il le transforme en un serf de la glèbe, taillable et corvéable à merci... Beaucoup de villages sont constitués par un seul tchiflik. La maison blanche du seigneur s'élève au milieu des masures des paysans comme le château fort d'autrefois au milieu des toits de chaume. Mais en Occident le droit féodal limitait l'arbitraire du seigneur qui, à défaut de la justice du Roi, redoutait celle de Dieu ; ici le bey musulman ne reconnaît aucun droit au paysan chrétien. S'il le vole, s'il le fait fouetter, s'il choisit pour son harem les plus belles filles du village, il ne fait pas œuvre défendue par le Coran. Contre une pareille oppression le vilain n'a aucun recours ; le caimakam (sous-préfet), est le complice et souvent l'ami du bey ; sa bienveillance est toujours acquise au musulman riche et puissant qui représente la race conquérante (1). »

Mais les paysans pressurés par le fisc, dépouillés par les juges, tracassés par les préfets, opprimés par les beys n'étaient pas encore au bout de leur martyre. Souvent, surtout dans le vilayet de Cossovo, ils devaient, pour avoir la vie sauve, payer annuellement aux brigands albanais une redevance spéciale moyennant laquelle on consentait à les laisser tranquilles ; malheur à ceux qui essayaient de la refuser ; leur affaire était faite. « L'Albanais, dit M. V. Bérard, fait chaque

1. R. Pinon, *L'Europe et l'Empire ottoman*, p. 152, 153.

année deux descentes dans la plaine : à la Saint-Georges (23 avril) il vient établir ses revenus ; à la Saint-Michel (29 septembre) il vient les toucher. Il s'est attribué un certain nombre de maisons et d'individus. Il se présente à la Saint-Georges avec son tchetel (taille de bois), inspecte la maison et l'étable, fait sur le tchetel des entailles pour les moutons et des entailles pour les sacs de blé et jette au paysan l'une des planchettes et garde l'autre ; à la Saint-Michel il vient percevoir les redevances ainsi fixées... L'imagination fertile de l'Albanais et les hasards de la vie lui ont fait découvrir d'autres sortes d'impôts que l'on connaît ici sous le nom générique de « gouloums » ... Ibrahim (un Albanais) a inventé un jour de belle humeur le « tash parassi » le denier de la mâchoire. Il s'était invité lui et ses amis pendant toute une semaine chez un riche chrétien : les moutons rôtis, les poules bouillies et le vin bu, Ibrahim s'en alla en réclamant une indemnité pour l'usure de sa mâchoire (1). »

Aussi beaucoup de Macédoniens, las de subir une oppression de plus en plus étouffante, menacés dans leurs intérêts, dans leur vie et dans leur honneur quittaient-ils ce sol inhospitalier et s'en allaient chercher, sous un ciel plus clément, le repos, la sécurité et le bonheur. La Macédoine se dépeuplait ainsi rapidement, ses terres restaient incultes et la misère régnait partout.

1. V. Bérard, *La Macédoine*, p. 115 à 117.

A plusieurs reprises les macédoniens firent appel à la Porte pour apporter un remède à leur situation lamentable. La Porte faisait toujours des promesses et ne bougeait pas. Tout au plus décrétrait-elle de temps à autre quelques mesures qu'elle s'empressait du reste d'oublier et les abus persistaient toujours et ne faisaient que changer de nom. Cependant à la suite des désordres en Arménie et dans le but de prévenir une intervention étrangère, dont la nécessité se faisait de plus en plus sentir, le sultan cédant aux instances des cabinets de Saint-Pétersbourg et de Paris se décidait à promulguer un décret impérial en date du 22 avril 1896 (9 Nilkadet 1313) stipulant une série de réforme dans les vilayets de la Turquie d'Europe. Ce décret permettait la participation des chrétiens à l'administration du pays. Chaque vali (gouverneur) mutenarîf (préfet) et caïmakam (sous-préfet) devait être assisté d'un adjoint chrétien. Des inspecteurs devaient parcourir chaque vilayet, s'enquérir de la conduite des fonctionnaires, redresser les abus, assurer la marche régulière des affaires et de la justice faciliter l'expédition des procès, se rendre compte de la situation des prisons, surveiller la perception et l'emploi des taxes et des impôts, empêcher les vexations et livrer à la justice les fonctionnaires coupables. Dans chaque compagnie de gendarmerie on devait admettre des chrétiens dans la proportion de 10 %. Des travaux publics devaient être exécutés et des

mesures propres à propager et à assurer les progrès de l'instruction publique être prises. On devait améliorer les règles relatives à la répartition et à la perception des impôts et surtout de la dîme et diminuer la valeur estimative exagérée des immeubles bâtis et non bâtis, etc.

Ces réformes dont l'ensemble était loin d'atteindre l'importance de celles promises en 1880, ne furent pas exécutées ou le furent mal. On installa, il est vrai, auprès des gouverneurs et des préfets des adjoints chrétiens, mais on ne leur donna aucune compétence et on ne définit jamais leurs pouvoirs. C'étaient des fonctionnaires sans emplois, auxquels aucune affaire n'était soumise et qui étaient destinés à jeter de la poudre aux yeux de ceux qui réclamaient des réformes. Quant à la gendarmerie, les chrétiens ne montrèrent aucun empressement de s'y enrôler et la plupart de ceux qui s'y décidèrent, furent molestés par leurs collègues musulmans et durent démissionner.

L'anarchie administrative continua donc en Macédoine et avec elle les malheurs des paysans. Et comme si ces malheurs n'étaient pas suffisants, d'autres malheurs d'une nature différente vinrent s'y ajouter et les aggraver. Les rivalités de race, les querelles de religions ranimées, surtout à partir de 1885 par les différentes propagandes et envenimées sciemment par les Turcs commencent à empoisonner la vie des chré-

tiens. Elles atteignent bientôt un tel degré d'intensité que les méfaits du régime turc eux-mêmes sont mis au second plan dans la crise macédonienne. Toute la question macédonienne est dominée par le déchaînement des passions religieuses par la lutte acharnée et sans répit des chrétiens entre eux, par leur antagonisme irréductible et ce sera à cet antagonisme plus qu'à l'inertie et au mauvais vouloir de la Porte plus qu'aux divisions et à la tiédeur des puissances que sera dû l'échec des réformes.

Il est donc nécessaire de passer en revue les différents peuples qui prenaient part au conflit macédonien et de connaître leurs revendications.

DEUXIÈME SECTION

Les éléments ethniques

I

Prenons d'abord ceux qui dans la crise macédonienne jouèrent, du moins jusqu'à 1904, le rôle principal ; nous avons nommé les Bulgares.

Les Bulgares sont des Tartares slavisés qui sont venus s'établir au cours du v^e et vi^e siècles entre le Danube et le Drin. C'est un peuple rude, taciturne, travailleur, patient, discipliné, entreprenant et doué d'une grande vitalité. Patriote très fanatique, il est exclusif dans ses prétentions, brutalement intransi-

geant dans ses opinions, hardi opportuniste et bluffeur couronné. Il ne se réveilla du sommeil plusieurs fois séculaire dans lequel il était plongé depuis le jour où le joug ottoman s'était appesanti sur lui que vers le commencement du siècle dernier. Travaillé alors par les propagandes panslavistes, il commença à prendre conscience de son existence nationale et en 1870, grâce à l'appui de la Russie, il obtint du sultan un firman qui permit la constitution, sous le nom d'Exarchat, d'une Église bulgare autocéphale.

Le traité de San Stéfano signé entre la Russie et la Turquie créait la Grande Bulgarie qui s'étendait du Danube à la mer Égée. Mais les grandes puissances réunies au congrès de Berlin se déclarèrent contre son établissement. Le territoire, qui devait représenter la Grande Bulgarie fut divisé en cinq parties : 1° La principauté de Bulgarie ; 2° la province autonome de la Roumélie Orientale ; 3° le territoire cédé à la Serbie ; 4° le territoire cédé à la Roumanie (Dobroudja) ; 5° le reste restitué purement et simplement à la Turquie.

Les Bulgares n'oublieront jamais le traité de San Stefano. La grande Bulgarie qui n'a eu qu'une existence éphémère, ils y penseront sans cesse et c'est à sa reconstitution qu'inlassablement ils travailleront. Sept ans s'étaient à peine écoulés depuis le jour où ils avaient été rendus à la liberté qu'ils faisaient déjà parler d'eux. Le 18 septembre 1885 ils envahissent la

Roumélie Orientale qui venait de se révolter, proclament son annexion à la Bulgarie et obligent l'Europe à accepter le fait accompli. Ce premier succès les met en goût et bientôt ils tournent leurs regards vers la Macédoine où ils essayent de préparer un mouvement analogue. Dans ce but, tandis que le gouvernement, sous la haute inspiration d'un prince sage, énergique et ambitieux travaille, avec une tenacité digne de tous éloges, à doter la Principauté d'une armée formidable, des comités se forment pour catéchiser par une propagande scolaire et ecclésiastique les populations macédoniennes. Partout des écoles s'ouvrent et des nouvelles églises sont construites. Exarchat, évêques, prêtres, maîtres d'écoles combinent leurs efforts et rivalisent de zèle pour propager les idées pambulgares, pour faire triompher leurs desseins.

En 1894 se réunissait à Sofia un Congrès qui rédigeait les statuts de l'« Organisation macédo-andri-nopolitaine ». L'« organisation » était dirigée par un « haut comité extérieur » dont le siège était à Sofia. Ses membres, au nombre de six, étaient élus au scrutin secret, pour un an, par une réunion générale annuelle des délégués de tous les comités. Traiko-Kitamt chef, instituteur macédonien, fut le premier président élu (1).

1. En 1901 il y eut un schisme dans le comité. Sarafov, accusé d'avoir été l'instigateur de l'assassinat dont le professeur roumain Michai-

L'« Organisation extérieure » avait pour programme de mener une campagne patriotique en Bulgarie en faveur de la cause macédonienne et de faire une propagande humanitaire en Europe en vue de provoquer l'intervention des puissances et une propagande pambulgare en Macédoine.

La propagande des Bulgares en Macédoine se heurta cependant à un obstacle dont ils n'avaient pas prévu toute l'importance ; nous voulons parler de l'opposition de la propagande grecque dont l'action hésitante et incohérente au début ne tarda pas, au contact du péril qui la menaçait, à acquérir une énergie toute nouvelle et grâce aux ressources d'ordre intellectuel et moral que lui offrait le prestige éclatant de la civilisation hellénique, elle parvint non seulement à tenir en échec les efforts des Bulgares mais à regagner sur eux le terrain qu'elle avait perdu au commencement (1).

Ileanu avait été victime en 1900 à Bucharest, pour avoir publié des articles sévères sur le Comité de Sofia, a dû donner sa démission de l'« Organisation ». Ses partisans formèrent un Comité nouveau dont il était l'inspirateur. Le professeur Michailowski et le général Zontchev devinrent les chefs de l'« Organisation ». Une véritable hostilité ne cessa de régner entre les deux comités. La politique du Comité zontcheviste, qui semble avoir joui de la faveur gouvernementale, paraît avoir été plus modérée. Les partisans de Sarafof inclinaient plutôt vers les mesures extrêmes.

1. M. Rizof, agent principal d'Uskub de Bulgarie, écrivait à son gouvernement : « La politique bulgare ne peut plus suivre cette même

Cette opposition irrita d'autant plus les Bulgares qu'ils en avaient ménestimé la valeur. Dorénavant le grec sera « leur pire ennemi » (1) et le combattre partout, sera leur objectif unique. Sur le terrain scolaire ils ne pouvaient plus le faire. En hommes pratiques ils changèrent de méthode. Ce qu'ils n'avaient pu obtenir par la propagande pacifique, ils essayèrent de se le procurer avec les bandes. Mais des bandes grecques se formèrent en 1904 pour répondre à la violence par la violence et commirent les mêmes excès que les Bulgares. A partir de 1905 les bandes bulgares attaquées par les grecs et les serbes, perdent du terrain, et ne retrouvent jamais leur situation prépondérante d'autrefois. Un grand nombre de villages du vilayet de Monastir qui furent obligés de se soumettre à l'Exarchat, au temps où les comitadjis bulgares y régnaient en maîtres, durent maintenant faire retour au Patriarcat.

Cela mit le comble à l'irritation des Bulgares. Ne pouvant atteindre les Grecs en Macédoine, ils tournèrent leur colère contre les Grecs établis en Roumélie Orientale. Au commencement du mois d'août 1906 des troubles éclatent sur plusieurs points du pays. Le signal fut donné à Varna. Le Patriarcat y avait en-

voie (celle de la propagande scolaire). Nous ne gagnons plus rien soit par l'école, soit par l'église. Nous n'avons fait que perdre du terrain devant l'hellénisme. »

1. La parole est de Saradof.

voyé un évêque pour occuper le siège de Varna. La foule empêcha son débarquement. Le mouvement ne s'arrêta pas là, il continua le lendemain à Andivalos, ville presque exclusivement grecque (6.000 hab.) où il y eut une vraie bataille dont le résultat fut 11 Grecs et 8 Bulgares tués ; la ville presque tout entière fut détruite par les flammes. A Philippopoli une émeute terrible fut soulevée par un avocat, nommé Dragoulef. Une bande de Bulgares attaqua les Grecs rangés autour de leurs écoles et de leurs églises. Les Grecs se défendirent autant qu'ils le purent. La foule bulgare, après avoir saccagé les écoles et détruit un grand nombre de magasins grecs, se porta sur l'évêché grec où il installa de force un évêque exarchiste après en avoir expulsé l'évêque orthodoxe. Des troubles se produisirent aussi à Stenimachos à Roustchouk, à Pyrghos. Les autorités gardèrent pendant tout le temps que durèrent les troubles une attitude passive. Après le retour du Prince Ferdinand et de M. Petkoff, ministre de l'Intérieur, qui se trouvaient à ce moment à Marienbad, des mesures sévères furent prises en vue d'empêcher le retour d'incidents aussi graves. Mais afin de calmer le peuple on a dû lui accorder certaines satisfactions.

Une loi datant du ministère Stamboulof et interdisant dans les écoles de la principauté l'emploi d'autre langue que le bulgare, qui n'avait pas été appliquée comme contraire aux stipulations du traité de

Berlin, fut remise en vigueur et les écoles grecques furent fermées. On fit une loi qui enlevait aux Grecs non sujets bulgares le droit de posséder des immeubles. D'autres mesures antigrecques furent prises. Les Grecs menacés dans leur personne et dans leurs biens durent émigrer en masse et allèrent se réfugier en Grèce. Au mois de juillet 1907, sur 1.800 familles grecques de Stenimachos plus de 600 avaient déjà émigré ; 500 étaient sur le point de le faire. Le nombre des fugitifs pour toute la Roumélie orientale dépassait 16.000 (1).

Le gouvernement grec les établit en Thessalie où trois villes nouvelles furent fondées sous les noms de Philippopolis, d'Euxinonpolis et d'Andrialos.

Exposons maintenant la thèse bulgare :

On doit d'abord, disaient les Bulgares, s'entendre sur la délimitation réelle de ce qu'il faut entendre par Macédoine. On a aujourd'hui l'habitude de comprendre sous le nom de Macédoine la réunion des trois vilayets de Salonique, de Monaster et de Cossovo. Mais ce n'est là qu'une division administrative artificielle destinée à assurer la prédominance turque sur l'élément chrétien.

La Macédoine géographique comprend :

1° Le vilayet de Salonique, sauf le caza grec de Caterina qui appartient à la Thessalie et les cazas

1. Voir l'*Hellénisme* du 5 juillet 1907.

de Roupchios et de Thassos (également grecs) qui doivent être rattachés au vilayet d'Andrinople.

2° Onze cazas sur vingt-deux du vilayet de Monastir, à savoir : Okhrida, Florina, Ferlepé, Kitchova, Dibra, Dolna-Reka, Kastoria, Starova, Kailari, Kojani. Des onze autres, six se trouvent en Albanie (Debrei Tur, Elbassan, Gramode, Petelne et Malthe) ; trois en Thessalie : (Sefzidjé, Grebena, Elassona) ; un est à cheval sur la Macédoine et l'Épire (Kortcha) ; un sur l'Albanie et la Macédoine : Massetitch.

3° Douze cazas sur les trente et un qui composent le vilayet de Cossovo ce sont : Uskub, Ichtip, Kotchaux, Osmanié, Kratova, Koumanova, Radovidié, Egri-Palanka, Keuprulu (Velès), Kalkandeleu, Gostivar et Pristdiova (1).

La Macédoine ainsi délimitée est totalement bulgare.

Les Grecs prétendent, continuaient les Bulgares, qu'historiquement la Macédoine leur appartient. Ils invoquent Philippe et Alexandre ; mais à supposer que les anciens Macédoniens fussent Grecs, car il ne faut pas oublier que Démosthène les regardait comme des ennemis, ils ont depuis longtemps disparu (2). A partir du VII^e siècle la Macédoine envahie successive-

1. V. André Barre, *L'Esclavage blanc*, p. 105 et 106.

2. V. Braucoff (D.-M.), *La Macédoine et sa population chrétienne*, p. 3 et suiv. et René Pénon, *L'Europe et l'Empire ottoman*, p. 121 et suiv.

ment par les Serbes et les Bulgares devient et reste slave. Faut-il rappeler qu'au x^e siècle (893-927), Siméon le Grand avait soumis tous les pays qui constituent aujourd'hui la Serbie, la Bulgarie, la Macédoine et l'Albanie. Faut-il rappeler le règne d'Assen (1186-1196) et de Chichman (1365-1393) ?

Du reste à quoi bon remonter si loin ; les prétentions bulgares ne reposent pas en définitive sur des soi-disant droits historiques qui ne sont la plupart du temps que des souvenirs bien vagues, mais sur la réalité telle qu'elle a été constatée par les représentants, de toutes les grandes puissances (1). Ils faisaient allusion par là au projet de règlement présenté à la Porte le 10 janvier 1876 (2) qui accordait l'autonomie à deux vilayets bulgares et au traité de San Stéfano.

Mais, poursuivaient les Bulgares, point n'est besoin d'aller chercher dans un passé même récent le fon-

1. Réponse du gouvernement bulgare à l'enquête faite par M. André Barre, v. *L'Esclavage blanc*, p. 114.

2. Il sera formé des territoires ci-dessous désignés et conformément à la carte ci-jointe deux vilayets : Le vilayet qui aura pour chef-lieu Tirnovo sera composé des Saudjak de Roustchack, Tirnovo, Varna, Silvno, Philippopoli (excepté Sultan Yéri et Achr-Teelebi) et des cazas de Kirk-Kilissé, Moustafapacha et Kizil-Agathi.

Le vilayet occidental, qui aura pour chef-lieu Sofia, sera composé des saudjaks de Sofia, Viddin, Nich, Unkub, Bitolia (excepté deux cazas du Sud) une partie du Saudjak de Serrès (trois cazas du Nord) et des cazas de Stroumitza, Tikvech, Velès et Castoria.

dement de nos droits. Les chiffres sont là et quand nous parlons de chiffres, ce n'est point de ceux tirés, je ne sais d'où, qui remplissent les statistiques grecques. Les chiffres auxquels nous nous référons ne sont pas *a priori*, suspects d'un excès de burgarophilie, car ce sont des chiffres turcs (1). Les voici :

1^o Population totale de la Macédoine :

Vilayet de Salonique	1.162.000	habitants.
Vilayet de Monastir	740.000	—
Vilayet de Cossovo	880 000	—
Total.	<u>2.782.000</u>	—

2^o Population répartie par races :

Bulgares	1.100.000	habitants.
Turcs	410.000	—
Albanais	600.000	—
Grecs.	270.000	—
Pomak (Bulgares musulmans). . . .	100.000	—
Koutzo-Valaques	72.000	—
Serbes.	150.000	—
Juifs	80.000	—
Total.	<u>2.782.000</u>	—

3^o Population réparties par religion :

1. V. Déclarations de M. Zolotowitz, ministre de Bulgarie, à Paris, citées dans *Questions diplomatiques de l'année 1904*, p. 165 et suiv.

Musulmans	1.110.000	habitants.
Patriarchistes (Grecs, Serbes, Koutzo-		
Valaques et Bulgares ces derniers		
au nombre de 300.000)	792.000	—
Exarchistes	810.000	—
Juifs	80.000	—
Total.	2.782.000	—

Dire par conséquent, comme le font les Grecs, que les Bulgares en Macédoine sont par rapport aux Grecs dans la proportion de un tiers contre deux tiers, c'est faire là une affirmation toute gratuite.

Les Grecs du reste le savent si bien qu'ils n'y insistent pas outre mesure. Ils se hâtent de se réfugier sur le terrain scolaire. Mais là aussi la supériorité des Bulgares ne peut être sérieusement contestée. Voici la statistique de nos écoles (1) :

1° Écoles primaires :

	De garçons	De filles	Mixtes	Tot. des écoles	Tot. des élèves
	—	—	—	—	—
Vilayet de Salonique. . . .	102	2	183	287	13.783
Vilayet de Monartir	85	11	169	265	14.273
Vilayet de Cossovo	71	3	100	174	8.642
	258	16	452	726	36.698

1. V. André Tardieu. *Questions diplomatiques de l'année 1904*, p. 166.

2° Écoles secondaires :

Vilayet de Salonique. . .	5	2	25	32	1.073
Vilayet de Monartir . . .	4	2	9	15	884
Vilayet de Cossovo . . .	4	2	10	16	813
	<u>13</u>	<u>6</u>	<u>44</u>	<u>63</u>	<u>2.770</u>

Soit un total de 789 écoles avec 39.468 élèves comportant un personnel enseignant de 1.577 personnes.

A ces chiffres les Grecs n'opposent pour les trois vilayets que 361 écoles 23.364 élèves et 744 instituteurs et institutrices. Si l'on prend en considération que parmi les élèves qualifiés grecs, il y a un grand nombre de Koutzo-Valaques et si d'autre part on tient compte des innombrables difficultés que rencontre, de la part des Turcs, le fonctionnement des écoles bulgares, notre supériorité paraît encore plus décisive (1).

Il ne faut pas oublier en outre quand on examine les chiffres des différentes statistiques que les Grecs classent parmi leurs congénères les 300.000 Bulgares patriarchistes et les 100.000 Koutzo-Valaques. Ces

1. Brancoff admet cependant la supériorité scolaire des Grecs, mais il ajoute que « la statistique scolaire ne saurait servir de critérium à l'ethnographie d'un pays que dans le cas où la population de ce pays jouit d'une certaine liberté. Elle n'a pas de valeur dans le cas contraire, car quelle pourrait être sa signification lorsque la conscience nationale et la langue maternelle sont bridées ou anéanties par les gouvernants ». (V. *la Macédoine et sa population chrétienne*, p. 49.)

300 000 patriarchistes sont bulgares parce qu'ils parlent bulgare et parce que leurs mœurs et coutumes sont bulgares. Le seul fait de leur attachement au Patriarcat ne peut pas prévaloir contre cela.

Les Grecs veulent opposer à la force et au nombre l'« Idée ». Mais une idée doit être librement acceptée. Quand elle cherche à s'imposer aux autres peuples, elle ne réussit qu'à exalter leurs sentiments nationalistes.

Malheureusement les Grecs et le Patriarcat œcuménique ne voulurent pas le comprendre. Ils ont toujours considéré les Bulgares comme des barbares et comme des ennemis et les ont combattu sans cesse. Entraver leur progrès, étouffer chez eux tout sentiment national, les helléniser après les avoir dénationalisés, telle fut leur constante préoccupation depuis que la domination turque s'établit dans les Balkans.

On sait qu'un émirat de Mahomet II avait reconnu le Patriarche de Constantinople comme le chef de tous les chrétiens de l'Empire ottoman sans distinction de race et lui avait concédé des privilèges très étendus dans l'ordre civil et spirituel, privilèges qui ont été confirmés par tous les successeurs du dit sultan. Ces privilèges faisaient du Patriarche un véritable représentant d'un État dans l'état disposant presque sans contrôle, de l'instruction, de la liberté de conscience, de la liberté individuelle, de l'honneur de ses ressortissants. Les pouvoirs qui lui ont été ainsi

accordés le Patriarcat œcuménique s'en servit pour faire prévaloir sa suprématie dans tous les diocèses de la Turquie d'Europe. Il y parvint en remplaçant graduellement le clergé slave par le clergé grec en supprimant des sièges épiscopaux encore indépendants (l'archevêché serbe d'Ipek en 1766 et le siège métropolitain bulgare d'Ochrida en 1767). Il imposa dans toutes les écoles l'enseignement exclusif de la langue grecque et proscrivit partout impitoyablement la littérature et la liturgie bulgare. La langue et la liturgie bulgare non reconnues par les Turcs, persécutés par le Patriarcat, allèrent trouver un refuge au fond des monastères dans les montagnes (1). C'est de là que fut dirigée la propagande active et tenace qui aboutit à la reconstitution de l'Église autonome bulgare en 1870 et à l'affranchissement d'une partie du peuple bulgare en 1878, événements heureux qui vinrent mettre fin à deux jougs également odieux : celui des Grecs religieux et intellectuel, celui des Turcs politique et social. Les Grecs en conçurent un grand dépit. Loin de comprendre par ces événements combien avait été inutile et funeste la politique qu'ils avaient suivie, ils s'y obstinèrent en l'aggravant. La réunion en 1885 de la Roumélie Orientale à la Principauté provoqua leurs protestations malveillantes et jalouses.

1. René Pénon, *L'Europe et l'Empire ottoman* p. 125 et iv.

Toutefois, les Bulgares, malgré leurs clameurs et leurs intrigues, continuèrent l'œuvre d'organisation scolaire et ecclésiastique et d'unification nationale, sans se laisser rebuter par les difficultés sans nombre que leur suscitèrent les autorités turques, qui retiraient le plus souvent d'une main ce que, cédant à des puissantes influences étrangères, elles accordaient de l'autre. Les résultats satisfaisants, déjà obtenus, leur en faisaient espérer dans un avenir plus ou moins lointain d'autres plus éclatants encore. Ils auraient donc persévéré dans cette voie pacifique, si la tyrannie de plus en plus asphyxiante d'Abdul-Hamid n'avait fait perdre patience aux populations macédoniennes chaque jour plus conscientes de leur vie nationale et sentant, par conséquent, plus cruellement les maux résultant de l'administration ottomane. Elles s'insurgèrent par deux fois (en 1902 et en 1903) en vue de conquérir le plus précieux des biens qu'un peuple puisse souhaiter : la liberté. On vit alors ce spectacle pénible et stupéfiant à la fois. Des descendants de Léonidas et de Thémistocle, de Diakos et de Canaris, faire cause commune avec le despote rouge pour étouffer dans le sang la révolte sacrée d'un peuple chrétien luttant pour sa liberté. Les faits tels que le voyage du prince Christophore à Constantinople et la chaleureuse réception que lui fit le Sultan, la convention commerciale entre la Grèce et la Turquie, etc., sont là pour prouver l'exactitude de nos dires.

Telle était en résumé, la thèse soutenue par les Bulgares. Ils ajoutaient que malgré leur supériorité incontestable, sous tous les rapports, sur les autres nationalités de Macédoine, ils ne demandaient pas l'annexion de cette province à la Bulgarie ; ils ne souhaitaient que son autonomie sous un gouverneur appartenant à la nationalité prédominante.

II

Après les Bulgares passons aux Grecs :

Les Grecs ne ressemblent point aux Bulgares. Vifs, intelligents, curieux à l'excès, épris d'art, de beauté et d'idéal, individualistes à outrance, plus souples qu'énergiques, ils répugnent au labeur obscur et patient. Ils aiment trop la politique et les beaux discours les grisent. Très pratiques dans la vie privée, ils sont singulièrement utopistes dans la vie publique ce qui leur réserve parfois de cruelles déceptions. Tout ce qui brille les attire et ils sacrifient souvent le fond à la forme. Avec cela patriotes ardents, capables de dévouement et de sacrifice au bien public, pouvant, sous la menace d'un péril extérieur, oublier momentanément, hélas, leurs divisions intestines, faire preuve d'une énergie insoupçonnée et accomplir de grandes choses.

Croyant leurs droits en Macédoine indiscutables et indiscutés, les Grecs ne cherchèrent pas d'une ma-

nière sérieuse et systématique à les consolider. Ils étaient tous absorbés aussi bien à Phanar qu'à Athènes par leurs querelles et leurs rivalités de personnes et pendant que leurs rivaux travaillaient avec un esprit de suite et une méthode admirables à étendre le domaine de leur influence en Macédoine ils s'usaient eux en des logamachies homériques et stériles. C'est à cause de ces luttes et du désastre de 1897 qu'ils ne commencèrent à organiser leur défense que lorsque le danger était devenu menaçant. Forcés d'agir vite, ils se mirent activement à la besogne et ils travaillèrent si bien qu'au bout de peu de temps ils purent non seulement arrêter le progrès des Bulgares mais reconquérir sur eux le terrain perdu.

Quelle était leur thèse ? Les Bulgares prétendent, disaient-ils que la Macédoine est bulgare ; nous soutenons nous qu'elle est grecque et nous sommes prêts à le prouver. Tout d'abord il faut s'entendre sur ce qu'on doit appeler la Macédoine. Les Bulgares veulent englober dans la Macédoine la plus grande partie du vilayet de Cossovo, province presque exclusivement slave, nous le reconnaissons en toute sincérité. Ils en excluent d'autre part certains districts totalement grecs. Leur jeu est facile à deviner. Ils se proposent de cette façon, connaissant parfaitement l'infériorité numérique de leurs congénères dans la Macédoine proprement dite, de renverser les proportions et de constituer une entité administrative toute

artificielle dans laquelle la prépondérance slave serait assurée (1).

Mais la Macédoine, telle que la conçoivent les Bulgares ne se base sur aucune donnée géographique, historique, ethnologique ; ce n'est, un peu corrigée pour les besoins de leur cause, que la délimitation administrative datant du Tanzimat. « La Macédoine ne peut être que là où fut le berceau d'Alexandre et où sont les ruines de Pella, de Pydna et d'Amphipolis (2). » Elle ne comprend que le territoire des deux vilayets de Salonique et de Monastir, sauf ; 1° une grande partie du sandjak d'Elbassau et le sandjak de Dibra qui appartiennent à l'Albanie ; 2° le каза de Grammos (du sandjak d'Elbassau) et le tiers du sandjak de Coritza qui doivent être rattachés à l'Empire et 3° les cazas de Djuma-Bala, Razlog, Kritchevo, la moitié du каза de Prilap et la plus grande partie du каза Tikfès ou Kavadar qui relèvent tous de la vieille Serbie (3).

Dans ces deux vilayets nous sommes à même d'établir que l'élément grec représente une majorité de deux tiers par rapport à l'élément bulgare. Nous ne savons pas où les Bulgares ont été chercher leurs sta-

1. V. *l'Hellénisme* du 1^{er} juin 1905.

2. René Pénon. *L'Europe et L'Empire ottoman*, p. 120.

3. V. *La Macédoine et les Réformes*. Mémoire du syllogue macédonien d'Athènes rédigé par M. Et. Drougamis ancien président du Conseil et ministre des Affaires étrangères.

tistiques turques. Mais voici celle de 1901 établie par les soins de Hilmi Pacha, Inspecteur général des trois vilayets :

1° Vilayet de Salonique :

	Saudjak de Salonique	Saudjak de Serrès	Saudjak de Drama	Total
Musulmans . . .	194.573	126.573	95.756	416.902
Grecs	226.491	103.465	43.085	373.041
Bulgares	70.022	116.445	2.980	189.447
Roumanisants. . .	5.403	»	»	5.403
Koutzo-Valaques ser-				
bisants	1.375	»	»	1.375
Juifs	46.230	1.417	1.300	48.947
Divers	5.474	8.911	100	14.485

2° Vilayet de Monartir :

	Saudjak de Monastir	Saudjak de Serfidjé	Saudjak de Coutza	Total
Musulmans . . .	82.037	53.146	81.932	217.115
Grecs	80.987	109.825	89.050	279.862
Bulgares	124.838	1.460	16.417	142.715
Roumanisants. . .	4.250	»	2.400	6.650
Koutzo-Valaquesser-				
bisants	11.673	»	»	11.673
Juifs	4 200	»	»	4.200

3° Total des habitants des deux Vilayets :

Musulmans	634.017
Grecs	652.903
Bulgares	332.162
Roumanisants.	12.053
Koutzo-Valaques serbisants	13.048
Juifs.	53.147
Divers	14.485

Mais comme en Macédoine les statistiques des populations peuvent toujours être sujettes à caution, nous allons nous servir d'un autre critérium plus sûr encore que celui de la langue et de la religion et qui fera mieux ressortir encore notre supériorité sur les Bulgares. « Ce critérium c'est la statistique scolaire perpétuellement vérifiable, expression exacte de la propagande pacifique d'une race et de la vitalité d'une nationalité (1). » Voici cette statistique pour l'année 1904 :

1° Vilayet de Salonique :

	Écoles	Instituteurs ou institutrices	Élèves
	—	—	—
Grecs	521	787	32.534
Bulgares	319	493	9.544
Roumains	10	28	383
Serbes.	21	52	583

1. V. André Tardieu, *Questions diplomatiques de l'année 1904*, p. 153.

2° Vilayet de Monartir :

Grecs	477	676	27.106
Bulgares	242	380	8.767
Roumains.	39	117	1.619
Serbes.	32	60	1.142

3° Total pour les deux vilayets :

Grecs	998	1.463	59.640
Bulgares	561	873	18.311
Roumains	49	145	2 002
Serbes.	53	112	1.725

Il résulte de ces chiffres que, soit sous le rapport de la population, soit sous celui de l'instruction, la supériorité des Grecs sur les Bulgares est d'un tiers environ.

Les Bulgares ne pouvant contester sérieusement notre prépondérance, surtout au point de vue scolaire, essayent de l'attribuer à l'ancienneté de notre propagande, à l'avance prise, par nous sur eux avant le schisme. Les faits infirment encore cette allégation aussi bien que les précédentes.

Le tableau ci-dessous montre combien les progrès de l'instruction grecque furent rapides depuis 1877 :

	Écoles grecques	Élèves
En 1877.	256	10.908
En 1896.	907	53.633
En 1904.	998	59.640

Les Bulgares nous reprochent de vouloir classer parmi les Grecs un grand nombre de patriarchistes slavophones. Ils prétendent que ces patriarchistes sont Bulgares parce qu'ils parlent bulgare.

Mais si la langue seule ne peut nulle part servir de critérium ethnique sûr, elle le peut encore moins en Orient où tant de langues et tant de races sont confondues d'une façon inextricable.

Il y a des Provençaux en France qui connaissent mal le français et qui n'en sont pas moins de bons Français, les Piémontais de la Vallée d'Aoste qui parlent français ne sont pas, que nous sachions, de mauvais Italiens. Les Turcs de l'île de Crète qui parlent grec ne sont pas pour cela moins fanatiques que les Turs de Constantinople ou de l'Asie-Mineure. De même les Grecs slavophones de Macédoine ne sont pas moins Grecs parce qu'ils ne parlent pas grec. Du reste la langue parlée par les Macédoniens slavophones n'est pas le bulgare. C'est un dialecte composé de mots serbes, bulgares, grecs, valaques, albanais tures et plus d'un savant philosophe a constaté que ce dialecte se rapproche moins du bulgare que du serbe au point de vue grammatical et du grec par le vocabulaire (1).

Pour déterminer la nationalité des populations sla-

1. V. Notamment Gobchevitch, dans : *La Macédoine et la Vieille Serbie*.

vophones on doit considérer leurs mœurs, leurs traditions, leur religion et surtout leur sentiment national. Or, cela ne fait pas de doute, le sentiment national de ces populations est entièrement hellénique. Ce qui le montre bien, c'est leur attachement inébranlable au Patriarcat malgré le terrorisme des bandes bulgares : « Ma bouche est peut-être bulgare, disait un vieillard, mais le cœur est grec (1). »

Les Grecs l'emportent encore sur les Bulgares au point de vue économique, commercial et intellectuel. Parcourez toute la Macédoine ; sur 100 médecins exerçants, vous trouverez à peine 6 Bulgares contre 94 Grecs. La proportion est presque la même en ce qui concerne les avocats, les négociants, les commerçants, les artisans.

Quant aux arguments historiques, dont les Bulgares étayaient leur thèse, ils nous font vraiment sourire. Un de leurs auteurs écrit bravement : « Orphée était un très authentique Bulgare qui, de son vrai nom, s'appelait Orphen. Il régna longtemps sur la Macédoine et la Thrace et donna un grand nombre de fils et de filles : à la belle Orphenizza une Bulgare également (2). » Un autre découvre qu'Alexandre le Grand était Bulgare et s'appelait « Alexandre Makédonsky » (3).

1. V. Conférence de M. Paillarés dans l'*Hellénisme* du 1^{er} mars 1907.

2. V. André Barre, *L'esclavage blanc*, p. 113.

3. V. Bouroff (8), *Macédonia*.

Oui les Serbes et les Bulgares envahirent aux ^{vi} et ^{vii} siècles la péninsule balkanique et y fondèrent des empires contre lesquels les empereurs byzantins eurent à soutenir de longues guerres. Mais ils n'ont jamais atteint les rivages de la mer Égée même pendant la période troublée de la quatrième croisade, alors que Salonique passa plus d'une fois des mains grecques dans celles des Francs. Au surplus leur autorité sur la Macédoine septentrionale ne fut qu'éphémère. Ils ne surent s'établir et se maintenir d'une façon définitive que sur les territoires qui constituent aujourd'hui le royaume de Serbie, la principauté de Bulgarie et une grande partie du vilayet de Cossovo.

En Macédoine la population autochtone resta prépondérante et grâce à sa supériorité numérique, intellectuelle et morale, elle absorba peu à peu tous les slaves qui purent s'y fixer pendant la courte domination des Serbes et des Bulgares.

Byzance exerça une influence heureuse sur ces nations barbares qui, initiées par elle à la vie civilisée, après l'avoir combattu, tinrent à honneur de la servir.

Sous la domination turque, le Patriarche œcuménique, grâce aux privilèges que Mahomet II lui avaient conférés, étendait son action protectrice sur tous les chrétiens, sans distinction, qui ne songeaient nullement à contester son autorité. Lorsque la puissance turque commença à décliner, les panslavistes russes,

que le rêve de Pierre le Grand hantait toujours, cherchèrent à employer à sa réalisation les slaves des Balkans. Ce sont eux qui ont excité les haines des Bulgares contre les Grecs, eux qui les ont poussés au schisme, eux qui ont été les auteurs du traité de San Stéfano.

Ainsi, à quelque point de vue que l'on se place, les droits des Grecs sur la Macédoine sont incontestables et leur prépondérance grandit tous les jours. De cette situation les Bulgares se sont rendus compte. Sachant que dans la lutte pacifique ils se laisseraient de plus en plus distancer par les Hellènes, ils ont eu recours aux moyens violents. M. Kyntchef, inspecteur des écoles bulgares de Macédoine, écrivait naguère : « Nous avons à compter en Macédoine moins avec l'islamisme qu'avec l'hellénisme », et M. Sarafof ajoutait : « La Macédoine n'a plus besoin de popes et de maîtres d'écoles. Elle veut des armes et des hommes. » Ces armes et ces hommes, les comités de Sofia, avec la complicité du gouvernement bulgare, les introduisirent dans les trois vilayets. Que le gouvernement bulgare ait participé activement à l'organisation des bandes, c'est un point acquis. Les retentissantes révélations de M. Natchovitch qui négocia à Constantinople le traité turco-bulgare de 1904 en font foi (1). Tout le monde connaît trop les hauts faits de ces ban-

1. V. L'« Hellénisme » du 15 sept. 1907.

des pour qu'on ait besoin d'y insister. Cependant les mouvements insurrectionnels qu'elles ont dirigées en 1902 et 1903 ont échoué lamentablement. Ce qui prouve que le pays leur était hostile.

Les déprédations des Turcs, les assassinats des comitadjis lassèrent enfin la patience des Grecs. Menacés de tous côtés, ils voulurent se défendre et affirmer leur existence, d'autant plus que les publications mensongères répandues par les Bulgares en Europe firent accréditer pendant quelque temps la légende d'une Macédoine bulgare. Des bandes grecques se sont alors formées, nous ne le nions pas ; des Hellènes du royaume s'y sont même enrôlés, mais c'est en Macédoine qu'elles se recrutent principalement. Leur rôle est purement défensif ; elles disparaîtront d'elles-mêmes le jour où les bandes bulgares se décideront à déposer les armes.

On nous reproche d'être les amis et même les alliés des Turcs. C'est tout à fait faux. Nous ne sommes pas les amis des Turcs, nous ne l'avons jamais été. L'incident de Smyrne au mois d'avril 1904 le prouve surabondamment (1). D'ailleurs, le serions-nous que les Bulgares seraient malvenus à nous le reprocher. Eux qui critiquent la visite de pure politesse du prince Christophore au Sultan oublient-ils

1. Les policiers turcs avait maltraité (le 17 avril 1904) M. P. Delyan-
nis vice-consul de Grèce à Smyrne. V. *l'Hellénisme* du 1^{er} mai 1904.

que le Prince Ferdinand, au lendemain même des massacres arméniens, coiffé du fez écarlate et portant un uniforme orné d'aiguillettes d'aide de camp de sa majesté Impériale Abdul-Hamid-Han, apparaissait sur les rives du Bosphore et sollicitait l'honneur d'être agréé à présenter ses hommages respectueux à son auguste suzerain ? En 1898 n'ont-ils pas profité de la guerre gréco-turque pour arracher au sultan de nouveaux sièges épiscopaux et d'autres avantages de toutes sortes ? Nous n'acceptons pas non plus un autre reproche qu'on nous fait fréquemment : d'être hostiles aux réformes. Ces réformes il y a longtemps que nous les avons demandées. Ce que nous sommes décidés à ne pas tolérer, c'est que sous couleur de créer une Macédoine autonome on substitue le joug bulgare au joug turc. Joug pour joug, nous préférons encore celui des Turcs, sous lequel une race peut conserver au moins son individualisme et son existence nationale, à celui des Bulgares qui persécutent systématiquement notre langue, notre religion, nos traditions, pillent nos magasins, saccagent nos écoles, profanent nos églises et nous massacrent de temps à autre. Nous n'envions aucun des peuples voisins et n'entendons leur causer aucun préjudice. Ce que nous voulons c'est d'empêcher le renouvellement du coup de main de 1885 à nos dépens. Nous ne nous opposons pas à l'autonomie, mais nous voulons une délimitation préalable des nationalités. Nous recon-

naïssons les droits des Slaves là où ils sont en majorité (dans le vilayet de Cossovo et dans la Macédoine septentrionale), mais là où nous, les Grecs, nous sommes, sans conteste possible, les plus nombreux, nous demandons que nos droits soient également respectés. Si l'Europe veut vraiment l'autonomie, qu'est-ce qui empêche qu'au lieu d'une il en ait trois (1) ?

Voilà pour les Bulgares. Il nous faut maintenant nous expliquer sur la question roumaine, car il y a, paraît-il, une question roumaine. Les Roumains depuis 1860 se sont avisés que les Valaques du Pinde, parlent une langue semblable à la leur et dans un but politique facile à deviner, ils ont essayé de créer en Macédoine une nationalité roumaine. Une propagande active fut menée, surtout à partir de 1879, parmi les Koutzo-Valaques épars en Epire et en Macédoine. Elle fut stérile. Des écoles furent fondées à grands frais à Monastir, à Salonique, à Janina et ailleurs ; mais ces écoles, créations artificielles, ne répondaient pas à des réalités et restaient sans élèves. Voici comment un ministre roumain de l'Instruction publique, M. Haret, s'exprimait en 1901 sur leur compte dans un rapport qu'il adressait au roi Charles. « Il est malheureusement vrai qu'après tant d'années de luttes et de dépenses, consenties avec

1. V. Déclarations de M. Théotokis, dans le *Courrier de la Serra* du 15 mai 1907.

une si grande bonne volonté, les résultats ne sont en proportion ni des efforts ni des sacrifices... Nous avons beaucoup d'écoles et beaucoup d'instituteurs mais pas d'élèves. Nos écoles en Macédoine sont en l'air sans base solide artificiellement soutenues par des boursiers pris partout où cela est possible (1). » L'activité roumaine, devant ces résultats négatifs, commençait à se ralentir, lorsque les propositions austro-russes, relatives à l'introduction des réformes en Macédoine, faisant prévoir la possibilité d'un partage éventuel de la Macédoine, vinrent la ranimer. Les Roumains voulurent se créer des droits en Macédoine pour pouvoir s'en servir comme « un précieux élément d'échange contre le fameux quadrilatère Silistrie Roustchouk, Choumla, Varna lors d'un remaniement de la carte balkanique » (2).

Avec l'appui de la Triple Alliance elle a réclamé et obtenu de la Porte la reconnaissance d'une nationalité roumaine et du droit pour les Valaques d'avoir des prêtres et une liturgie roumaine. Cependant, malgré le concours des autorités turques et l'or roumain semé en pleines mains, la propagande roumaine n'avance guère. Pourquoi ? Parce que les Valaques ne sont pas des Roumains. La langue qu'ils parlent diffère tellement du roumain qu'il est impossible à un

1. V. André Tardieu, *Questions diplomatiques de l'année 1904*, p. 156.

2. V. le *Temps* du 12 mai 1904.

Valaque de s'entendre autrement que par des signes, avec un paysan roumain (1). Les Valaques sont des Macédoniens latinisés lors de la conquête de la Macédoine par les Romains et complètement hellénisés depuis qu'ils passèrent sous la domination byzantine. Leur nombre ne dépasse pas 70.000. Ils sont généralement bilingues et parlent aussi bien le grec que le patois valaque. Ils sont si peu Roumains qu'un grand nombre d'entre eux, après avoir passé la plus grande partie de leur vie en Roumanie, laissent quand même en mourant les fortunes parfois colossales qu'ils y acquièrent à la Grèce. Exemple Arsaki, ancien premier ministre de Roumanie qui a légué des millions à la Grèce et recommandé la création d'un grand pensionnat à Athènes (Arsakion) ; exemple encore les frères E. et A. Zappas qui consacrèrent toute leur fortune à des institutions grecques. S'il existe des Valaques en Macédoine, qui se sont déclarés roumanisants, c'est qu'ils y ont été incité par l'appât du gain. Chaque famille valaque qui se fait roumanisante émarge au budget roumain pour une somme de 23 francs par mois. Comme la vie n'est pas chère en Macédoine cette subvention mensuelle suffit à la faire vivre aisément. Malgré cela les Koutzo-Valaques roumanisants ne sont pas nombreux. C'est

1. V. Max Nordau, « Le conflit gréco-roumain » dans l'*Hellénisme* du 1^{er} novembre 1905.

que les Valaques ayant le droit de choisir leur patrie préfèrent la Grèce à la Roumanie.

« La propagande roumaine, disent-ils, nous demande d'abandonner l'Hellénisme qui nous a toujours soutenus sans chercher ni à nous assimiler, ni à proscrire nos traditions locales. Que nous offre-t-elle en échange ? La liberté ? Non pas, mais la perspective de rester éternellement sous le joug ture dont Margarite et ses successeurs n'ont jamais cessé de chanter les louanges. La propagande nous engage aussi à abandonner les écoles et les églises où règne une langue que nous entendons tous : le grec ; mais dans les églises et les écoles qu'elle bâtit elle enseigne non pas le patois koutzo-valaque mais le roumain, langage étranger que nous n'entendons pas (1). »

Dans ces conditions il est peu sérieux d'accuser le Patriarcat grec de se faire l'instrument de la politique hellénique et de traiter les Koutzo-Valaques de Macédoine soumis à son autorité religieuse avec intolérance, injustice et brutalité. Les Valaques ne veulent d'autre langue et d'autre liturgie que la grecque. Le Patriarcat n'a pas à leur imposer le roumain qu'ils ne comprennent pas. La Roumanie serait mieux inspirée si elle laissait tranquille les Koutzo-Valaques de Macédoine qui la repoussent et s'occupait un peu plus des vrais Roumains de Transylvanie.

1. Indépendance belge, 1905. *Correspondance de Salonique*.

III

Voyons à présent ce que disaient les Serbes.

Les Serbes se plaignaient des Grecs et des Bulgares à la fois. En tant que patriarchistes, ils reprochaient aux premiers de vouloir compter parmi leurs congénères tous les Slaves patriarchistes qui n'ont, prétendaient-ils, de commun avec les Grecs que la religion (1).

En tant que Slaves ils accusaient les Bulgares de vouloir absorber dans la masse un grand nombre de Slaves macédoniens qui sont Serbes d'origine et ils trouvaient étrange que l'Exarchat cherchât précisément, par la substitution dans un milieu exclusivement serbe (Vilayet de Cossovo) de son propre clergé au clergé patriarchiste, à imposer à une population « non nationale » un joug qui ne diffère en rien de celui dont il s'était affranchi lui-même en se séparant de l'Eglise œcuménique.

Cependant, disaient les Serbes, nous possédons en Macédoine autant si ce n'est plus que les autres peuples des droits historiques, ethnologiques et scolaires.

Vers la fin du v^e et au commencement du vi^e siè-

1. Quelques écrivains serbes prétendent même que tous les Slaves de Macédoine sont Serbes. V. Gobchevitch, *La Macédoine et la Vieille Serbie*.

cle, les tribus serbes avaient débordé en masse sur tous les Balkans et se sont avancées jusqu'à la Grèce. Leur installation en Macédoine précède donc de plus d'un siècle l'arrivée des Bulgares qui eut lieu vers 750. Ceux-ci d'ailleurs ne purent s'y maintenir longtemps. Ils furent soumis définitivement en 1330 (après la bataille de Velboujd) à la domination serbe. L'Empire de Douchan au xiv^e siècle qui marque l'apogée de la puissance serbe avait pour frontières le Danube au nord, l'Adriatique à l'ouest, la mer Noire à l'Est et comprenait au sud toute la Macédoine, la Roumélie orientale et la Thessalie. Après la défaite de Cossovo (en 1389) la Serbie succombe sous la conquête turque.

Dès lors comment peut-on prétendre qu'il ne reste pas de Serbes en Macédoine alors que c'est sur eux que les Turcs l'ont conquise ?

La vérité, c'est que les Slaves de Macédoine, ou tout au moins une grande partie d'entre eux, sont Serbes. C'est par peur des bandes bulgares qu'un certain nombre d'entre eux se sont ralliés à l'Exarchat. Délivrés de la crainte que les bandes leur inspirent ils se hâteront volontiers à redevenir serbes.

Les Grecs ne contestent pas notre prédominance dans le vilayet d'Uskub. Aussi s'en désintéressent-ils complètement. Il n'en va pas de même avec les Bulgares qui y revendiquent du moins au sud du Char-Dagh tous les Slaves patriarchistes qu'ils considèrent

comme des Bulgares non encore déclarés mais qui sont en réalité Serbes. Les Serbes, qui possèdent incontestablement la majorité dans le vilayet de Cossovo, sont en outre très nombreux dans le vilayet de Monastir où, d'après la dernière statistique établie sur l'ordre de Hilmi Pacha, 42.700 individus se sont déclarés Serbes, 51.078 par crainte des Bulgares se sont fait inscrire simplement comme Slaves patriarchistes, mais ils demandent l'ouverture d'écoles serbes (1). Leur nombre serait encore plus considérable s'ils pouvaient s'exprimer librement. Il y a près de 500.000 Slaves patriarchistes en Macédoine, s'ils sont vraiment Bulgares pourquoi s'obstinent-ils à ne pas reconnaître la juridiction de l'Exarchat ?

On doit reconnaître que la situation des Serbes en Macédoine est exceptionnellement difficile. Ce sont eux qui sont principalement exposés aux exactions, aux pillages et aux fantaisies sanglantes des Albanais. Le flot albanais monte, monte sans cesse, envahit les contrées qui furent autrefois le centre de l'Empire de Douchan et chasse devant lui le paysan serbe. Si on laisse subsister, pour quelque temps encore, cette situation, il n'y aura plus bientôt de Serbes en Macédoine.

D'autre part les Serbes dans l'organisation de leur propagande pacifique se trouvent sous certains rap-

1. V. R. Pinon, *L'Europe et l'Empire ottoman*, p. 131.

ports en état d'infériorité vis-à-vis de leurs concurrents grecs et bulgares.

On sait qu'il existe une loi turque de 1872 sur l'enseignement public qui, sous réserve de l'accomplissement d'un certain nombre de formalités, permet aux communautés chrétiennes d'ouvrir des écoles. Cependant, dans la pratique, les Valis à qui appartient le droit d'autoriser l'ouverture de ces écoles, refuse généralement l'autorisation demandée par la communauté. Mais à côté de la loi de 1872 il y a les privilèges ecclésiastiques qui accordent, sous certaines conditions, aux autorités ecclésiastiques, le droit de créer des écoles où bon leur semble. C'est donc à ces autorités que doivent s'adresser les communautés chrétiennes qui désirent avoir des écoles. Or, les Serbes dépendent du Patriarche de Constantinople, ils n'ont pas comme les Bulgares un Exarque serbe. De ces deux autorités ecclésiastiques, à laquelle doivent-ils s'adresser ? A l'Exarque bulgare ? Il s'empressera bien d'ouvrir des écoles mais ces écoles seront bulgares. Au Patriarche ? Mais le Patriarche est grec, ses représentants aussi. Dans les districts où se trouve déjà une école grecque ils se garderont bien d'introduire la concurrence serbe. Dans les districts entièrement serbes ils ne se soucient guère d'ouvrir des écoles auxquelles il faudra consacrer une partie des revenus ecclésiastiques et diminuer d'autant les bénéfices du clergé.

Malgré toutes ces difficultés, disaient les Serbes, nous avons fait de grands progrès en matière scolaire. A la fin de 1903 nous possédions dans les trois vilayets : 17 lycées de garçons et de filles ; 343 écoles primaires avec 14.383 élèves soit en tout 360 écoles, 409 institutions, 15.776 élèves.

« Si, dépourvus en Macédoine d'un centre et d'un chef, nous avons résisté à cette triple action (albano-turque, grecque et bulgare), si non contents de résister nous avons propagé notre langue et nos écoles, c'est que nous avons dans le sol macédonien des racines plus profondes que les autres races (1). »

C'est menacés, par les bandes bulgares, dans notre existence religieuse et nationale, que nous avons été forcés à organiser à notre tour des bandes pour nous défendre.

Ceci dit nous sommes d'accord, en principe, avec les Grecs pour détacher de la Macédoine le vilayet de Cossovo, mais nous réclamons pour la Macédoine ainsi délimitée un régime autonome garantissant à toutes les races une égalité absolue et demandons que des réformes analogues soient introduites dans le vilayet de Cossovo et même d'Andrinople.

1. V. Thèse serbe exposée par M. Vesnitch ministre de Serbie à Paris, dans le livre *Questions diplomatiques de l'année 1904*, p. 175 de M. André Tardie.

IV

On n'est pas d'accord sur l'origine des Koutzo-Va-laques. Les uns (comme l'historien roumain Xenopol) prétendent qu'ils descendent des colons romains que Tjajan établit en Dacie, d'autres voient en eux des anciens macédoniens latinisés par les colonies romaines qui sont venus se fixer dans les montagnes du Pinde. Quoi qu'il en soit ils ont toujours été considérés comme appartenant moralement à la Grèce qui les a civilisés, policés, dont ils parlent la langue, tout en gardant leur patois composé de grec, de latin et de slave, et dont ils ont toujours épousé la cause, partagé les luttes et suivi les péripéties (1). Leur nombre ne doit pas dépasser sensiblement 100.000 (2). Disséminés dans les vilayets de Salonique et de Monastir, en Épire et en Thessalie et perdus dans la masse hellénique, ils n'auraient pas fait parler d'eux dans la question macédonienne si la Roumanie, invoquant des liens lointains de parenté et de langue, ne s'avisait tout à coup de les revendiquer. La propagande roumaine commença vers le milieu du siècle passé. Un comité macédo-roumain fut fondé

1. V. *The Balkan question* édit by L. Villari, p. 80 et le Rapport de M. Lazaresco Lecauta du 20 novembre 1901.

2. V. *Blue book Turkey*, n° 3 (1903), p. 42.

en 1860 à Bucarest (1), dans le but d'entreprendre une sorte d'apostolat dans les principaux centres koutzo-valaques.

En 1865 Aportolo Margariti (ancien professeur grec né à Klissoura) le premier et le plus grand apôtre roumain, homme énergique qui joignait à une grande souplesse d'esprit une absence complète de scrupules (2), serendit à Bukarest. Le Comité macédo-roumain dont l'activité avait été jusqu'alors incohérente et indécise trouva en lui l'homme qui lui fallait. Il en fit son représentant officiel et lui ouvrit sa caisse. Margariti, les poches pleines d'argent, retourna en Macédoine où il se met à organiser la propagande roumaine.

Il y cherche d'abord à se procurer l'alliance des Albanais. Il leur adresse un manifeste dans lequel, après avoir essayé de démontrer la commune origine des Roumains et des Albanais, il les invite à former une alliance albano-roumaine. « Il faut détourner le monde civilisé, dit-il, de son erreur, lui prouver que la Macédoine est albanaise et roumaine et non grecque ou slave comme il plaît à beaucoup de le croire. » En même temps se rendant compte que l'influence de Bukarest était lointaine et peu efficace, il s'assure la faveur et le concours du supérieur des Lazaristes moyennant la promesse d'une

1. V. *L'Hellénisme* du 1^{er} décembre 1906

2. V. Victor Bérard. *La Macédoine*, p. 40 et suivantes.

conversion future de son peuple et de lui-même au catholicisme. Ce fut grâce à l'influence du supérieur que le premier gymnase roumain fut fondé à Monastir.

Les résultats ne furent pas satisfaisants. Le nombre des roumanisants resta insignifiant. La protection catholique rendait suspecte aux yeux des Koutzo-Valaques, orthodoxes fanatiques, la propagande roumaine et les en éloignait. Il fallut chercher un autre protecteur. Aportolo Margariti le trouva en la personne des autorités ottomanes.

Il fit voir aux Turcs combien il était de leur intérêt d'encourager la constitution en Macédoine d'une nationalité roumaine assez forte pour pouvoir faire contrepoids à l'hellénisme et au slavisme. Il leur dit que les Valaques, ne pouvant songer à s'unir à la Roumanie, séparés comme ils étaient d'elle par la Bulgarie, avaient intérêt pour ne pas être absorbés par leurs puissants concurrents (Grecs ou Bulgares), au maintien de l'autorité du sultan et loin de vouloir, à l'exemple des autres nationalités la saper ils travailleront au contraire à la consolider. Les autorités turques, qui voyaient favorablement cette nouvelle division des chrétiens, se rendirent sans difficulté à ces raisons appuyées probablement par un généreux pourboire et facilitèrent l'ouverture de nouvelles écoles roumaines dans les vilayets de Monastir et de Salonique. Cependant la propagande roumaine, malgré

l'appui des Turcs, ne faisait guère de progrès. Les écoles roumaines restaient toujours vides. M. Lazaresco Lecanta directeur de l'école roumaine à Janina écrivait en 1901 à M. Haret ministre de l'Instruction publique : « Nos écoles manquent d'élèves même dans les villages où il n'y a que des Valaques alors que l'école grecque est bien remplie d'enfants, bien que ceux-ci ne payent chez nous absolument rien et que chez les Grecs ils payent des droits d'inscription. » Découragés les Roumains commencent à se désintéresser de la question valaque et même en septembre 1901 ils suppriment le crédit de 600.000 y relatif(1), lorsque, à la suite d'un voyage du premier ministre roumain à Berlin, ils rentrent brusquement de nouveau en scène et demandent au Patriarcat d'abord, à la Porte ensuite, la reconnaissance de la nationalité roumaine en Macédoine. « Le fait en lui-même est assez suggestif, dit M. Engehkart, et nous révèle un de ces à-coups dont la chancellerie germanique est coutumière. Il nous explique le prompt et facile succès d'une instance que les intéressés eux-mêmes n'avaient pas spontanément provoquée, et qui n'avait pas pour mobile de véritables et profondes aspirations comme celles des Bulgares résolus à se séparer de l'orthodoxie hellénique (2). »

1. André Barre. *L'Esclavage blanc*, p. 1912.

2. *La question macédonienne*, p. 46. Le même auteur ajoute en note : « A quelque explication que l'on s'arrête, il paraît vraisemblable que

Le sultan sur les instances de la Triple alliance promulgue le 1/23 mai 1903, un iradé qui autorise : l'emploi de la langue roumaine dans les églises koutzo-valaques, l'ouverture d'écoles roumaines en Macédoine et en Épire, la nomination dans ces écoles et dans celles déjà existantes d'inspecteurs et de professeurs roumains. Il permet la constitution de communes roumaines ayant leur propre bourgmestre et reconnaît aux Roumains le droit d'élire des mouktars et d'envoyer des délégués dans les conseils administratifs. En même temps qu'ils faisaient des demandes à Constantinople pour obtenir de la Porte la reconnaissance en Macédoine de la nationalité roumaine, les Roumains formaient des bandes composées en grande partie d'Albanais et de Turcs qui devaient, avec la coopération des Bulgares, combattre les Grecs.

La réplique grecque ne se fit pas attendre. Le Patriarcat, se basant sur ses privilèges, protesta énergiquement contre les droits conférés aux Roumains (1). D'autre part les bandes grecques tinrent continuellement en échec l'action roumaine en Ma-

l'émancipation religieuse et civile des Koutzo-Valaques a été, non un but, mais un moyen et que ses bénéficiaires peuvent s'appliquer le mot que le fabuliste met dans la bouche du chat s'adressant au chien vendu par son maître :

« Tu croyais donc pauvre sot »

« Que c'est pour nous qu'on nous aime. »

(Fables de Florian, IX L. I.)

1. V. *L'Hellénisme* du 1^{er} novembre 1905.

cédoine et commirent des violences contre les Valaques roumanisants. Ceci exaspéra les Roumains irrités déjà par leurs déboires précédents. Un échange de notes diplomatiques commença entre la Roumanie et la Grèce où le Gouvernement de Bucarest accusait celui d'Athènes d'avoir laissé passer la frontière aux bandes grecques qui se formaient avec son assentiment sur le territoire du royaume hellénique, et le rendait responsable de leurs méfaits ; il l'accusait en outre d'être l'inspirateur de la conduite anti-roumaine du Patriarcat et des mesures que celui-ci avait prises contre les prêtres roumanisants. Le gouvernement grec déclinait toute responsabilité. Il niait avoir une influence quelconque sur le Patriarcat qui était absolument indépendant et déclarait que les bandes étant macédoniennes et autonomes, il ne pouvait assumer aucune responsabilité relativement à leur activité. N'obtenant satisfaction par la voie diplomatique, les Roumains cherchèrent à se venger sur les Grecs qui sont nombreux dans certaines villes de Roumanie et s'y livrent à un commerce florissant. Les expulsions et les proscriptions des Hellènes se succédèrent sans relâche. Le Gouvernement roumain par une note du 4 octobre 1905 dénonça le traité de commerce conclu entre la Grèce et la Roumanie en 1900 ainsi que le protocole annexé audit traité qui reconnaissait la personnalité juridique aux institutions helléniques ecclésiastiques et scolaires.

De nombreux meetings antihelléniques eurent lieu à Bucarest, Giurgevo, Kalafat, Constantja où des harangues véhémentes accompagnées d'injures et de vociférations furent prononcées contre les Hellènes. Plusieurs magasins grecs furent pillés. Dans un de ces meetings la foule lacéra et traîna dans la boue un drapeau hellénique (1). Ce fut la cause de la rupture des relations diplomatiques gréco-roumaines. Boycotés, pillés, molestés, les Grecs durent émigrer et abandonner un commerce prospère. C'était là peut-être le but secret des manifestations hellénophales des Roumains qui voulaient se débarrasser d'une concurrence commerciale qui n'était pas sans les inquiéter.

TROISIÈME SECTION

La lutte des nationalités

La situation des chrétiens en Macédoine n'était plus tenable et appelait des réformes radicales. Il devenait cependant de plus en plus évident que, laissées au bon plaisir du sultan, ces réformes ne seraient jamais exécutées. Il devenait évident aussi que les Macédoniens, divisés comme ils l'étaient par leurs discordes intestines, ne seraient jamais de force à secouer avec leurs propres moyens le joug ottoman. Il apparaissait d'autre part que les puissances, à moins

1. V. *Le Bulletin d'Orient*, n^{os} 91 et 92.

d'y être forcées par des événements menaçant de troubler la paix européenne, ne se décideraient pas à une intervention pleine de difficultés et fertile en complications dangereuses. C'est alors qu'apparaissent les bandes bulgares. Venues de la principauté voisine elles se mettent à parcourir le pays et à prêcher les indigènes. Elles attisent leur haine contre le Turc, leur vantent les bienfaits de la liberté et leur annoncent que les armées du Tzar libérateur vont bientôt envahir la Turquie d'Europe et délivrer du joug ottoman les chrétiens opprimés. Mais pour mériter le concours bienveillant du Tzar les soupirs, les gémissements, les lamentations ne suffisent point. On doit s'en montrer digne. On doit faire voir par des actes qu'on apprécie la liberté à sa juste valeur et essayer de la conquérir en sacrifiant au besoin sa vie pour elle. Il faut donc s'organiser secrètement et avec méthode, se procurer des armes, en apprendre le maniement, se préparer en un mot à la lutte ; et l'heure de cette lutte sonnera plus tôt qu'on ne le suppose peut-être.

Ainsi commença et se développa peu à peu un travail d'organisation insurrectionnelle et révolutionnaire. Vers la fin de 1901 les ramifications de cette « organisation » dite « intérieure » ou « du dedans » dont le siège théorique était à Salonique, mais qui était dirigée en réalité par un comité central siégeant à Sofia et présidé par Boris Sarafoff (ancien lieute-

nant de l'armée bulgare), couvraient la plus grande partie du territoire des trois vilayets de Salonique, de Monastir, de Cossovo. Elle s'appelait « intérieure » pour se distinguer de l'« organisation extérieure » de Sofia dirigée par le professeur Michailowski et le général Zoutchef. L'« organisation intérieure » divisa les trois vilayets et même celui d'Andrinople en huit sandjaks (Salonique, Monastir, Uskub, Serès, Drama, Stroumnitza, Melnik, Andrinople) et chaque sandjak en deux cazas. Chaque organisation locale est divisée par un comité local (1). Soumis en principe aux ordres du Comité central, les comités locaux gardent une grande liberté quant à l'action de propagande dans leurs circonscriptions. Les membres de l'organisation locale élisent les comités du village ; ceux-ci élisent les comités des cazas qui, à leur tour, élisent ceux des sandjaks. Le comité central est élu chaque année par les comités des sandjaks et des cazas. Le lieu et l'époque de l'élection sont indiqués par le comité central. Les comités communiquent entre eux par des agents secrets. En vue d'organiser la révolution, les comités doivent se procurer de l'argent et former des bandes.

Ils se procurent l'argent par :

1. Pour les statuts de l'« Organisation » voir *Blue-book Turkey* n° 1 (1903), p. 54-56 et n° 1 (1904), p. 176 ; voir aussi André Barre, *L'Esclavage blanc*, p. 205-216.

1° Les contributions des membres de l'organisation.

2° Les souscriptions.

3° Les extorsions et les rançons.

Chaque comité doit aussi avoir sa bande. La bande se compose d'un chef et d'un secrétaire bulgares, nommés directement par le comité central, et de membres bulgares nommés par les comités locaux et approuvés par le comité central.

Les bandes ont pour devoirs : d'exécuter les ordres émanant, soit des comités locaux de leur circonscription, soit du comité central ; de distribuer des armes aux habitants, leur en apprendre le maniement et les exercer militairement ; de commettre, sur l'ordre écrit du président du comité local, des crimes politiques ; enfin quand l'ordre leur en sera donné de « lever l'étendard de l'insurrection, relever l'esprit des insurgés, etc. ».

Ainsi en face de l'autorité officielle se dressait pour la combattre une autre autorité occulte ayant son administration, ses tribunaux, ses gendarmes, percevant des impôts, jugeant et faisant exécuter ceux qui se montraient réfractaires à ses ordres ou ceux qu'elle soupçonnait de la trahir.

L'« Organisation intérieure » proclamait bien haut que son action n'avait pour but que de conquérir l'autonomie politique de la Macédoine.

Mais dès le début, il devint manifeste que, si elle

poursuivait par ses efforts la création d'une Macédoine autonome, cette Macédoine elle la voulait aussi, elle la voulait surtout bulgare. En effet seuls les chrétiens appartenant à l'Exarchat étaient admis à faire partie de l'« Organisation ». Les autres, les patriarchistes, ne le pouvaient pas ; ce n'étaient que des traîtres et devaient être traités comme tels. Les villages qui reconnaissaient encore l'obédience du Patriarcat œcuménique, s'ils voulaient donner un témoignage irréfutable de leur zèle pour l'« Idéal sacré », devaient la répudier et se déclarer schismatiques (1).

Or, pour qui connaît l'importance de la religion dans un État théocratique tel que la Turquie et le rôle qu'elle joue dans la détermination de la nationalité, se séparer du Patriarcat pour embrasser le schisme, cela veut dire tout simplement cesser d'être Grec, Serbe ou Valaque pour devenir Bulgare.

Le mal n'aurait pas été bien grand pour les patriarchistes si les comités se contentaient de les exclure de l'« Organisation » et de les laisser tranquilles. Mais les comités ne l'entendaient pas ainsi. N'ayant pas pu par une propagande pacifique de plus de vingt années obtenir des patriarchistes à renier leur foi et leur nationalité, ils voudront les y contraindre par la violence.

1. V. André Barre, *L'Esclavage blanc*, p. 218 ; v. *L'Hellénisme* 1^{er} juillet 1904.

Dorénavant ils auront une double tâche :

1° Combattre les autorités ottomanes et attaquer les villages musulmans, afin de provoquer de la part des Turs des représailles qui rappelleront les scènes horribles des massacres arméniens et forceront l'Europe à intervenir.

2° Terroriser les villages patriarchistes récalcitrants, assassiner leurs chefs et accuser de ces crimes les Tures.

« Les comités macédoniens, dit sir A. Biliotti consul d'Angleterre à Salonique dans une dépêche du 9 décembre 1902 (1), se sont formés pour : chercher d'abord à réveiller par la propagande scolaire le sentiment national parmi les villageois et les détacher du Patriarcat, et d'autre part au moyen de bandes parcourant l'été le pays se les attirer par des promesses ou les forcer par des menaces à se joindre à eux. Le prosélytisme et le terrorisme tels furent les deux procédés qu'ils employèrent en vue de bouleverser l'ordre et de réduire les habitants à une telle misère, que ceux-ci fussent contraints à adhérer à la cause révolutionnaire. Les prêtres et les maîtres d'écoles avec le concours des bandes qui devenaient chaque jour plus nombreuses, tâchaient de convaincre les villageois que c'était de la Bulgarie qu'ils devaient attendre leur délivrance et les invitaient à se prépa-

1. V. *Blue-book Turkey* n° 1 (1903), p. 277.

rer pour la grande lutte qui donnerait la liberté à leurs enfants. Peu à peu ils firent disparaître tous ceux qui entendaient demeurer fidèles au Patriarcat et dans le seul sandjak de Serres plus de cent Grecs, Valaques et Bulgares orthodoxes tombèrent victimes de leur vengeance et de leur cruauté. Grâce à la propagande de leurs agents et maîtres d'écoles et des prêtres, grâce surtout aux méfaits des bandes et à la terreur qu'elles inspirent, les comités sont parvenus à détacher du Patriarcat tous les villages de Djumabala et de Razlog et la plupart des villages de Melnik, Petrich et Nevrocop. »

Ainsi les comités entendaient exécuter leur programme par le fer et par le feu. Inlassablement et avec acharnement, ils provoquaient les musulmans et persécutaient les patriarchistes. Les incendies, les pillages, les viols, les massacres et les tortures se succédaient sans interruption et faisaient de la Macédoine un immense charnier. Les répressions de l'armée turque brutales et sanglantes, mais spasmodiques et sans esprit de suite, étaient impuissantes à mettre un terme à ces atrocités. Elle ne faisaient qu'irriter et exaspérer les comitadjis, elles n'abattaient pas leur énergie.

Naturellement cet état de choses ne pouvait pas continuer. L'action des comités porta vite ses fruits ; mais ces fruits n'étaient pas tels qu'ils les avaient escomptés. Ils s'étaient faits forts, par leurs

procédés terroristes de bulgariser la Macédoine et d'étouffer chez les indigènes tout sentiment national et religieux. Ils ne réussirent qu'à le ranimer et à l'exalter. La réaction ne se fit pas attendre. Les Grecs aussi bien que les Serbes excédés des misères souffertes, las de subir des exactions continuelles et de tomber sous le poignard des Bulgares, inquiets du danger que les progrès de ceux-ci faisaient courir à leur cause nationale et désireux d'affirmer par des actes leur existence et leur vitalité aussi bien que leur ferme intention de ne plus tolérer qu'on pût les assassiner impunément, se mirent bientôt à organiser leur défense. Pour ce faire ils n'eurent qu'à imiter l'exemple donné par les Bulgares. Ils formèrent donc à leur tour des bandes destinées à contrecarrer l'action bulgare et à reconquérir le terrain perdu. Les Turcs eux-mêmes commençaient à remuer et à former par-ci par-là quelques comités (1); s'ils n'allèrent pas plus loin dans cette voie, c'est que l'armée avec son escorte sinistre de bachi-bouzoukes lancée à la poursuite des bandes se chargeaient de les satisfaire. Dès lors, un drame va se jouer en Macédoine qui ne prendra fin qu'en 1908 au moment de la révolution jeune-turque. Drame horrible, hideux qui sème ruines et deuils, où les passions s'exaspèrent, le sang coule à flots et où des gens, qui se di-

1. V. *Blue-book Turkey* n° 1 (1903), p. 142.

sent chrétiens, se conduisent comme des fauves. Les Albanais se mettant de la partie pillent et déciment tout le monde sans distinction.

Au milieu de cette explosion des passions et des haines, les malheureux villageois ne savaient plus que faire. Leur détresse était poignante. Patriarchistes ou exarchistes ils étaient sûrs d'être massacrés; ils ne se souciaient guère, les pauvres, de libertés politiques, et se seraient passés volontiers de leurs sauveurs; tout ce qu'ils demandaient c'était un peu de sécurité et le droit de pouvoir travailler, vivre et mourir en paix. En attendant, fuyant les bandes, fuyant les Albanais et les bachi-bouzoutes, ils émigraient en masse, abandonnant leurs champs, leurs maisons, leurs familles. Quant au Turc, le spectacle de ces luttes homicides n'était pas pour lui déplaire. Il ne se faisait même pas faute de jeter, de temps à autre, de l'huile sur le feu. *Divide ut imperes* était sa maxime favorite (1). Sa politique à l'égard des chrétiens consistait à frapper tantôt à droite, tantôt à gauche, à maintenir l'équilibre dans l'affaiblissement général.

Cependant l'opinion européenne commençait à s'émouvoir; la presse libérale en France et en Angleterre menait une violente campagne contre le Gouvernement turc et demandait à grand cris une inter-

1. V. *Blue-book Turkey*, n° 1 (1903), p. 107.

vention énergique des puissances. D'autre part au lendemain des fêtes de Chipka en septembre 1902 où Russes et Bulgares avaient célébré dans les fameux défilés le 25^e anniversaire de la guerre russo-turque, comme sur un mot d'ordre, de nombreuses bandes, conduites par des officiers bulgares, franchirent la frontière et envahirent certains districts de la Macédoine. Une insurrection éclata dans les districts de Razlog, Djumabala et Petrich (1). L'armée et les bachibouzouks envoyés pour les réprimer commirent de tels excès qu'ils soulevèrent l'indignation de toute l'Europe.

Les ambassadeurs des Puissances à Constantinople pressaient la Porte de prendre des mesures propres à mettre un terme à l'anarchie qui régnait en Macédoine et à y améliorer le sort des populations chrétiennes.

M. Zinovieff, ambassadeur de Russie à Constantinople, dans une audience que le sultan lui avait accordée au mois de novembre 1902, allait jusqu'à insinuer que les Puissances pourraient bien, si la situation en Macédoine ne s'améliorait pas, être amenées à intervenir. Il proposait de préparer, pour sa Majesté Impériale, de concert avec son collègue d'Autriche un « Aide-Mémoire » contenant les mesures rendues nécessaires par les circonstances (2).

1. V. *Blue-book Turkey* n° 1 (1903), p. 217-218.

2. V. *Blue-book Turkey* n° 1 (1903), p. 259.

Le sultan comprit qu'il devait faire quelque chose; il décréta donc le 1^{er} décembre 1902 quelques mesures, sous forme d'« instructions concernant les vilayets de la Turquie d'Europe (1) ».

Ces « instructions » ne différaient pas sensiblement des réformes précédemment accordées. Elles contenaient cependant une innovation qui devait prendre dans la suite une grande importance.

C'était l'institution d'un Inspecteur général ayant des pouvoirs assez étendus. Il avait pour mission de surveiller la marche des affaires civiles, judiciaires et financières, de réprimer les abus des fonctionnaires, qu'il avait le droit de révoquer (sauf ceux qui étaient nommés par iradé impérial) et de les faire traduire, dans le cas où ils auraient commis des actes condamnés par la loi, devant les tribunaux pour être jugés. Les « Instructions » prescrivaient en outre l'introduction des chrétiens dans la gendarmerie et stipulaient quelques réformes sans importance relatives à la justice, à l'instruction publique et aux travaux publics.

Dans le but de donner une preuve de sa bonne volonté le sultan s'empressait de nommer comme Inspecteur général Husseïn Hilmi-Pacha, ex-gouverneur de Yemen, homme intelligent et très énergique.

Ces réformes étaient manifestement insuffisantes.

1. V. *Blue-book Turkey* n° 1 (1903), p. 261.

Elles n'accordaient aux chrétiens aucune part dans l'administration du pays ; d'autre part, aucune disposition particulière n'était prise en vue d'assurer le paiement régulier des fonctionnaires et de la gendarmerie. Aussi furent-elles accueillies avec le plus grand scepticisme, tant par le monde des fonctionnaires ottomans que par les diverses classes de la population. « On considère généralement ici, écrivait M. Steeg consul de France à Salonique dans son rapport du 8 décembre 1902, que ce document (c'est-à-dire les Instructions) rempli en grande partie par la confuse, répétition d'extraits de la législation en vigueur, ne contient en fait de dispositions nouvelles que des mesures insignifiantes ou plus nuisibles qu'utiles. Je ne fais que traduire l'opinion générale en la résumant comme suit : Les nouvelles réformes consistent dans la multiplication de rouages coûteux et irresponsables ; il semble qu'on ait voulu organiser non le progrès mais la résistance (1). »

Les réformes annoncées auraient-elles d'ailleurs été plus larges, qu'elles n'auraient pu avoir pour effet de pacifier le pays, tant que leur exécution n'aurait pas été contrôlée par les puissances. Les chrétiens ne croyaient plus aux promesses solennelles du sultan ; l'expérience leur avait enseigné que les fonctionnaires ottomans trouvaient toujours moyen de tour-

1. V. *Livre jaune* 1902, p. 48.

ner les lois les plus parfaites en en faisant une application abusive et partielle.

La vive déception que causa partout la promulgation des nouvelles réformes vint augmenter l'irritation générale. L'agitation recommençait et les comités de Sofia ne cachaient pas leurs préparatifs en vue d'une insurrection générale pour le printemps de 1903.

Les violences de l'armée et les exactions des fonctionnaires étaient plus nombreuses que jamais. « Des colonnes sillonnent le pays, écrivait le 15 décembre M. Bapst, pour rechercher les armes et les saisir ; pendant leurs perquisitions, elles sont logées chez l'habitant et profitent de cette circonstance pour le dévaliser... Les jours de paix les employés de la Compagnie Salonique, Monastir sont régulièrement dépouillés par les soldats chargés de garder la voie. L'ambassadeur de Russie m'a entretenu de ce redoublement de persécutions contre les populations macédoniennes ; il constate que les violences des Turcs affolent la population chrétienne qui émigre en foule dans la principauté de Bulgarie ; le Gouvernement princier est impuissant à contenir le sentiment de colère que l'afflux de ces malheureux excite contre les Turcs ; si d'ici peu le calme et la sécurité ne sont pas rétablis en Macédoine on ne saurait prévoir ce qui peut advenir (1). »

1. *Livre jaune* 1902, p. 48.

La Russie et l'Autriche-Hongrie virent que le moment était venu pour elles « comme puissances les plus directement intéressées » d'agir et de prendre en Macédoine les mesures nécessaires au maintien de la paix.

Elles avaient conclu en 1897 une convention importante qui mettait fin à leur politique de méfiance réciproque et d'inimité latente et par laquelle elles convenaient de maintenir en Orient le *statu quo* (1) et de suivre une politique commune dans les affaires balkaniques. « Notre accord avec la Russie, disait le comte Goluchowski, est basé sur le principe de maintenir le *statu quo* territorial suivant les résolutions prises au congrès de Berlin, de protéger l'indépendance et l'intégrité des divers États balkaniques, de

1. L'accord de 1897 fut confirmé en février 1902 à la suite d'un voyage à Saint-Petersbourg de l'archiduc héritier François-Ferdinand. (V. *Livre jaune*, 1902, p. 1.) Les termes de cet accord ne furent jamais publiés. Le marquis de Reversaux, ambassadeur de France à Vienne, écrivait le 13 mai 1903 à M. Delcassé : « La Commission des affaires étrangères de la Délégation hongroise, en examinant le budget des affaires étrangères, a questionné le comte Goluchowski sur la forme et les termes de l'arrangement conclu en 1895 à Saint-Petersbourg entre l'Autriche-Hongrie et la Russie. Le ministre a répondu qu'il n'existait pas de convention formelle et écrite, mais un simple échange de vues verbal, sur la nécessité, pour les deux Gouvernements, d'imposer la paix dans les Balkans au moyen d'une action simultanée à l'égard des différents peuples qui les habitent. » *Livre jaune* 1902, p. 18.

respecter les possessions de la Turquie, de réprimer toutes les entreprises en contradiction avec ce qui précède, de ne poursuivre aucun avantage particulier pour nous-mêmes et, en notre qualité de puissances les plus directement intéressées aux événements qui s'y passent, d'entretenir des rapports constants pour être en mesure de déterminer aussi rapidement et harmoniquement que possible la conduite à tenir à l'égard de toutes les complications qui se produisent (1). »

L'agitation macédonienne avait déjà fait l'objet de nombreux échanges de vues entre les cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg. Vers le milieu de décembre 1902 le comte Lamsdorff passant par Belgrade et par Sofia où il prodiguait aux Gouvernements serbe et bulgare ses conseils de modération et de sagesse, se rendait le 30 du même mois à Vienne où « ont eu lieu entre les ministres des Affaires étrangères des deux empires voisins et amis, conformément à l'arrangement de 1897, des conférences spéciales qui ont abouti à la fixation des principes généraux devant servir de bases aux réformes projetées dans les trois vilayets turcs » (2). Les ambassadeurs des

1. La question des réformes dans la Turquie d'Europe ; par un non diplomate, premier supplément, p. 7 et 8.

2. V. *Le messenger officiel* de Saint-Pétersbourg cité dans le *Blue-book Turkey*, n° 3 (1903), p. 81.

deux puissances à Constantinople élaborèrent sur ces bases un projet détaillé de réforme qui, après avoir été communiqué confidentiellement aux grandes puissances, fut remis à la Porte.

CHAPITRE II

L'intervention européenne

PREMIÈRE SECTION

Solutions

Avant de commenter les dispositions du projet austro-russe et faire le récit des négociations diplomatiques qui le suivirent, il serait utile d'examiner quelle devait être la solution rationnelle du problème, pourquoi elle n'a pas été adoptée, et à défaut d'elle, quelles étaient les mesures possibles et nécessaires qui, sans résoudre définitivement ce problème, pouvaient toutefois, pour une durée de temps assez longue, rétablir la paix et la sécurité dans le pays.

La Macédoine, nous l'avons vu, était l'objet de nombreuses compétitions. Grecs, Serbes, Bulgares se la disputaient avec acharnement, à coup de statistiques et à coups de fusils, et leurs prétentions, s'excluant les unes les autres, étaient irréductibles. Selon le point de vue auquel on se plaçait, les Grecs étaient 650.000 ou 270.000; les Bulgares 1.100.000 ou 330.000 ;

les Serbes n'étaient pas mentionnés du tout ou étaient plus nombreux que les Grecs et les Bulgares à la fois, les Valaques étaient 1.000.000 ou 70.000. Cependant de toutes ces discussions une première vérité se dégageait. C'est que la Macédoine, et nous entendons par là tout le territoire occupé par les vilayets de Salonique, de Monastir et de Cossovo, n'était ni grecque, ni serbe, ni bulgare. Aucune de ces nationalités n'était assez forte pour imposer toute seule sa domination aux autres, aucune n'était assez faible pour accepter avec résignation l'hégémonie de l'une de ses rivales. D'autre part, les indigènes de Macédoine ne constituaient pas une nationalité à part. Ils se déclaraient Grecs, Bulgares ou Serbes mais point Macédoniens. Certes les chefs de l'« Organisation intérieure » avaient pour formule « La Macédoine aux Macédoniens » mais cette formule indiquait un but; elle n'était pas l'expression d'une réalité. La vérité c'est que la Macédoine n'était qu'un mélange, un agrégat de Serbes, de Grecs, de Bulgares et de Valaques. Une autre constatation qu'on pourrait faire c'est que, si les sentiments nationaux des indigènes s'étaient depuis longtemps dégagés et affirmés avec force aux extrémités du pays, il n'en était pas de même dans la Macédoine centrale. Là, sauf dans les villes, le sentiment national des populations — chez lesquelles les distinctions de filiation généalogique s'étaient avec les temps plus ou moins effacées —

commençaient à peine à se réveiller ; il y était encore flottant, hésitant. C'est là que se livrait surtout la bataille entre les Grecs et les Bulgares. C'était la conquête de ces Grecs slavophonos, de ces Slaves grécisants qui était le vrai enjeu de la lutte. Certes les deux parties criaient fort, exagéraient à dessein leurs droits et se montraient d'une intransigeance irréductible ; mais, si l'une d'elles se décidait à renoncer, au profit de l'autre, à ses revendications sur ces populations du centre, on serait vite tombé d'accord sur les autres points. Un pareil sacrifice ni les Grecs ni les Bulgares n'étaient disposés à le faire.

Dans ces conditions et étant donnée l'intervention de la Russie et de l'Autriche-Hongrie, quelle était la solution qui devait le mieux résoudre la question macédonienne ?

Ce ne pouvait pas être l'autonomie. Trop d'obstacles s'opposaient à sa réalisation. Les grandes puissances d'abord, garantes du *statu quo* territorial de l'Empire ottoman, ne pouvaient pas envisager une telle solution d'autant plus que l'Allemagne amie et protectrice de la Turquie s'y serait opposée formellement. Le sultan ensuite qui, sur ce point, n'était déterminé à céder qu'à la violence. Recourir à cette violence alors qu'une armée formidable (le seul service que le sultan eut soin de réorganiser et de réformer) défendait l'Empire, c'était là une autre prise pleine

de périls qui, pour avoir des chances de réussir, eût exigé la coopération de tous les États balkaniques, ce qui n'était pas le cas.

Mais à supposer que les puissances se fussent mises d'accord pour imposer l'autonomie au sultan et qu'elles eussent fini par avoir raison de sa résistance, comment coordonner, concentrer toutes ces tendances séparatistes, toutes ces forces centrifuges ? comment concilier toutes ces aspirations qui s'entrecroisaient et se heurtaient violemment ? comment apaiser toutes ces passions exaspérées ? Chacune des nationalités prétendant à la suprématie, on imagine sans peine l'anarchie et l'intolérance qui auraient régné dans les trois vilayets sous le régime d'un gouvernement autonome (1). La solution autonomiste était donc impossible. La Macédoine manquait à la fois d'unité ethnologique, linguistique, et religieuse qui eût pu assurer le succès d'une pareille solution.

M. Ed. Engelhardt préconisait une autre solution (2).

1. M. Biliotti, consul d'Angleterre à Salonique, écrivait dans son rapport du 1^{er} décembre 1902 à Sir. M. O'Connor « Autonomy would not be understood by the populations as it is understood in other countries, nor in fact would it be the same here as else elsewhere ; the christian of one party would see in it but a ready means of crushing his coreligionists of another. The majority forming race of an autonomous Macedonia, Epirus, &c. would oppress the minority in a manner not practised even by the Turks » (V. Blue-Book n° 1 (1903), p. 275.

2. Ed. Engelhardt, *La question macédonienne*, Paris 1906.

Elle aurait consisté dans une entente entre les États limitrophes de la Macédoine qui aurait pour objet la détermination de leurs sphères d'influence respectives. Un dénombrement ethnographique serait la condition indispensable de cette entente. Ce dénombrement pouvait ne pas être d'une rigueur mathématique car « il ne s'agissait pas, dans la prévision qu'elles fussent un jour disponibles, d'attribuer les trois provinces considérées comme un bloc à la race prédominante, c'est-à-dire de leur appliquer dans sa brutalité le système majoritaire suivant lequel la moitié plus un absorbe la moitié moins un ». Il suffisait de rassembler les agglomérations ethniques en circonscriptions plus ou moins homogènes. Le recensement serait confié à une commission internationale d'enquête et à son défaut, aux consuls, aux officiers étrangers et aux agents civils russe et autrichien. D'ailleurs, disait M. Ed. Engelhardt, l'enquête ne va pas porter sur toutes les parties de la Macédoine. Il est d'abord incontestable que le vilayet d'Uskub presque entier est habité par les Serbes et doit être mis dans la sphère d'influence serbe. Pour ce qui est du partage, entre Grecs et Bulgares, des deux vilayets de Salonique et de Monastir, M. Engelhardt établissait, en se basant sur des données empruntées aux statistiques de la partie adverse, que l'élément grec dominait sans conteste possible au sud et l'élément bulgare au nord. On attribuerait donc aux Grecs, à titre de territoire

incontesté, les cazas méridionaux situés à l'est et au sud-est de Salonique et on donnerait aux Bulgares au même titre les cazas septentrionaux. Quant au territoire contesté qui se trouve entre ces deux régions et où les populations sont mélangées dans des proportions non encore déterminées, il serait partagé entre les Grecs et les Bulgares suivant les résultats du dénombrement auquel il serait procédé. Une fois le partage effectué, les bandes seraient supprimées de part et d'autre et chacun des États balkaniques circonscrirait son action dans la région qui lui aurait été attribuée. Si un tel accord s'établissait entre les États balkaniques la question macédonienne serait virtuellement résolue par le seul fait de cette union qui associerait des forces imposantes en vue d'un but et contre un adversaire commun. La thèse de M. Engelhardt, la seule rationnelle et la plus équitable, puisque somme toute elle reposait sur le principe des nationalités, avait aussi l'avantage de ne pas se heurter à des obstacles insurmontables, à la condition qu'elle obtint l'adhésion des États balkaniques. Malheureusement il n'en fut rien et si les Grecs et dans certaine mesure les Serbes paraissaient disposés à l'accepter, les Bulgares la repoussaient formellement.

A défaut des solutions déjà exposées, il ne restait plus qu'une seule dont l'adoption aurait pu avoir pour effet de pacifier le pays. Elle se résume en ces deux mots « Contrôle Européen ». Mais il ne s'agit pas ici

d'un contrôle quelconque, d'une surveillance superficielle où le rôle des contrôleurs aurait simplement consisté à rédiger de longs rapports et faire des observations qui n'auraient comporté aucune sanction. Il s'agit d'un contrôle actif, vigoureux, minutieux, s'étendant sur toutes les branches de l'administration : administration civile, gendarmerie, finances, justice et où les contrôleurs européens auraient disposé des pouvoirs propres de décision. Point n'était besoin de promulguer de nouvelles lois, de faire de nouveaux règlements (1). « Les bonnes lois n'ont jamais manqué dans l'Empire ottoman, disaient dans leur note du 23 août 1880 les commissaires européens, c'est leur exécution qui presque toujours a fait défaut. » Seulement pour obtenir l'observation des lois et des règlements existants par les fonctionnaires ottomans, il fallait garantir à ceux-ci le payement régulier de leurs appointements, les soustraire à l'influence pernicieuse du Yildiz et soumettre leurs actes à un contrôle incessant et efficace. Et qu'on n'aille pas prétendre, pour contester l'efficacité de ces mesures, que le fonctionnaire ottoman est inerte et prévaricateur par nature et qu'un instinct invincible le porte à pressurer ses administrés. Ce serait là une accusa-

1. « The présent maladministration arises purely and simply from the neglect or wrong application of the laws the greater part of which are and remain dead letters. » (Sir Biliotti to sir O'Conor. *Blue-book Turkey*, n° 1 (1903), p. 275.)

tion qui ne reposerait sur aucun fondement. « L'expérience faite par le Conseil de la Dette publique et par les Compagnies de chemins de fer, dit avec raison M. Morawitz, à montré que la population turque, grecque ou arménienne renferme d'excellents éléments, des hommes sobres, économes, appliqués à leurs devoirs et d'une irréprochable intégrité. Le jour où comme eux l'employé de l'État sera certain de toucher sa paie à la fin du mois et sera contrôlé par des chefs qui jouiront de la même sécurité, la Turquie aura fermé une école de démoralisation et guéri une des pires plaies dont elle souffre (1). » Certes les mauvais traitements et les exactions n'auraient pas cessé sur-le-champs. De vieilles et mauvaises habitudes ne s'oublient point en un jour ; mais quelques révocations ; quelques punitions sévères et une inspection minutieuse auraient vite fini par supprimer les abus.

Donc, établissement pour les trois vilayets d'un budget véritable (au lieu du document informe décoré de ce nom qui était publié de temps à autre) doté de revenus suffisants pour faire face aux dépenses de l'administration et exécuté sous la surveillance d'une commission financière, réorganisation de la gendarmerie confiée à des officiers européens ayant des pouvoirs disciplinaires et exécutifs très étendus, contrôle

1. V. Charles Morawitz. *Les finances de la Turquie*, p. 246.

énergique du fonctionnement de la justice par une commission judiciaire, voilà en deux mots les mesures nécessaires et suffisantes qu'appelaient les circonstances : Nécessaires, puisqu'il était indispensable de mettre un terme à l'anarchie administrative et à l'insécurité qui régnaient en Macédoine ; suffisantes, parce que les populations pacifiques ne souhaitaient pas au fond davantage. Pressurées et opprimées par les fonctionnaires, massacrées par les bandes, elles demandaient tout simplement qu'on les délivrât des déprédations des uns et du terrorisme des autres et qu'on rétablît l'ordre et la sécurité. La liberté et l'indépendance politique, elles ne s'en souciaient guère. A l'exécution de ces mesures le sultan se serait certainement opposé ; mais l'exercice d'une « douce violence » aurait vite fini par avoir raison de sa résistance. Malheureusement les puissances, divisées par leurs rivalités et répugnant à prendre des décisions de nature à engager leur responsabilité dans une question fertile en complications, se montrèrent d'une réserve et d'une timidité excessive. Peine perdue, du reste, car une fois prises dans l'engrenage elles seront bien obligées d'aller jusqu'au bout c'est-à-dire jusqu'à ce qu'elles aient organisé dans les trois vilayets un régime où tous les indigènes pussent trouver des conditions tolérables de vie et de travail.

Quelles étaient donc leurs dispositions respectives à l'égard de l'œuvre entreprise ? C'est ce qu'il ne se-

rait, peut-être, pas sans intérêt de savoir, pour bien comprendre la nature et la marche des négociations poursuivies entre elles et la Turquie en vue de l'introduction des réformes en Macédoine.

DEUXIÈME SECTION

Les dispositions des grandes puissances

La première observation qui s'impose tout de suite à celui qui examine l'attitude des puissances durant les négociations relatives à l'application des réformes en Macédoine, c'est l'entière opposition des points de vue des cabinets de Londres et de Berlin. Tandis que l'Angleterre se faisait le champion d'une politique d'intervention active et d'affranchissement progressif des nationalités chrétiennes, l'Allemagne se prononçait résolument en faveur d'une politique d'intégrité et d'absolu respect des droits souverains du sultan.

La politique allemande ne saurait aucunement surprendre. Depuis que ses intérêts économiques dans l'Empire ottoman et surtout en Asie Mineure — grâce aux relations personnelles de Guillaume II et du sultan et à l'esprit méthodique des Allemands — ont pris un développement énorme, l'Allemagne a été amenée par la force même des choses à devenir la protectrice de la Turquie. Il faut que la Turquie soit indépendante pour que l'Allemagne, avec les ressources

particulières dont elle dispose, y puisse poursuivre son œuvre de pénétration économique, qui pourrait bien être suivie un jour d'une conquête politique. Cependant si, s'inspirant de ces considérations, l'Allemagne se déclarait hostile à toute atteinte à l'intégrité de l'Empire ottoman, elle n'adoptait pas toutefois une attitude d'absolue intransigeance, car elle ne voulait pas se séparer du concert européen. Dès lors, les réformes étant acceptées en principe par les puissances, elle ne les repoussera pas, mais tous ces efforts tendront à les rendre autant que possible anodines et très respectueuses des droits souverains du sultan.

La politique traditionnelle de l'Angleterre en Orient était « une politique d'intégrité » et c'est cette politique qu'elle fit triompher contre la Russie au Congrès de Berlin. Cependant à partir de 1885 la politique anglaise subit un revirement. La Révolution roumaine, l'élection du prince de Saxe Cobourg, les difficultés de la jeune principauté avec sa grande libératrice firent voir aux Anglais combien avait été chimérique leur crainte d'une Bulgarie inféodée à la Russie. Ils estimaient qu'ils avaient commis une faute en empêchant la constitution de la grande Bulgarie qui aurait été un obstacle aux visées de l'Allemagne et même de la Russie. Une Turquie faible ne saurait satisfaire les vues de la diplomatie anglaise. « La Turquie doit être forte ou disparaître. »

« Un État faible, dit M. R. Pinon, occupant les rives de la mer Égée, des détroits, les bords du golfe Persique, la Syrie et gardant un droit de suzeraineté sur l'Égypte peut un jour ou l'autre gêner la politique britannique... L'action de l'Angleterre dans les Balkans n'est que l'un des aspects d'une politique générale dont les principales raisons d'être sont en Asie et en Afrique (1). » Entre ces deux politiques les autres puissances se plaçaient suivant leurs intérêts, leurs traditions ou leurs affinités.

La Russie, liée par son accord de 1897 avec l'Autriche et absorbée par les difficultés que lui suscitaient ses ambitions dans l'Extrême-Orient, gardait en Orient une attitude expectante et pleine de réserve et désirait y éviter tout conflit pouvant provoquer des complications dangereuses (2). Elle ne changera sa politique dans le sens d'une intervention plus active que vers 1908 alors que, déçue en Extrême-Orient, elle porte de nouveau ses regards vers les rives du Bosphore et reprend sa politique traditionnelle.

1. V. René Pinon. *L'Europe et l'Empire ottoman*, p. 254 et tout le chapitre intitulé « L'évolution contemporaine de la question d'Orient ».

2. On lit dans le *Messenger officiel de Saint-Petersbourg*, du 25 février 1903 : « Les États balkaniques ne doivent pas oublier que la Russie ne sacrifiera ni une goutte de sang de ses fils ni la plus minime partie de l'héritage du peuple russe, si, en opposition aux conseils réfléchis donnés à temps, ils se décidaient à aspirer à un changement de l'état de choses existant dans les Balkans par des moyens révolutionnaires ou violents. »

La politique autrichienne ne pouvait s'accommoder d'une Macédoine affranchie ou partagée entre les États balkaniques. L'une et l'autre de ces deux solutions aurait eu pour résultat d'interposer entre l'Autriche et la mer Égée une barrière infranchissable et couper court, de la sorte, à ses ambitions sur Salonique. L'Autriche cherchait donc à empêcher d'une part toute entente entre les États balkaniques en entretenant leurs divisions, et d'autre part à maintenir la Turquie dans un état de faiblesse propice à l'extension de son influence et de son prestige en Macédoine, extension que faciliterait l'action habile et méthodique de ses agents réformateurs.

La diplomatie française avait à concilier deux tendances de sa politique quelque peu contradictoires. Les grands intérêts français économiques et moraux engagés en Orient lui avaient toujours fait et lui faisaient encore une loi de maintenir avec le sultan des relations amicales et de sauvegarder l'intégrité de son Empire. D'autre part ses principes libéraux lui commandaient une politique d'intervention en faveur des chrétiens de Turquie. Son influence allait donc s'exercer dans le sens d'une politique de réformes de plus en plus efficaces qui, tout en respectant les droits souverains du sultan, assureraient aux populations des conditions de vie acceptable. La France s'emploiera en outre, sans se départir du souci de rester fidèle à son alliance avec la Russie, à trouver

les formules et les solutions qui concilieront les points de vue opposés des puissances.

Quant à l'Italie ses visées sur la Tripolitaine et l'Albanie lui faisaient souhaiter l'affaiblissement et même la dislocation de l'Empire ottoman. Elle aura, en conséquence, une politique d'intervention très active et secondera énergiquement la politique du cabinet de Saint-James.

Au milieu de ces intérêts qui s'entrechoquaient et ces rivalités sourdes, la Turquie évoluait à son aise. Sa politique consistait à opposer les puissances les unes aux autres, à les neutraliser les unes par les autres, à exploiter leurs jalousies et à éveiller leurs susceptibilités trop chatouilleuses. Elle promettait beaucoup, tenait peu et se renfermait dans une inertie que rien ne pouvait entamer ; le tout en s'appuyant sur l'amitié fidèle de l'Allemagne, car la Turquie depuis surtout le voyage de Guillaume II en 1898 à Constantinople, en Palestine et en Syrie était devenue franchement, cordialement germanophile.

Plusieurs raisons expliquent cette orientation de la politique ottomane. En premier lieu les conditions même dans lesquelles ce voyage eut lieu au lendemain des massacres arméniens, quand toute l'Europe témoignait son horreur pour tant de sang versé. Puis l'Allemagne n'élevait pas sur la Turquie, du moins elle le lui faisait croire, des prétentions politiques ; elle ne convoitait aucune de ses parties ; elle

n'y poursuivait que le développement de ses intérêts purement économiques, développement qu'il était de l'intérêt de la Turquie d'encourager, puisqu'il lui procurait un double avantage : un avantage économique, parce les richesses de l'Empire ottoman grâce à une exploitation rationnelle, et méthodique seraient mises en valeur et deviendraient pour le Trésor turc la source de nouveaux revenus ; un avantage politique, parce que l'Allemagne, forcée à défendre ses intérêts en Orient, serait amenée à s'opposer à toute mainmise étrangère sur le territoire de la Turquie. Cette idée la diplomatie habile de l'Allemagne ne s'épargna aucune peine pour en faire chez les Turcs une conviction. Elle manœuvra tellement et si bien qu'elle y réussit.

Mais ce qui attirait surtout la Turquie vers l'Allemagne c'était le prestige militaire que celle-ci s'était acquise après 1870. Son « armure étincelante » fascinait incontestablement les Turcs qui ont le culte de la force, et leur inspirait un respect quasi-religieux. L'air hautain de l'Allemand, sa suffisance tudesque, ses fanfaronnades leur en imposaient ; sa discipline toute de parade les impressionnait et amusait leur imagination orientale ; ils l'admiraient naïvement, profondément. Ils en firent donc leur ami et le comblèrent de bienfaits. En revanche celui-ci prit les Osmanlis sous sa protection et si, malgré tout, leur incurie administrative forçait les puissances à leur

imposer de temps à autre quelques sacrifices douloureux pour leur amour-propre, c'est lui qui se chargeait d'en adoucir la forme, de les rendre anodins, de leur dorer en un mot la pilule.

TROISIÈME SECTION

Le programme de Vienne

Comme il a été dit plus haut, les deux ambassadeurs de Russie et d'Autriche-Hongrie à Constantinople élaborèrent, sur les bases fixées par la convention de Vienne du 30 décembre 1902, un programme détaillé de réformes qu'ils remirent à la Porte le 21 février 1903. Les traits principaux de ce programme étaient (1) : Maintien à son poste de l'inspecteur général pour un nombre déterminé d'années et engagement pris par la Porte de ne pas le révoquer, avant l'expiration de son mandat, sans que les puissances fussent préalablement consultées ; faculté pour l'inspecteur général de se servir des troupes, si le maintien de l'ordre l'exige, sans en référer préalablement au gouvernement central ; obligation pour les valis d'obéir à ses ordres ; engagement de « spécialistes étrangers » pour la réorganisation de la police et de la gendarmerie et admission dans celle-ci des chrétiens en

1. *Blue-book Turkey*, n° 3 (1903), p. 3 et n° 3, p. 81.

nombre proportionnel à celui des habitants chrétiens dans chaque district ; nomination de gardes champêtres chrétiens là où la majorité de la population est chrétienne ; nécessité d'arriver sans retard aux moyens de mettre fin aux crimes des Albanais ; amnistie à tous les accusés ou condamnés pour faits politiques ainsi qu'aux émigrés ; établissement d'un budget pour chaque vilayet et affectation des perceptions provinciales effectuées sous le contrôle de la Banque ottomane aux besoins de l'administration locale ; modification du mode de perception des dîmes et abolition du système de l'affermage en gros ; enfin institution dans certaines localités des trois vilayets d'une surveillance consulaire sous la direction des deux ambassadeurs à Constantinople.

La Porte accepta immédiatement ce programme en y apportant certaines modifications et vers la fin du mois de mars elle remettait aux deux ambassadeurs une copie des *instructions supplémentaires* envoyées à Hilmi Pacha. Ces instructions, quoi qu'elles fussent considérées par la Porte comme le complément de celles données à Hilmi Pacha à la fin du mois de novembre 1902, n'étaient cependant qu'une paraphrase du projet austro-russe du 21 février.

Elles n'en différaient que sur un seul point : elles maintenaient, il est vrai, l'inspecteur général en fonction, pendant une période de temps déterminée (3 ans), mais elles ne contenaient pas l'obligation de ne pas

le révoquer, avant l'expiration de cette période, sans l'assentiment des deux puissances.

Pour qui connaît les habitudes dilatoires de la Porte, la facilité et la promptitude avec laquelle elle accepta les propositions austro-russes a de quoi surprendre. L'empressement du gouvernement ottoman s'explique cependant par le caractère inoffensif du programme austro-russe. Il était évident qu'après le bruit qui avait été fait autour de la question macédonienne, la Porte s'attendait à des propositions beaucoup plus radicales. Son zèle est l'indice de l'agréable surprise qu'elle éprouva de pouvoir échapper à si bon compte à l'ingérence étrangère.

Le programme de Vienne était, en effet, tout à fait insuffisant en ce qui concerne le contrôle des mesures édictées. L'une de ses dispositions relatives à l'amnistie de tous les accusés et condamnés pour faits politiques était même dangereuse. Il y avait en ce moment-là 2.000 prisonniers (1) politiques dans les trois vilayets de Salonique, de Monastir et d'Uskub. On imagine facilement le danger qu'aurait fait courir à l'ordre et à la sécurité publique la mise en liberté immédiate de 2.000 personnes sans ressources et sans travail et dont une grande partie étaient des meurtriers endurcis.

Mais ce qui enlevait aux réformes austro-russes toute valeur pratique, c'était la décision prise par les

1. V. *Blue-book Turkey*, n° 1 (1904), p. 4.

deux puissances, mandataires de l'Europe, de s'en remettre à la Turquie pour leur exécution.

Comme il fallait s'y attendre, les réformes austro-russes furent fraîchement accueillies par tout le monde. Personne ne croyait à la bonne foi de la Turquie. Le mécontentement de comités bulgares était grand ; Sarafoff et ses compagnons faisaient des préparatifs en vue d'un nouveau mouvement insurrectionnel. Toutefois en Bulgarie, sur les conseils énergiques des puissances et surtout de la Russie, le cabinet modéré et russophile présidé par M. Danef prit des mesures sévères contre les comités. Il fit fermer leurs bureaux, saisir leurs archives et interner leurs chefs (1).

Quelque bénin que fût leur caractère, les réformes irritèrent cependant les Albanais qui ne voulaient pas en entendre parler. « Les Albanais, écrivait le 7 avril 1903 M. Constans, ne veulent pas de réformes, et il est peu probable que des gens, qui sont sortis du droit commun depuis de longues années, consentent à se soumettre aux lois de leur pays, et à renoncer à des habitudes de rapines et de brigandage qui leur ont jusqu'ici permis de vivre sans se livrer à aucun travail sérieux (2). »

Décidés à empêcher l'exécution de toute réforme, les Albanais se réunissent au nombre de 4.000 à Ipek

1. *Blue-book Turkey*, n° 3 (1903), p. 4.

2. V. *Livre jaune*, 1903-1905, p. 7.

et à Diakova et semant la terreur sur leur passage, marchent sur Mitrowitza où l'un d'entre eux assassine le consul de Russie (1).

D'autre part, les bandes bulgares, dont l'activité s'était à peine ralentie pendant l'hiver, reprennent leurs exploits. Le 28 avril au soir, des comitadjis entrent à Salonique, y font sauter la conduite principale de gaz et jettent des bombes dans un certain nombre de cafés. Une mine placée sous la Banque ottomane fait explosion, détruisant cet établissement qui, en s'effondrant, blesse plusieurs autrichiens suisses et allemands (2).

Sous le coup de l'émotion que provoquèrent à Yildiz-Riosk les nouvelles arrivées de Mitrowitza, l'envoi de 20.000 soldats en Albanie fut aussitôt décidé ; mais le lendemain le sultan se ravisa : il repugnait à employer la violence contre les Albanais qui se déclaraient ses sujets les plus loyaux et les plus dévoués ; il voulait d'abord employer à leur égard d'autres moyens de persuasion. Au lieu donc d'une armée c'est une commission qu'il leur envoyait pour leur persuader de se dissoudre. Pendant que la commission parlementait avec les Albanais, le gouvernement ottoman mobilisait ses troupes le long des frontières de la Principauté bulgare où l'irritation publique était grande.

1. V. *Blue-book*, n° 1 (1904), p. 36.

2. V. *Blue-book*, n° 1 (1904), p. 80 et *Livre jaune*, p. 14.

A Sofia le parti belliqueux l'emportait. Le ministère Daneff, devenu impopulaire à cause de sa politique modérée, était obligé au mois de mai de céder le pouvoir au parti stambouloviste qui préconisait une politique plus énergique en faveur des macédoniens.

En même temps qu'il rapportait les mesures prises contre les comités par le cabinet Daneff, le ministère Petroff-Petkoff, qui arrivait au pouvoir, activait les préparatifs militaires. Le 2 août, jour de la fête de saint Elie, fut donné le signal d'un grand soulèvement insurrectionnel préparé par le comité sarafotiste. Des bandes bulgares se mettent à parcourir en tous sens la Macédoine, détruisent les lignes télégraphiques, font sauter les ponts de chemins de fer, incendient pêle-mêle les villages musulmans et les villages patriarchistes, brûlent leurs récoltes et se livrent à un affreux carnage. On évaluait à 30.000 le nombre des révolutionnaires sous les armes (1). Les troupes et les bachibouzouks envoyés pour réprimer les bandes en profitèrent pour exercer d'horrible vengeance sur les paysans innocents. Les pillages, les viols, les meurtres, les tortures se succédèrent sans discontinuer pendant tout un mois.

L'émigration des paysans vers la Bulgarie s'accroissait ; le Gouvernement bulgare inquiet et impuissant à contenir le sentiment de colère que l'afflux des

1. V. *Livre jaune* 1903-1905, p. 20.

Macédoniens excitait contre les Turcs commençait à mobiliser. Le 31 août, -13 septembre il adressait aux puissances une note circulaire ainsi conçue : « Le gouvernement princier ne peut plus rester indifférent en présence d'une pareille situation... Il considère de son devoir de faire appel aux sentiments de justice et d'humanité des grandes puissances en les priant de sauver toute une population chrétienne de l'extermination complète qui la menace... Si à la suite de cette démarche nous ne recevons pas des assurances de nature à dissiper nos appréhensions sur ce qui se passe actuellement en Turquie nous serons obligés de prendre les mesures nécessaires pour être prêts à toute éventualité (1). » La Turquie de son côté appelait ses réservistes.

La situation était critique, les puissances par leurs démarches énergiques à Sofia et à Constantinople écartèrent encore une fois le danger d'un conflit armé entre la Principauté et l'État suzerain qui aurait pu menacer la paix de l'Europe.

QUATRIÈME SECTION

Le Programme de Murzsteg

Ainsi, il était manifeste que la situation exigeait des remèdes plus efficaces que les réformes trop timides

1. V. *Blue book Turkey*, n° 4 (1903), p. 2.

arrêtées par la convention de Vienne (1). Ces réformes, insignifiantes comme elles étaient, le Gouvernement ture ne se montrait nullement empressé de les exécuter. A peine se décidait-il, cédant aux représentations des puissances et surtout de l'Angleterre, à engager en tout à son service deux officiers suédois pour la réorganisation de la gendarmerie (2).

Toutes les puissances reconnaissaient que si l'on n'introduisait pas en Macédoine des réformes plus larges et surtout si on ne trouvait pas un moyen d'en garantir l'exécution, la crise que tout le monde redoutait ne manquerait pas d'éclater le printemps prochain.

Lord Lansdowne qui déjà au mois de février, lorsque le memorandum austro-russe fut soumis à son approbation, avait réservé sa liberté d'action au cas où l'application des réformes n'aurait pas eu les résultats espérés, rappelait, le 19 septembre, ces réserves aux gouvernements austro-hongrois et russe et ajoutait qu' « il est temps que les deux puissances, qui avec l'approbation des autres puissances signataires du traité de Berlin avaient assumé la tâche de pacifier les régions troublées de la Turquie d'Europe,

1. « Les moyens employés jusqu'à ce jour par les Puissances pour mettre un terme à l'agitation macédonienne sont évidemment impuissants. » (M. Constans à M. Delcassé) *Livre jaune*, p. 1903-1905, p. 23.

2. V. *Blue-book Turkey*, n° 4 (1903) p. 4.

se décident à adopter des mesures d'un caractère plus efficace (1) ». La Russie et l'Autriche comprenaient qu'elles ne pouvaient plus longtemps persister dans leur politique expectante. On annonçait pour le 2 octobre une entrevue des deux empereurs de Russie et d'Autriche-Hongrie à Mürzsteg.

Cependant les cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg étaient incertains sur le parti qu'ils devaient prendre. Ils redoutaient les conséquences d'une politique active dans les Balkans. La convention de 1897, qui était à la base de leur politique macédonienne, était d'une exécution facile parce que négative; en serait-il de même le jour où elle se transformerait en accord positif? Une fois dans la voie de l'intervention active, ne seraient-ils pas amenés, par la force même des choses, à empiéter de plus en plus sur les droits souverains du sultan, à se substituer à lui dans l'application des réformes? Dans ce cas le concert européen pourrait-il être longtemps maintenu? Et puis l'Allemagne, amie et protectrice du sultan, admettrait-elle qu'on portât atteinte à sa souveraineté?

Une lettre adressée le 29 septembre 1903 par le marquis de Lansdowne à son ambassadeur à Vienne vint mettre fin à leurs hésitations. « Nous avons appris, écrit Lord Lansdowne, tout à la fois des gouvernements russe et autrichien qu'on profitera de la pré-

1. V. *Blue-book Turkey*, n° 4, (1903), p. 4.

sence du comte Lamsdorff à Vienne pour examiner à fond la situation qui met actuellement en présence les deux puissances dans la péninsule des Balkans.

« Nous n'avons nul désir d'augmenter les difficultés des deux puissances, ni d'insister auprès d'elles en faveur de propositions inopportunes, mais nous avons la conviction qu'elles comprendront la nécessité de prendre des mesures réellement efficaces pour remédier à la situation présente du pays, et nous désirons les assurer de notre appui et leur présenter quelques indications.

« Les points que, à notre avis, les deux puissances feraient bien d'examiner sont les suivants :

« 1° Si le projet original de réformes ne devrait pas être présentement établi sur une base plus large..... A notre avis, nul projet ne donnera des résultats satisfaisants, si son exécution est confiée à un gouverneur musulman entièrement soumis au gouvernement turc et complètement indépendant du contrôle étranger.

« Nous suggérons, qu'il y a deux alternatives à examiner : *a*) nomination d'un gouverneur chrétien sans attache avec la Péninsule des Balkans ou avec les puissances signataires du traité de Berlin ; ou *b*) maintien d'un gouverneur musulman, assisté de deux assessseurs. Nous nous contenterions de voir ces derniers choisis parmi les deux puissances.

2° Si la Turquie ne devrait pas être invitée à pro-

céder, sur-le-champ, à la nomination d'officiers et sous-officiers européens en nombre suffisant pour se charger de la réorganisation de la gendarmerie.

3^o Nous avons appris avec regret que les deux puissances n'envisagent pas favorablement notre proposition tendant à ce que les puissances envoient leurs attachés militaires accompagner les forces turques.

Nous maintenons cette proposition qui a reçu l'appui conditionnel de l'Italie et nous proposons que chacune des puissances délègue, mettons six officiers, dans ce but afin d'exercer une action restrictive sur les troupes turques et d'obtenir des observations dignes de foi (1).

Cette lettre est très importante ; elle nous révèle l'influence de plus en plus grande de la politique anglaise dans la question macédonienne. En effet les « décisions arrêtées à Müritzsteg » et transmises sous forme d'instructions identiques aux ambassadeurs des deux puissances à Constantinople s'inspirent directement des propositions contenues dans la lettre de Lord Lansdowne.

Les décisions de Müritzsteg furent communiquées à la Porte par les ambassadeurs des deux puissances à Constantinople le 9/22 octobre 1903. A cause de leur importance capitale dans la question macédonienne nous croyons nécessaire d'en reproduire le texte *in extenso* :

1. V. *Blue-book Turkey*, n^o 4, p. 8, et *Livre jaune*, 1903-1905, p. 39.

I. — Pour établir un contrôle de l'activité des autorités locales quant à l'application des réformes, nommer auprès de Hilmi Pacha des agents civils spéciaux d'Autriche-Hongrie et de Russie obligés d'accompagner partout l'inspecteur général, d'attirer son attention sur les besoins de la population chrétienne, de lui signaler les abus des autorités locales, de transmettre les recommandations y relatives des ambassadeurs à Constantinople et d'informer leurs gouvernements de tout ce qui se passe dans le pays. Comme aides aux dits agents pourraient être nommés des secrétaires et des drogmans chargés de l'exécution de leurs ordres et autorisés à cet effet à des tournées dans les districts pour questionner les habitants des villages chrétiens, surveiller les autorités locales, etc...

La tâche des agents civils étant de veiller à l'introduction des réformes et à l'apaisement des populations, leur mandat expirera dans le délai de deux ans à partir de leur nomination.

La Sublime Porte devra prescrire aux autorités locales d'accorder à ces agents toutes les facilités pour qu'ils soient à même de remplir leur mission.

II. — Vu que la réorganisation de la gendarmerie et de la police turque constitue une des mesures les plus essentielles pour la pacification du pays il serait urgent d'exiger de la Porte l'introduction de cette réforme.

Prenant cependant en considération que les quel-

ques officiers suédois et autres, employés jusqu'à présent et qui, ne connaissant ni la langue, ni les conditions locales, n'ont pu se rendre utiles, il serait désirable d'introduire dans le projet primitif les modifications et compléments suivants :

a) La tâche de réorganiser la gendarmerie des trois vilayets sera confiée à un général de nationalité étrangère, au service du gouvernement impérial ottoman, auquel pourraient être adjoints des militaires des grandes puissances qui se partageraient entre eux les circonscriptions où ils déploieraient leur activité de contrôleurs, d'instructeurs et de réorganisateurs. De cette manière ils seraient à même de surveiller aussi les procédés des troupes envers la population.

b) Les officiers pourront demander, si cela leur paraissait nécessaire, l'adjonction d'un certain nombre d'officiers et de sous-officiers de nationalité étrangère.

III. — Aussitôt qu'un apaisement du pays sera constaté, demander au Gouvernement ottoman une modification dans la délimitation territoriale des unités administratives en vue d'un groupement plus régulier des différentes nationalités.

IV. — Simultanément demander la réorganisation des institutions administratives et judiciaires dans lesquelles il serait désirable d'ouvrir l'accès aux chrétiens indigènes et de favoriser le développement des autonomies locales.

V. — Instituer immédiatement, dans les principaux centres des vilayets, des commissions mixtes formées d'un nombre égal de délégués chrétiens et musulmans pour l'examen des crimes politiques et autres commis durant les troubles. A ces commissions devraient prendre part les représentants consulaires d'Autriche-Hongrie et de Russie.

VI. — Exiger du Gouvernement ture l'allocation des sommes spéciales :

a) Pour la réintégration dans les localités de leur origine des familles chrétiennes qui se sont réfugiées en Bulgarie ou ailleurs ;

b) Pour le secours aux chrétiens qui ont perdu leur avoir et leur domicile ;

c) Pour la restauration des maisons, des églises et des écoles détruites par les Turcs durant l'insurrection.

Des commissions dans lesquelles siégeront des notables chrétiens décideront de la répartition de ces sommes. Des consuls d'Autriche-Hongrie et de Russie en surveilleront l'emploi.

VII. — Dans les villages chrétiens brûlés par les troupes turques et les bachibozouks, les habitants chrétiens réintégrés seront libérés durant un an de paiement de tout impôt.

VIII. — Le Gouvernement ottoman s'engagera à nouveau à introduire sans le moindre retard les réformes mentionnées dans le projet élaboré au mois

de février de l'année courante ainsi que celles dont la nécessité serait ultérieurement indiquée.

IX. — La plupart des excès ayant été commis par les Ilavés (redifs de seconde classe) et des bachibozouks il est urgent que les premiers soient licenciés et que la formation des bandes de bachibozouks soit absolument empêchée.

Les « décisions de Mürzsteg » servent de base à toutes les négociations ultérieures concernant l'application des réformes en Macédoine. Elles constituent en même temps la première intervention véritable des deux puissances dans les affaires macédoniennes.

Ce qui caractérise en effet l'acte d'intervention, c'est l'ingérance d'un État dans les questions qui doivent relever normalement de la souveraineté d'un autre État ; c'est la pression morale ou matérielle exercée pour faire prévaloir une volonté étrangère sur la volonté propre d'un État.

Il est aisé de voir que certaines dispositions du programme de Mürzsteg, en posant le principe d'une immixtion d'agents européens dans l'administration ottomane, portaient atteinte, encore que légèrement, aux droits souverains du sultan. Ainsi l'article 1^{er} qui prescrivait la nomination de deux agents civils ayant pour fonctions de collaborer avec l'inspecteur général des trois vilayets et de veiller à l'introduction des réformes ; ainsi encore l'article 2 qui confie à un général de nationalité étrangère la réorganisation de

la gendarmerie ; ainsi enfin l'article 9 exigeant le licenciement immédiat des Slaves.

Le programme de Mürzsteg était un acte d'intervention non seulement par le fait des dispositions qu'il contenait mais aussi, mais surtout, par la forme dans laquelle il était présenté. Les deux puissances ne se contentaient plus de donner des conseils que la Porte eut pu accepter ou repousser ; elles donnaient des ordres auxquels elle devait obéir. Toutefois le programme de Mürzsteg comportaient deux causes de faiblesse d'une importance pratique inégale : l'une politique, l'autre juridique, qui tenaient, toutes les deux, à ce fait qu'elles n'étaient pas le produit des délibérations de l'Europe.

En effet, en agissant seules, l'Autriche-Hongrie et la Russie donnaient à croire à la Turquie — et c'était là la cause de faiblesse politique pratiquement la plus importante — qu'entre les puissances l'union n'était pas complète ou qu'elle ne pouvait pas durer ; et cette croyance n'aurait pas été tout à fait mal fondée. En effet les deux puissances ne pouvaient pas développer leur programme dans toutes ses conséquences pratiques, ni en imposer surtout l'exécution par la force, sans risquer d'éveiller les susceptibilités des autres puissances.

Ce vice fondamental, la Turquie le sentira et voudra en profiter pour éluder les réformes tout en paraissant les exécuter.

Au point de vue strictement juridique l'intervention des deux puissances ne pouvait pas se justifier aisément. La question ne paraît pas avoir beaucoup préoccupé, il est vrai, la diplomatie européenne ; mais elle vaut la peine d'être discutée.

Par quelles conventions internationales, par quels principes l'intervention des deux puissances pouvait-elle se justifier ? Est-ce par le traité de Paris et celui de Berlin qui en est le complément ? Mais ces deux traités qui garantissent aux populations chrétiennes de la Turquie un minimum de libertés et qui imposent au sultan l'obligation d'introduire des réformes en Roumélie ont eu précisément pour but et pour effet de substituer au droit d'intervention individuelle de la Russie le droit d'intervention collective des puissances, de remplacer la tutelle russe sur l'Empire ottoman par la tutelle européenne.

Dira-t-on que les puissances agissaient en qualité de mandataires de l'Europe ? Vraie au point de vue politique cette allégation peut être difficilement défendue à celui de droit. La théorie du mandat tacite n'est pas admise en droit international. Juridiquement il est douteux que la Russie et l'Autriche-Hongrie eussent pu se prétendre les mandataires des puissances et invoquer contre la Turquie les obligations conventionnelles qu'elle avait contractées vis-à-vis de l'Europe.

Quant à la raison d'humanité qu'on pourrait in-

voquer, puisque somme toute il s'agissait d'empêcher la continuation des troubles en Macédoine, et la théorie de l'interdépendance des États qui permet la substitution, jusqu'à un certain point, d'une puissance à une autre dans l'exercice de ses fonctions lorsque cette dernière s'en acquitte mal, ce sont là des questions très délicates et très controversées (1).

Il est vrai qu'on pourrait prétendre que les fréquentes interventions (2) européennes collectives ou individuelles avaient fini par créer une sorte de droit coutumier spécial qui accordait à chacune des puissances le droit de s'ingérer dans les affaires de la Turquie toutes les fois qu'elles l'auraient jugé à propos. N'empêche que les puissances de l'entente auraient été mieux inspirées si elles n'avaient pas agi seules et si elles s'étaient appuyées sur les bases plus solides des traités de Paris et de Berlin.

Quoi qu'il en soit, la publication des résolutions arrêtées à Murzsteg eut pour effet de calmer un peu les esprits. Tout le monde espérait qu'une fois sou-

1. M. Ed. Engelhardt, dans son livre : « *La Question macédonienne*, p. 69 dit : « L'inviolabilité réciproque que se reconnaissent les gouvernements souverains n'est en réalité obligatoire que pour ceux qui sont en paix les uns avec les autres. La Turquie est toujours restée virtuellement en guerre avec la chrétienté. » C'est peut-être donner un sens trop large au mot guerre.

2. V. p. les nombreux cas d'intervention des puissances dans les affaires turques. Le livre de M. Ed. Engelhard, *La Turquie et le droit d'intervention*.

mises au contrôle des puissances les réformes ne seraient pas restées lettre morte.

Cependant le programme de Murzsteg était loin d'être complet : Aucune mesure n'était prise pour assurer le bon fonctionnement de la justice. La réforme financière, pourtant la plus importante de toutes, était passée sous silence. Il est vrai que d'après l'article 8 la Porte s'engageait à appliquer des réformes mentionnées au projet du 21 février 1903 et que ce projet contenait des règles concernant la bonne administration des finances de trois vilayets, il n'en résultait pas moins que l'exécution de ces mesures était laissée au bon vouloir du Gouvernement turc.

L'article III prescrivant « dès qu'un apaisement du pays serait constaté... la modification dans la délimitation territoriale des unités administratives en vue *d'un groupement plus régulier* des différentes nationalités » était particulièrement dangereux. En faisant prévoir une sorte de détermination éventuelle de sphères d'influence, il ne pouvait pas manquer d'envenimer la lutte entre les différentes nationalités qui n'hésiteraient pas à recourir à tous les moyens pacifiques ou violents pour étendre le domaine de leur influence et augmenter ainsi leur part respective dans le partage futur. La Turquie, de son côté, qui ne voulait en aucune façon, et pour cause, apporter des modifications à la délimitation territoriale des trois provinces, allait mettre tout en œuvre pour rendre

impossible l'appaisement auquel elles étaient subordonnées :

Autant le programme de Vienne avait été de la part du sultan l'objet d'un accueil empressé, autant celui de Mürzsteg se heurta à son mauvais vouloir obstiné. Avant même la remise de la note austro-russe au Gouvernement turc, le sultan, informé des propositions anglaises du 29 septembre, envoyait à Sir N. O'Connor ambassadeur d'Angleterre à Constantinople son grand maître des Cérémonies Ibrahim Bey pour le prier instamment de faire revenir son Gouvernement sur ses décisions (1). Il faisait appel à la vieille amitié qui liait les deux pays et montrait l'effet désastreux que les propositions anglaises, si elles étaient adoptées, auraient produit sur la population de l'Empire et qu'elles ne manqueraient pas d'encourager les menées subversives des comités. Il lui fut répondu que le Gouvernement britannique regrettait de ne pouvoir adhérer à la demande du sultan, vu qu'il considérait l'exécution des mesures qu'il avait recommandées aux deux puissances de l'entente comme indispensable pour faire cesser les troubles dont la Macédoine était le théâtre et comme conforme aux intérêts bien entendus de la Turquie.

Le 3 novembre, la Porte faisait parvenir aux ambassadeurs russe et autrichien sa réponse à leur note

1. V. *Blue-book*, n° 2 (1904), p. 101.

du 9/22 octobre (1). Elle était négative. Le Gouvernement ottoman opposait aux deux puissances de l'entente une fin de non-recevoir tirée de l'inutilité de décréter, de nouveau, des mesures déjà en cours d'exécution. Il estimait que les consuls d'Autriche-Hongrie et de Russie en Macédoine, pouvant communiquer à l'inspecteur général « leurs constatations et leurs renseignements » et en aviser leurs ambassades respectives, la nomination des deux agents civils devenait dès lors sans objet. Il signalait l'envoi en Macédoine d'une commission formée d'officiers turcs et allemands, qui aurait pour charge la réorganisation de la gendarmerie avec le concours des officiers suédois et belges, ces derniers récemment engagés au service de sa Majesté impériale. Des sommes spéciales auraient été allouées pour la construction des églises et des maisons détruites durant les désordres. La justice serait réorganisée sur des bases nouvelles ; des gardes champêtres auraient été déjà élus par les populations chrétiennes, etc.

Le Gouvernement turc terminait sa réponse en exprimant l' « espoir que son activité et ses bonnes intentions seraient appréciées à leur juste valeur ».

Une dépêche de Hilmi Pacha, de laquelle il résultait que toutes les réformes stipulées par le programme de février avaient été scrupuleusement appliquées, était annexée à cette réponse.

1. V. *Blue-book*, n° 2 (1904), p. 124.

Cependant les deux ambassadeurs insistent. Ils attirent l'attention du Gouvernement ottoman sur les conséquences d' « une résistance irréfléchie » de sa part et font voir le danger par une allusion à « la tendance assez prononcée qui voudrait voir dans les trois vilayets d'un gouverneur général investi d'un mandat européen (1) ». Comme on le voit, les deux puissances étaient amenées par les événements à prendre à l'égard de la Turquie une attitude de plus en plus énergique. C'était la conséquence logique de leur intervention. Une fois engagées, elle ne pouvaient plus reculer.

La Porte comprit qu'elle devait céder. Elle le fit d'une façon vague et imprécise. Par sa note du 24 novembre elle déclare qu'elle accepte *en principe* les neuf points du programme de Murzsteg, « se réservant d'entrer en négociation à leur sujet pour s'entendre sur les détails de leur application *en confirmant les premier et second points aux droits souverains, au prestige du gouvernement impérial et au statu-quo* (2) ».

L'acceptation de la Porte fut accueillie par les deux ambassadeurs avec satisfaction. Tout le monde croyait avoir des raisons d'être content. Les ambassadeurs « des puissances de l'entente » pensaient qu'ils

1. V. note austro-russe du 9 novembre 1903 dans *Blue-book Turkey*, n° 2 (1904), p. 140.

2. V. *Blue-book Turkey*, n° 2 (1904) 150.

avaient obtenu tout ce que désiraient leurs gouvernements et la Porte estimait que les concessions qu'elle avait dû faire n'avaient rien de grave en somme, puisqu'elle se promettait bien d'en annihiler l'importance lorsqu'elle entamerait « des négociations sur les neuf points pour régler les détails de leur application ».

Toutefois les deux ambassadeurs prennent acte de l'acceptation de la Porte, et sans s'arrêter à ses réserves, nomment M. Demerik consul de Russie à Beyrouth et M. de Müller ancien consul de l'Autriche-Hongrie à Odessa comme « agents civils spéciaux ».

Mais quel va être le rôle de ces agents ? Quelles seront leurs attributions et l'étendue de leurs pouvoirs ?

La Porte n'admet pas que leur activité dépasse les limites d'une « surveillance académique telle que celle qu'exercent déjà les consuls (1). » Elle va même plus loin ; elle ne reconnaît pas le titre même « d'agents civils », choisi par les deux puissances, le mot agent impliquant une faculté d'agir qu'elle refuse aux deux délégués austro-hongrois et russe. A plus forte raison n'admet-elle pas l'adjonction aux agents civils de secrétaires et de drogmans. En un mot elle essaye de biaiser, de tergiverser, d'esquiver les effets importants d'un contrôle européen et lutte avec achar-

1. Lettre de M. Constans du 22 décembre 1903. *Livre jaune* (1903-1905), p. 50.

nement pour sauvegarder « ses droits souverains et son prestige ».

Prise au pied du mur, elle est forcée de nouveau à céder. Par sa note du 15 janvier 1904 (1) elle renonce à la plupart de ses objections. Elle ne conteste plus aux délégués des deux puissances le titre d' « agents civils » ; elle leur reconnaît le droit de s'adjoindre des secrétaires et des drogmans et ne leur refuse pas le droit de surveiller l'application des réformes. *Mais elle subordonne à la prolongation d'un iradé la mise à exécution de toute mesure recommandée par eux ou par le général chargé de la réorganisation de la gendarmerie.* Cette restriction avait une grande importance ; elle était de nature à beaucoup entraver l'action des agents civils et des réorganisateurs de la gendarmerie. Néanmoins les deux ambassadeurs, las probablement de chicaner, ne la relevèrent pas. Ils ont eu tort, car le gouvernement ottoman allait s'en servir dans la pratique pour faire obstruction aux réformes.

Ainsi le Gouvernement turc avait gain de cause sur un point capital. C'était en somme lui qui gardait le droit d'ordonner et d'agir. Les agents civils n'avaient aucun droit de décision aucun pouvoir disciplinaire. Leur rôle se réduisait en fait à une simple surveillance. Encore cette surveillance la Porte voulut-elle la

1. *Livre jaune* (1903-1905), p. 53.

rendre illusoire. Elle proposait de faire accompagner les agents civils et leurs drogmans et secrétaires dans leurs tournées d'investigations par des « fonctionnaires connaissant les langues du pays et spécialement désignés à cet effet par les autorités locales » (1).

Cette proposition, si elle est acceptée, aurait eu pour effet de beaucoup restreindre la liberté des communications des agents civils et de leurs drogmans avec la population. La présence de ces fonctionnaires « spécialement désignés » aux enquêtes orales effectuées par les agents civils ne pouvait qu'intimider les indigènes qui se seraient bien gardés de dire toute leur pensée. Les deux ambassadeurs avaient bien senti ces inconvénients et voulurent les éviter. Par leur note de 15/28 janvier 1904 ils font savoir à la Porte qu'ils ne sauraient consentir à ce que des fonctionnaires ottomans soient adjoints aux agents civils dans leurs tournées et entravent ainsi leur liberté d'action (2).

Mais ici encore le Gouvernement turc tint bon et fit finalement triompher son point de vue.

Cependant les agents civils arrivent le 21 janvier 1904 à Salonique et se mettent en rapport avec l'inspecteur général. Ils ont avec lui de longues entrevues consacrées à l'examen des mesures à prendre

1. *Livre jaune* (1903-1905), p. 53

2. V. *Blue-book Turkey*, n° 4 (1904), p. 29.

en vue de l'exécution des réformes. Ils l'accompagnent dans tous ses déplacements, lui signalent les actes illégaux et abusifs de l'administration, font des enquêtes par leurs drogmans et secrétaires, mais en présence d'un fonctionnaire ottoman, reçoivent les plaintes des habitants, mais ne prennent point des décisions. Ils ne sont plus bientôt que des simples satellites de Hilmi Pacha qui décide et ordonne tout. Somme toute, dans la lutte diplomatique qui s'était engagée entre les deux puissances de la Porte, c'était elle qui l'emportait.

Les négociations en vue de la réorganisation de la gendarmerie furent encore plus laborieuses ; la lutte fut plus serrée et la résistance du Gouvernement turc plus obstinée.

Il fut, tout d'abord, admis que la tâche de la réorganisation serait confiée à un général européen. La Porte proposait de nommer un des officiers supérieurs allemands engagés au service de l'armée ottomane, mais l'Allemagne paraissant résolue à s'abstenir de toute participation à l'œuvre réformatrice des puissances, il fut décidé par les deux ambassadeurs que le général réorganisateur serait un Italien ; à ce général seraient adjoints pour l'assister cinq autres officiers supérieurs (un pour chacune des cinq autres puissances). Les Turcs usèrent de moyens dilatoires. Ayant admis en principe que le général commandant de la gendarmerie serait procuré par l'Italie,

ils s'abstinrent de demander à cette puissance de désigner un officier à cette effet.

Le 23 décembre 1903, le Gouvernement ottoman fut informé par les deux puissances que, s'il ne se hâtait pas d'inviter le Gouvernement italien à désigner le général qui serait chargé de la réorganisation de la gendarmerie, c'était elles mêmes qui allaient le faire à sa place (1).

A la suite de cette démarche austro-russe appuyée par la France et l'Angleterre le sultan se décidait le 2 janvier 1904 à nommer le général de division Degiorgis, désigné sur sa demande par l'Italie, commandant en chef de la gendarmerie (2). Aussitôt après, les autres puissances nommaient chacune un adjoint. C'était pour l'Angleterre le lieutenant colonel Fairholmes attaché militaire à Vienne ; pour la France le lieutenant-colonel Veraud commandant la cavalerie de la Garde républicaine à Paris ; pour la Russie le colonel Schoslak qui commandait le secteur russe en Crète ; pour l'Autriche-Hongrie le lieutenant-colonel d'état-major comte Ioham Salis Lewis ; enfin un peu plus tard l'Allemagne, renonçant à son attitude abstentionniste, désignait pour être adjoint au général Degiorgis le commandant d'artillerie Von Alten.

Le 1^{er} février 1904 le général Degiorgis et son ad-

1. V. *Blue-book* n° 2 (1904), p. 162.

2. V. *Blue-book* n° 4 (1904), p. 5.

joint le colonel Signorile arrivaient à Constantinople. Les adjoints des autres puissances s'y trouvaient déjà depuis quelques jours. Ils furent tous présentés officiellement à la Porte. Mais qu'allaient faire ces officiers ? Leur nombre étant évidemment insuffisant pour assurer l'œuvre de réorganisation de la gendarmerie dont ils étaient chargés, combien d'officiers et sous-officiers devrait-on encore engager. Quel serait, au service ottoman, le grade de ces officiers ? Quel serait leur uniforme ? Voilà les principaux points sur lesquels portèrent les négociations (1). Pied à pied le Gouvernement ottoman lutte pour sauvegarder « ses droits souverains, son prestige, son indépendance ». Les deux puissances réclament le droit pour le général Degiorgis et son état-major d'élaborer indépendamment de la Porte le règlement relatif à la gendarmerie macédonienne. La Porte qui avait fait déjà préparer par le seraskeriat un règlement calqué, disait-elle, sur le règlement français, repousse la proposition des deux ambassadeurs parce qu'« il est du droit naturel du gouvernement impérial de décider le mode de réorganisation de la gendarmerie ».

On passe outre au refus du Gouvernement turc et la Commission internationale, composée du général

1. V. les notes du : 28 janvier, 4 et 29 février, 3, 5, 17, 19, 24, 28, 29 et 31 mars 1904 échangées entre les deux puissances et la Porte (*Livre jaune*), 1903-1905, p. 57 à 92.

Degiorgis, de ses adjoints, et des attachés militaires des grandes puissances tient le 8 février sa première séance.

Le 29 février elle terminait ses travaux. Le règlement relatif à la réorganisation de la gendarmerie macédonienne qu'elle venait d'élaborer, comportait l'engagement au service ottoman de soixante officiers européens et d'un nombre correspondant de sous-officiers, qui seraient appelés au fur et à mesure des besoins. Le général et les officiers étrangers étaient investis des pouvoirs exécutifs. Ces pouvoirs consistaient : 1° dans le droit de transmettre des ordres aux officiers ottomans et de révoquer ceux qui ne leur obéissaient pas ; 2° le droit « d'éloigner de la gendarmerie des trois vilayets les officiers militaires ottomans dont les qualités intellectuelles ou morales ne seraient pas suffisantes, et ceux dont la mauvaise conduite où la discipline donnerait lieu à des plaintes. » Le règlement s'occupait en outre de question d'uniforme, de solde, etc.

La Porte commença par soutenir qu'il n'y avait pas lieu d'augmenter le nombre des officiers étrangers à son service vu que le général Degiorgis et ses adjoints, les deux officiers suédois et les autres officiers belges dernièrement engagés, suffisaient amplement à la réorganisation projetée ; puis elle se déclara disposée à admettre encore six officiers dans le cas où « Degiorgis Pacha, après son arrivée sur les

lieux, trouverait insuffisant le nombre des officiers étrangers actuellement engagés ». Quant aux sous-officiers, elle ne pouvait pas les accepter car « leur ignorance des mœurs et de la langue du pays les rendant impropres à tout service », leur présence loin d'offrir quelque utilité constituerait au contraire une entrave et un embarras. Enfin, forcée à reculer de nouveau, elle élève à 25 le nombre des officiers étrangers et s'en tient à ce chiffre. Les deux puissances acceptent provisoirement ce chiffre se réservant de l'augmenter ultérieurement sur la demande du général Degiorgis.

En ce qui touche les pouvoirs du général et de ses adjoints, la Porte leur refuse formellement tout droit de commandement et d'exécution. Ce serait porter une atteinte grave, dit-elle, à sa souveraineté. D'ailleurs le programme de Mürzsteg ne parle que de « réorganisation » de la gendarmerie. Après beaucoup de discussions et de chicanes on aboutit à une espèce de compromis formulé dans la note turque du 24 mars 1904 ainsi qu'il suit :

« Les attributions des officiers étrangers consistent... en la réorganisation de la gendarmerie et en l'application et l'observation du règlement dans la partie relative au service, le commandement appartenant aux officiers ottomans. »

D'autres questions d'un intérêt secondaire servent à la Turquie de prétexte pour traîner les choses

en longueur. Ils fut convenu que les officiers européens engagés au service ottoman recevraient le grade immédiatement supérieur à celui qu'ils occupaient dans leur armée nationale ; comme la Porte ne voulait pas donner à Degiorgis Pacha le titre de maréchal (Muchir) on créa pour lui le grade nouveau de premier divisionnaire.

On discuta sur l'uniforme et la coiffure. Degiorgis Pacha prit l'uniforme ture et le fez, les adjoints qui restaient aux services de leurs gouvernements respectifs et étaient payés par eux (1), gardèrent leur uniforme national. Les autres officiers endossèrent l'uniforme de la gendarmerie ottomane, mais n'adoptèrent pas la même coiffure. Tandis que les Anglais et les Italiens avaient choisi le fez, les Français, les Russes et les Autrichiens optèrent pour le kalpak en astrakan noir.

Enfin une convention fut conclue entre le gouvernement ottoman et la Banque ottomane en vertu de laquelle cet établissement, moyennant certaines garanties (affectation du produit de la taxe des moutons et des animaux domestiques et, en cas d'insuffisance, prélèvements sur les dîmes des vilayets de Cospovo et de Monastir), se chargeait d'assurer le service de la solde de la gendarmerie.

1. Les adjoints étaient considérés comme des agents militaires des puissances, attachés au commandant en chef de la gendarmerie. V. *Blue-book Turkey*, n° 4 (1904), p. 18.

Comme on le voit, le sultan obtenait de nouveau satisfaction sur le point le plus essentiel : celui des pouvoirs des officiers.

Le rôle des officiers se réduisait à peu de choses près à celui de simple instructeur technique.

Toutefois, comme la formule qui définissait leurs attributions était un peu vague et prêtait à discussion, ils pourraient s'en prévaloir pour étendre le domaine de leur action.

Au mois d'avril 1904 les officiers se rendaient en Macédoine ; on avait reparté les secteurs de la façon suivante. Le sandjak d'Urknub fut donné à l'Autriche-Hongrie ; le sandjak de Monastir et le caza de Castoria à l'Italie ; le sandjak de Salonique à la Russie, le sandjak de Serrès à la France, le sandjak de Drama à l'Angleterre.

On laissa provisoirement en dehors de cette répartition : 1° dans le vilayet de Cossovo les trois sandjaks septentrionaux de Tachlidja, Senitza et Novi-Bazar, où le traité de Berlin accordait à l'Autriche des droits d'occupation militaire, et trois sandjaks albanais : Ijaek, Pristina et Prizreul ; 2° dans le vilayet de Monastir le sandjak méridional de Serfidjé et les sandjak albanais d'Elbakan et de Dilera et la majeure partie du sandjak de Coritza. Les Allemands, en dehors du major Von Alten à qui fut confiée la direction de l'école de la gendarmerie créée à Salonique, n'envoyèrent pas d'autre officiers et ne se

chargèrent d'aucun district. Ils donnaient ainsi au sultan, par leur abstention, une nouvelle preuve de leurs sentiments turcophiles.

On ne peut s'empêcher de constater combien avait été prépondérant le rôle que jouèrent dans cette répartition les ambitions politiques de certaines puissances. L'Autriche et l'Italie en choisissant, l'une le sandjak d'Uskub le plus proche des frontières, l'autre celui de Monastir voisin de l'Albanie, se préoccupaient beaucoup moins d'y exécuter les réformes que d'y établir leur influence.

Quoi qu'il en soit, au printemps de 1904 les agents civils aussi bien que les officiers se trouvaient à leur poste. L'exécution du programme de Murzsteg commençait sous d'heureux auspices. L'espoir renaissait dans le pays, d'autant plus que la Bulgarie et la Turquie venaient de signer le 8 avril 1904 un accord négocié par M. Natchevitch à Constantinople qui aplanissait les difficultés soulevées entre les deux pays (1). Aux termes de cet accord la Bulgarie prenait l'engagement de s'opposer à toute formation sur son territoire de comités et de bandes et d'empêcher l'introduction en Turquie de toutes matières explosives ou empoisonnées.

La Turquie, de son côté, s'engageait : à accorder une amnistie générale à tous les accusés et condam-

1. *Livre jaune* (1903-1905), p. 93.

nés politiques, à l'exception toutefois des criminels condamnés pour attentats à la dynamite, à faciliter le rapatriement des paysans qui s'étaient réfugiés durant les troubles en Bulgarie et à construire leurs maisons et leurs églises détruites ; à rapporter enfin les mesures douanières prises contre les provenances de la Principauté pendant la période de tension.

On procéderait en outre de part et d'autre au licenciement des troupes mobilisées. Cette convention avait produit une détente en Macédoine. Tout dépendait désormais de la manière dont les réformes allaient être appliquées. Voici ce que M. Bonnardet, ministre de France à Sofia, écrivait le 18 avril à M. Delcassé au sujet de l'entente turco-bulgare (1) :

« Cet accord doit être considéré comme une trêve dont la durée dépendra beaucoup du succès plus ou moins grand des réformes en Macédoine. Avec l'adoption du programme de Murzsteg il clôt ce qu'on pourrait appeler la première phase de la question macédonienne. Les risques d'une intervention militaire de la Bulgarie sont écartés et avec eux les craintes de complications européennes. L'avenir de la Macédoine dépend maintenant des réformes que la diplomatie européenne réussira à y introduire. »

Ainsi la question macédonienne entrait dans une nouvelle phase. Qu'allait être cette phase ? On ne

1. V. *Livre jaune* (1903-1905), p. 93.

savait pas. On attendait. Pour le moment il y avait trêve. Mais qui dit trêve ne dit pas nécessairement abandon définitif de la lutte. Selon que les résultats seraient bons ou mauvais elle cesserait complètement ou elle recommencerait avec plus d'acharnement encore. « Jusqu'ici, écrivait M. Steeg, l'on paraît assez disposé à attendre quelque temps encore pour se faire une opinion définitive sur les nouvelles réformes (1). » Ces réformes n'étaient pas cependant sans inspirer aux Grecs quelque inquiétude. La décision prise de ne pas étendre l'application du programme de Murzsteg aux sandjaks grecs de Servia (Serfidjé) et de Coritza les alarmait particulièrement. Ils y voyaient un succès bulgare, une tentative d'amoindrir en Macédoine l'importance de l'élément grec au profit de l'élément slave. Aussi le comité macédonien d'Athènes adressait-il le 22 mai 1904 une lettre aux puissances dans laquelle il protestait contre l'élimination injustifiée des deux sandjaks grecs et demandait qu'on les admît au bénéfice des réformes (2).

Quoi qu'il en soit, l'exécution des réformes se poursuivait au milieu « d'une période de calme relatif ». Ce qu'on appelait « une période de calme relatif », M. Steeg nous le dit dans sa lettre du 29 avril à M Delcassé. « Les cadres des comités, y lit-on, sont soi-

1. V. *Livre jaune* (1903-1905), p. 64.

2. *Blue-book Turkey*, n° 4, p. 169.

gneusement maintenus, des bandes continuent à tenir la campagne, mais d'une manière générale elles ne s'attaquent actuellement ni aux Turcs ni aux Grecs. Elles se bornent à lever des contributions et à exécuter les sentences des comités contre les personnes qui se refusent à leurs exigences ou sont soupçonnées d'avoir trahi la *cause nationale*. Elles le font du reste avec une véritable férocité, ne se contentant pas de frapper les hommes dont elles ont à se plaindre, mais massacrant parfois tous les membres de leurs familles et brûlant leurs maisons (1). »

Un rapport des agents civils fut publié le 3 août exposant tout au long les progrès déjà accomplis. Plus de 600 pétitions présentées par les habitants furent examinées, plus de 6.000 Bulgares retournèrent dans leurs villages et reprirent leurs occupations, les gardes-champêtres albanais furent remplacés par des indigènes, etc. Malgré son optimisme officiel, ce rapport reconnaissait que la situation laissait encore beaucoup à désirer et montrait quels étaient les obstacles que rencontrait l'application des réformes. C'était « la propagande révolutionnaire, les querelles des différents éléments de la population chrétienne et surtout la mauvaise condition des finances (2). »

1. V. *Livre jaune* (1903-1905), p. 109.

2. V. *Blue-book Turkey*, n° 4 (1904), p. 212 et suiv.

CINQUIÈME SECTION

Le Programme général

L'été s'écoula sans qu'une amélioration sensible se produisit dans l'administration ottomane. Les bandes bulgares tenaient toujours la campagne et s'il n'y avait plus d'insurrection ouverte ni de « dévastations de grande étendue », en revanche les meurtres individuels et les brigandages isolés faisaient rage.

D'autre part un nouveau danger apparaissait à l'horizon. Des bandes grecques commençaient à traverser la frontière du royaume hellénique et venaient se joindre à celles qui se formaient en Macédoine pour combattre les bandes et la propagande bulgare (1). On signalait également l'apparition de bandes serbes au nord de Monastir.

« L'agitation présente depuis quelques semaines, écrivait le 2 novembre 1904 M. Ed. Bapst, chargé d'affaires de France à Constantinople, une recrudescence violente; les luttes entre les races s'exaspèrent, les meurtres augmentent et les populations paisibles, qui voudraient rester à l'écart du mouvement, sont terrorisées et aspirent à un changement de régime (2). » Les arnaoutes (albanais) de leur côté commençaient

1. V. *Blue-book Turkey*, n° 2 (1905), p. 18.

2. V. *Livre jaune* (1903-1905), p. 115.

à s'agiter de nouveau (1). Les rencontres entre les bandes étaient plus fréquentes et les autorités turques les laissaient faire. En outre des nouvelles difficultés surgissaient entre la Porte et la Bulgarie au sujet de l'exécution de leur accord du 8 avril et un nouveau conflit turco-bulgare était à craindre. Les deux puissances elles-mêmes étaient forcées d'avouer « qu'aucune amélioration n'avait été portée à cet état de choses... que les autorités ottomanes restaient inférieures à leur tâche pour la répression des crimes commis par les bandes... que leur inaction était pour ainsi dire systématique » (2).

La situation devenait encore une fois alarmante. Le désordre augmentait de jour en jour, la gendarmerie était impuissante, l'administration paralysée, la situation financière déplorable et ce qui était plus grave le Gouvernement bulgare se livrait à des dépenses d'armements. Si on ne s'empressait pas de guérir le mal dont souffrait la Macédoine la crise qui grondait de nouveau ne manquerait pas d'éclater au printemps prochain.

Mais où était le mal et que faire pour le supprimer ? La lettre de M. Constans en date du 12 décembre nous l'apprend. « Le mal primordial qui réside dans le désordre financier n'a pas été attaqué ; il en

1. V. *Blue-book Turkey* n° 2, (1905), p. 12.

2. V. note identique austro-russe du 8 décembre 1904 dans *Livre jaune*, p. 118.

résulte que les fonctionnaires irrégulièrement ou pas du tout payés continuent à suivre leurs anciens errements, que la justice demeure vénale, que l'indiscipline travaille les officiers et la troupe, que, les griefs suscités contre les autorités ottomanes restant presque aussi nombreux que par le passé, les agitateurs ont beau jeu pour entretenir les animosités contre le Gouvernement (1). »

Donc le mal résidait dans le désordre financier et le remède ne pouvait par conséquent consister que dans la réforme financière.

C'est à ce moment que l'Angleterre entre de nouveau en scène. Lord Lansdowne, que les nouvelles qui lui parvenaient de Macédoine commencent à inquiéter, adresse, le 20 décembre 1904, à ses ambassadeurs à Vienne et à Saint-Pétersbourg, une lettre où après avoir exprimé « le désappointement du gouvernement de sa Majesté, de ce que durant les treize mois qui se sont écoulés depuis que le programme des réformes a été mis en avant par les deux puissances, nul progrès n'ait été fait vers la préparation d'un projet financier », il insiste sur la nécessité d'imposer à la Turquie des réformes plus étendues et plus efficaces notamment dans l'administration des finances et de la justice (2).

1. V. *Livre jaune*, p. 117.

2. V. *Blue-book Turkey*, n° 2 (1905), p. 88, 89, et 90.

Le 9 janvier 1905 il laisse voir à M. Cambon, ambassadeur de France à Londres, toute sa pensée. Il lui déclare que « l'Angleterre avait adhéré au programme de Murzsteg sous la réserve expresse que si, dans l'application, il ne donnait pas de résultats satisfaisants, *il conviendrait de faire appel au concours des puissances pour le compléter* » (1). Le 11 janvier, il revient à la charge. Dans une lettre qu'il adresse à l'ambassadeur d'Angleterre à Paris, après avoir récapitulé tout ce qui a été fait en Macédoine et constaté la médiocrité des résultats obtenus il ajoute « qu'on ne pourra probablement faire disparaître cet état de choses qu'en exerçant une pression venant du dehors et il semble au gouvernement de sa Majesté que le temps approche où cette pression devra être exercée, non par une ou deux des puissances, mais par toutes les Puissances signataires du traité de Berlin » (2).

Comme conclusion il propose :

1° La remise d'une commission de délégués nommés par les puissances des pouvoirs administratifs exécutifs ; cette commission aurait pour instruction d'établir sans délai des projets en vue du contrôle effectif de l'administration des finances et de la justice.

1. V. *Livre jaune*, 1903-1905, p. 123.

2. *Blue-book Turkey*, n° 3 (1905), p. 1 et *Livre jaune* (1903-1905), p. 129.

2° L'extension des réformes au vilayet d'Andrinople.

La Russie et l'Autriche eurent très probablement vent des propositions du Gouvernement anglais, car le 17 janvier la Sublime Porte recevait des ambassadeurs des deux puissances une note par laquelle elle était informée que les cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg, en vue d'assurer l'exécution du chapitre VII (1) du programme de février 1903, avaient élaboré un règlement financier qu'ils recommandaient à son acceptation (2). Copie de ce règlement était annexée à la dite note.

Le règlement financier austro-russe chargeait du service de la trésorerie la Banque impériale ottomane, à laquelle devraient être versés directement par les agents du fisc, au fur et à mesure de leur perception, tous les revenus des trois vilayets à l'exception de ceux qui étaient gérés par la Dette publique.

Des budgets seraient établis pour les cazas, les sandjaks, les vilayets. Ces budgets ne deviendraient

1. Art. VII. « Au commencement de l'année un budget des revenus et des dépenses sera dressé dans chaque vilayet. Le produit des impôts sera destiné, en premier lieu, à pourvoir aux besoins de l'administration locale, de paiement des services civil et militaire y compris ? »

2. V. *Libre jaune* (1903-1905, p. 136.

définitifs qu'après avoir été soumis à l'inspecteur général des trois vilayets et à la Banque ottomane et après avoir obtenu l'approbation des puissances intéressées.

Sur la base des données fournies par ces budgets, la Banque ottomane devrait dresser le budget général des trois vilayets.

Aucune dépense, aucune création de ressources nouvelles ne pourraient avoir lieu sans l'assentiment du gouvernement impérial et des « puissances intéressées ».

Six inspecteurs financiers, sujets ottomans, nommés par l'inspecteur général seraient chargés de contrôler l'application rigoureuse du règlement.

Si l'initiative austro-russe était destinée à prévenir l'intervention anglaise, elle avait manqué son but. Elle fut au contraire le point de départ du plus grave conflit diplomatique que la question macédonienne eût provoqué entre les puissances.

Lord Lansdowne trouvait que le règlement financier austro-russe était insuffisant. Hilmi Pacha et les deux agents civils qui seraient chargés de contrôler son exécution n'avaient pas les qualités de compétence voulues. Il est vrai qu'ils seraient assistés de six inspecteurs ; mais ces inspecteurs, nommés par le gouvernement ottoman ne jouiraient que d'une indépendance relative. D'autre part, charger un établissement financier tel que la Banque ottomane d'en-

caisser les recettes et de solder les dépenses, c'était là assurément une mesure heureuse, mais point suffisante. Aucune disposition du règlement n'empêchait le sultan, en cas de pénurie du Trésor, de donner ordre aux fonctionnaires ottomans d'envoyer à Constantinople telle somme qu'il désignerait sur les recettes de l'impôt.

Lord Lansdowne insistait toujours sur la nécessité qu'il y avait d'appliquer en Macédoine des réformes plus radicales et de les étendre au vilayet d'Andrinople. Il déniait à la Russie et à l'Autriche-Hongrie le droit de s'attribuer seules un contrôle financier en qualité de « puissances intéressées » et soutenait que toutes les « puissances garantes de l'indépendance de la Turquie pouvaient revendiquer cette qualité, et il importait qu'elles fussent appelées à donner leur avis sur l'organisation financière des vilayets macédoniens ». Dans son discours du 28 mars à la Chambre des Lords, il ne cachait pas qu'à son avis « le mandat n'avait pas été confié aux deux puissances pour une durée déterminée si même il n'expirait pas à la fin de cette année, et que le moment lui semblait venu où les autres puissances avaient le droit de faire entendre leur voix. La nécessité d'organiser sur une base nouvelle les finances de la Macédoine et surtout la proposition faite récemment par le Gouvernement ottoman d'augmenter les droits de douane, rendaient indispensable l'intervention des

puissances qui jusqu'ici avaient laissé le champ libre aux deux puissances de l'entente » (1).

Les propositions de Lord Lansdowne étaient énergiquement appuyées par l'Italie (2).

La Russie et l'Autriche-Hongrie, de leur côté, croyaient que pour l'instant tout projet d'extension du programme de Murzsteg serait « inopportun » (3). Il fallait éviter à ce moment, où le projet de règlement financier était soumis à l'acceptation du sultan, de lui donner à « craindre que l'acceptation des réformes financières ne fussent le prélude de nouvelles exigences ». Elles soutenaient qu'elles étaient pleinement qualifiées pour imposer au sultan l'exécution des réformes financières.

Le Gouvernement ottoman, qui était au courant des difficultés qui s'étaient élevées entre les chancelleries européennes, voulut en profiter pour opposer au projet de règlement austro-russe un contre-projet qu'il avait élaboré de concert avec la Banque ottomane et qu'il communiqua le 5 mars 1905 aux ambassadeurs des deux puissances (4).

D'après ce projet la Banque ottomane n'était plus chargée de la préparation du budget général des trois vilayets ; il n'y était pas non plus question de l'ap-

1. V. *Livre jaune*, 1903-1905, p. 170.

2. *Blue-book, Turkey*, n° 3 (1905), p. 75.

3. V. *Blue-book*, n° 3 (1905), p. 16, et *Livre jaune*, 1903-1905, p. 142.

4. V. *Blue-book*, n° 3 (1905), p. 16 et suivantes, et *Livre jaune*, 1903-1905, p. 179.

probation de « puissances intéressées ». L'institution des inspecteurs financiers n'était pas admise. D'après le projet austro-russe la Banque devait recevoir directement des agents du fisc les revenus nets des trois vilayets. Suivant, le contre-projet ottoman « la comptabilité des recettes et des dépenses de chaque vilayet était simplement neutralisée à l'Agence de la Banque impériale ottomane établie au chef-lieu du vilayet ».

L'Allemagne donna immédiatement son approbation au contre-projet ture.

Ainsi les deux points de vue de l'Angleterre et de l'Italie d'une part, de la Russie et de l'Autriche de l'autre, s'opposaient.

Tandis que les deux premières puissances demandaient pour la Macédoine des réformes plus complètes et revendiquaient le droit en faveur de toutes les puissances de participer à l'application de ces réformes, les deuxièmes considéraient comme inopportunes et la mise en avant de nouvelles exigences et l'intervention des autres puissances.

Il y avait là pour la France un rôle de conciliateur à jouer. Elles'en acquitta avec beaucoup d'habileté, de tact et de bonheur. M. Delcassé pria Lord Lansdowne de ne pas adopter une attitude intransigeante. « Il me paraît, écrivait-il le 8 avril 1905 à son ambassadeur à Londres, qu'il faut se garder de toute manifestation séparée dont la Porte profiterait

pour ne rien faire du tout et pour continuer à opposer les puissances les unes aux autres. Dans ces conditions, afin de ne pas retarder l'accord définitif, Lord Lansdowne estimera sans doute qu'il n'est pas désirable d'insister sur tous les points qui ont fait l'objet de ses observations (1). » Des instructions analogues avaient été déjà données aux ambassadeurs de France à Vienne et Saint-Pétersbourg. Le 27 mars M. Bompard, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, pouvait déjà lui faire savoir que les puissances de l'entente, « tout en étant prêtes à exercer seules le contrôle financier de la Macédoine, ont compris qu'elles ne pouvaient refuser d'y associer les autres puissances garantes avec elles de l'intégrité de l'empire ottoman si celles-ci le réclamaient (2) ». Dans ces conditions M. Constans, ambassadeur de France à Constantinople, proposa à ses collègues d'abandonner le projet austro-russe du 1^{er} janvier dernier pour se rallier au projet concerté entre la Porte et la Banque ottomane qui bénéficiait déjà de l'acceptation de l'Allemagne, mais en le complétant par une disposition additionnelle instituant quatre délégués nommés par la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie qui se joindraient aux agents civils pour former une commission chargée de contrôler les finances de la Macédoine (3).

1. V. *Livre jaune* (1903-1905), p. 172.

2. V. *Livre jaune* (1903-1905), p. 169.

3. V. *Livre jaune* (1903-1905), p. 171.

La proposition de M. Constans était très habile. Elle faisait d'abord droit aux principaux desiderata de l'Angleterre et de l'Italie qui étaient soucieuses de se réserver une participation dans l'application des réformes financières. Elle donnait ensuite à la Russie et à l'Autriche-Hongrie une satisfaction d'amour-propre, en leur conservant la prépondérance dans la question macédonienne puisque les agents civils continueraient seuls à contrôler l'administration civile tout en gardant leurs attributions financières qu'ils allaient exercer désormais avec le concours des quatre commissaires financiers. Elle obtenait enfin l'approbation de l'Allemagne.

« Le Gouvernement russe s'appropriâ cette suggestion et l'a fait approuver par le cabinet de Vienne » (1). L'Angleterre et l'Italie s'y étant ralliées les six puissances adressèrent à la Porte le 8 mai 1905 une note par laquelle elles l'informaient qu'elles se déclaraient prêtes à donner leur adhésion au projet de règlement turc du 7 mars à la condition toutefois qu'il fût complété par les dispositions suivantes :

« Pour veiller à l'exécution des réformes financières et à l'application du règlement qui précède et à en assurer l'observation, les Gouvernements d'Allemagne, d'Angleterre, de France et d'Italie nommeront chacun un délégué financier. Les délégués des qua-

1. V. *Livre jaune* (1903-1905), p. 178.

tre puissances agiront de concert avec l'inspecteur général et les agents civils austro-hongrois et russe dont les attributions ont été définies par le programme de Murzsteg.

« La commission ainsi formée aura tous les pouvoirs nécessaires pour l'accomplissement de sa tâche et notamment pour veiller à la perception régulière des taxes y compris la dîme.

« Avant de devenir définitifs les budgets devront lui être soumis. Elle aura le droit de rectifier dans les chapitres des recettes et des dépenses les dispositions qui ne seraient pas conformes aux lois existantes ou ne répondraient point aux besoins économiques et financiers du pays.

« En vue de faciliter sa mission la commission aura la faculté de nommer pour chaque vilayet un inspecteur chargé de la surveillance des agents qui y seront employés aux divers services du fisc (1. »

On voit que le contrôle de la commission sur les finances des trois vilayets macédoniens était d'après ce projet très étendu. La commission pouvait réaliser indirectement des modifications sérieuses dans l'organisation administrative ottomane en rectifiant, tout simplement, « les dispositions qui ne répondraient point aux besoins économiques et financiers du pays ».

Une fois l'accord établi entre les puissances sur le

1. *Livre jaune* (1903-1905), p. 179.

projet de règlement financier, il fallait le faire agréer par le sultan.

Ce n'était pas chose facile. Le sultan était résolu à le rejeter. Il avait bien voulu consentir à la nomination des agents civils et des officiers étrangers parce que, tout compte fait, elle ne portait qu'une atteinte très légère à ses droits souverains. Mais permettre l'établissement du contrôle européen sur les finances des trois vilayets et se laisser ainsi dépouiller des revenus de ces provinces, cela était autrement grave.

Le sultan s'abstint donc de répondre à la note des puissances. Celles-ci reviennent à la charge et par une nouvelle note du 24 juin (1) elles insistent pour que leurs propositions soient admises sans retard.

Le 10 juillet la Porte se décide enfin d'envoyer sa réponse. C'est un refus formel fondé sur ce que la proposition des puissances était contraire « aux principes essentiels du maintien des droits et de l'indépendance du gouvernement impérial (2) ».

Après une nouvelle démarche restée infructueuse, les puissances décident de passer outre au refus de la Porte et le 26 août elles lui notifient les noms des délégués désignés par elles pour faire partie de la commission financière (3). C'étaient : M. le baron

1. V. *Blue-book Turkey*, n° 1 (1906), p. 3.

2. V. *Livre jaune* (1903-1905), p. 188.

3. V. *Livre jaune* (1903-1905), p. 193.

Griesinger pour l'Allemagne ; M. H.-B. Harvey pour l'Angleterre ; M. Félice Maissa pour l'Italie ; M. Steeg pour la France.

La Porte proteste le 29 août contre la décision des puissances (1). En réponse les ambassadeurs par leur note collective du 19 septembre lui signifient que les quatre délégués ont reçu de leurs gouvernements respectifs l'ordre de se trouver le 1^{er} octobre à Salonique (2).

Mise ainsi en présence du fait accompli, la Turquie n'est point disposée à s'y résigner. Par sa note du 30 septembre elle prie les puissances de renoncer à leur projet et leur annonce que les autorités des trois vilayets ont reçu l'ordre de ne pas reconnaître les délégués financiers (3). Une note responsive des Puissances (7 octobre) l'informe qu'elles ont donné aux délégués financiers réunis à Salonique, l'ordre de rejoindre à Uskub les agents civils et l'inspecteur général pour se constituer avec eux en commission et commencer aussitôt leurs travaux (4). En conformité de ces instructions les délégués se rendirent à Uskub où ils se mirent aussitôt à tenir des réunions avec les agents civils.

Deux notes turques du 14 et 20 octobre protestent

1. V. *Livre jaune* (1903-1905), p. 194.

2. V. *Livre jaune* (1903-1905), p. 196.

3. V. *Livre jaune* (1903-1905), p. 199.

4. V. *Livre jaune* (1903-1905), p. 200.

de nouveau énergiquement (1). « Le gouvernement impérial ne saurait admettre que les agents civils s'écartent des limites qui leur ont été assignées pas plus qu'il ne peut consentir à ce que des agents étrangers qu'il n'a pas reconnus viennent sur son territoire s'ingérer dans l'administration du pays. »

Croyant que la résistance du Gouvernement ottoman était due à l'idée que l'on se faisait à Yildiz Kiosk que les deux « puissances de l'entente » voyaient avec peu d'empressement les autres puissances s'associer à l'œuvre de Murzsteg, la Russie et l'Autriche proposèrent aux autres puissances, qui l'acceptèrent, de faire auprès du sultan une démarche collective afin de lui prouver qu'il se faisait illusion sur les véritables dispositions des puissances. Les ambassadeurs des puissances demandèrent, en conséquence, au ministre des Affaires étrangères ottoman de leur faire obtenir une audience du sultan, « cette audience ayant pour but d'exposer à sa Majesté l'absolue nécessité de l'acceptation par la Sublime Porte de la proposition des six puissances relative à l'établissement de la Commission financière pour les trois vilayets, attendu que dans le cas contraire les puissances se verraient obligées d'avoir recours aux mesures commandées par la situation » (2). Il leur fut répondu aussitôt « que

1. V. *Livre jaune* (1903-1905), p. 200 et 203.

2. V. *Blue-book Turkey* n° 1 (1906), p. 72.

la demande d'une audience collective étant sans précédent, le ministre des Affaires étrangères s'est abstenu de la soumettre au sultan (1) ».

Ainsi toutes les démarches des puissances furent vaines. La Turquie répondait à toutes leurs instances qu'en appliquant loyalement le programme de Murzsteg et celui de février 1903, elle avait introduit dans toutes les branches de l'administration, y compris les finances, toutes les réformes que ce programme lui imposait, que l'on prétendait modifier inutilement et de manière qui pourrait nuire à son prestige sur les populations des trois vilayets un régime financier à tous points satisfaisant.

Elle déclarait qu'elle n'était pas disposée à aller plus loin en acceptant un contrôle étranger qui constituait une ingérence directe dans les affaires intérieures qu'aucune convention n'autorisait et qui portait la « plus grave atteinte à son indépendance et à ses droits souverains, que les puissances elles-mêmes se sont, à maintes reprises, engagées solennellement à respecter ».

Au point de vue strictement juridique les protestations de la Turquie étaient fondées.

Quelle pouvait-être en effet la base juridique de leur intervention ? Le traité de Berlin ? Mais les puissances l'avaient elles-mêmes déchiré quand, en octobre 1903, elles permirent à la Russie et à l'Autriche-

1. V. *Blue-book Turkey* n° 1 (1906), p. 75.

Hongrie d'agir seule dans une question qui regardait toute l'Europe. Le programme de Mürzsteg ? Elles y étaient restées étrangères. D'ailleurs ce programme, pas plus que celui de février 1903, ne prévoyait pas la constitution d'une commission financière. Comme il ne s'agissait pas d'autre part pour les puissances de sauvegarder la vie ou les intérêts de leurs nationaux ni de demander réparation d'une offense reçue, on voit difficilement les raisons juridiques qui justifiaient l'atteinte qu'elles portaient à la souveraineté du sultan.

Naturellement ce n'était pas des considérations de ce genre qui pouvaient arrêter les puissances. Elles s'étaient déjà trop avancées pour pouvoir reculer sans porter préjudice à leur autorité et à leur prestige dans les Balkans.

Ayant assumé la responsabilité de réformer la Macédoine, elles étaient obligées d'aller jusqu'au bout.

Il fallait triompher de la résistance du sultan qui, soit qu'il y fût encouragé secrètement, soit qu'il comptât que l'unanimité qui s'était jusqu'ici manifestée dans les décisions des puissances ne pourrait pas durer, ne paraissait point disposé à céder. Les puissances résolurent donc de recourir aux mesures coercitives pour contraindre le Gouvernement ottoman à leur donner satisfaction. Depuis le mois d'octobre des échanges de vues avaient lieu entre les puissances sur les mesures qu'il convenait de prendre pour donner une solution au conflit.

On décida, sur la proposition de la Russie et de l'Autriche, de procéder à une démonstration navale sur les côtes turques (1).

Une fois d'accord, les puissances adressèrent le 15 novembre à la Turquie une dernière note pour la mettre en demeure de faire droit à leurs principaux desiderata. Après l'avoir invitée, pour la dernière fois, à accepter l'institution de la commission financière et le règlement définissant ses attributions, que celle-ci venait, entre temps, d'élaborer, et la prolongation, pour une nouvelle période de deux ans, des pouvoirs de l'inspecteur général, des agents civils et des officiers de la gendarmerie dont le mandat allait prendre fin dans quelques mois, la note se terminait ainsi :

« En portant ce qui précède à la connaissance de la Sublime Porte, les sousignés se plaisent à espérer que le Gouvernement ottoman voudra bien adhérer sans retard aux demandes ci-dessus exposées et que, dans l'intérêt de sa dignité, il épargnera aux puissances la pénible nécessité de recourir à des mesures que les représentants des six puissances lui ont fait pressentir par leur communication collective du 25/12 octobre dernier (2). » Cette note, contenant une menace de recourir à la force en cas de non-satisfaction, constituait ainsi une sorte d'ultimatum.

1. Seule l'Allemagne déclara qu'elle ne participerait pas à la démonstration.

2. V. *Livre jaune* (1903-1905), p. 212.

Les puissances demandaient une réponse immédiate mais n'avaient pas fixé de délai. Toutefois, en prévision d'une réponse négative, les navires de guerre qui devaient prendre part à la démonstration navale, étaient rassemblés dans le port du Pirée sous le commandement supérieur du vice-amiral autrichien Ritter. Ces navires étaient : pour l'Angleterre le croiseur-cuirassé *Laucastel* et l'avisos *Sentinel* ; pour la France le cuirassé d'escadre *Charlemagne* et le contre-torpilleur *Arc* ; pour l'Italie le croiseur-cuirassé *Gari-baldi* et le contre-torpilleur *Austro* ; pour l'Autriche le croiseur-cuirassé *Saint-Georges* et le croiseur *Szigetvar* (1).

Le 22 novembre les puissances reçurent la réponse de la Porte à leur ultimatum du 15. Elle refusait toujours d'acquiescer à l'institution de la commission financière « incompatible avec sa dignité et son indépendance », et contraire aux dispositions des traités garantissant « l'intégrité de l'Empire ottoman ainsi que le maintien du *statu quo* » (2). Toutefois, en vue de donner une preuve de ses dispositions conciliantes, elle consentait à la prolongation de deux années du mandat des agents civils. C'était tout ce qu'elle pouvait accorder ; mais si les deux puissances persistaient dans leur manière de voir, elle déclarait qu'elle « ne

1. V. le *Journal des Débats* du 24 novembre 1905.

2. V. *Livre jaune* (1903-1905), p. 213.

saurait assumer, en aucune façon, la responsabilité des événements qui résulteraient et des conséquences du mécontentement que l'opinion publique ottomane, justement froissée, pourrait ressentir en présence des atteintes portées aux droits de l'Empire ». Cette menace n'était pas de nature à arrêter les puissances. Le 26 novembre l'escadre internationale apparaissait devant Métélin et procédait, sans incident, à l'occupation de la douane des postes et télégraphes. Comme le Gouvernement turc s'obstinait à ne point donner de réponse favorable, la flotte internationale laissa un détachement à Métélin avec le cuirassé français *Charlemagne* et le 4 décembre alla occuper l'île de Lemnos (1). Mais presque aussitôt la Porte faisait parvenir aux ambassadeurs des puissances une note, cette fois-ci, favorable. Elle consentait à proroger de deux années les pouvoirs de l'inspecteur général ; elle acceptait la prolongation pour une égale durée du mandat des agents civils et le maintien pour la même période du général Degiorgis et des officiers étrangers. Quant au projet financier elle l'acceptait aussi, mais avec quelques variantes (2).

Cette note fut le point de départ de nouvelles négociations qui aboutirent enfin à une solution transac-

1. V. *Blue-book Turkey*, n° 1 (1906), p. 113 et *Livre jaune*, 1903-1905, p. 217.

2. V. *Blue-book Turkey*, n° 1 (1906), p. 117 et *Livre jaune*, 1903-1905, p. 217.

tionnelle. Les puissances et la Turquie tombèrent d'accord sur la rédaction d'un règlement qui constitue un véritable compromis entre les exigences des unes et les prétentions de l'autre (1). Si la Turquie acquiesçait à l'institution de la Commission financière, les puissances de leur côté consentaient à en modifier l'organisation de manière à ne pas porter atteinte à la souveraineté de l'Empire ottoman. Les délégués des puissances prendront le titre de simples conseillers. La commission devra comprendre parmi ses membres un délégué turc et exercera ses fonctions au nom du gouvernement impérial ottoman. Ses conclusions relatives, soit à toute création de ressources nouvelles, soit à la modification du taux ou du mode de répartition des impôts existants seront soumises par l'inspecteur général, son président de droit, à la Sublime Porte. Les budgets examinés par la commission ne deviendront définitifs qu'après avoir obtenu la sanction impériale. La commission nommera trois inspecteurs financiers sujets ottomans, mais ils devront être agréés par le Gouvernement ottoman.

En un mot la commission n'était plus un organe de contrôle, comme les puissances l'avaient voulu tout d'abord, mais un simple organe de conseil.

L'entente définitive était conclue le 15 décembre (2). Les mesures de coercition prenaient aussitôt

3. *Livre jaune* (1903-1905), p. 223.

4. *Blue-book* n° 1 (1906), p. 143.

fin et l'escadre internationale quittait le 17 l'île de Lemnos et l'île de Mételin le lendemain. Hilmi Pacha et la Commission financière, qui jouaient jusqu'alors à cache-cache, purent enfin se rencontrer et commencer leurs travaux.

Mais ce n'était pas tout que d'instituer une commission pour contrôler la gestion financière des trois vilayets et de « veiller à l'exécution régulière du budget ». Il fallait aussi, pour ne pas frapper dès le début son œuvre de stérilité, combler le déficit de plus de 20 millions par lequel se soldait annuellement le budget macédonien. Si l'on songe que le budget total des trois vilayets ne dépassait pas sensiblement les 60 millions, on voit combien ce déficit était considérable. La Porte y faisait face, soit au moyen de ressources qu'elle se procurait par des émissions d'emprunt à court terme, soit en refusant purement et simplement de payer ses créanciers.

Comme cette façon de procéder un peu trop sommaire ne pourrait plus être de mise après l'institution de la Commission financière, il était nécessaire de pourvoir à l'insuffisance des revenus des trois vilayets au moyen de ressources plus stables et plus honnêtes. Demander ces ressources à une augmentation des impôts directs, il ne fallait pas y penser. Le contribuable en était déjà écrasé. Une majoration de 3 % du taux des droits perçus sur les marchandises étrangères à leur entrée en Turquie pouvait seule les pro-

curer. Dès le mois de février 1903 où elle élaborait avec la Banque ottomane un projet de réforme financière, la Porte avait pris soin d'informer les puissances que la majoration des droits de douane devait être à la fois la condition et la conséquence des réformes. Depuis lors elle ne cessa de demander leur consentement à cette majoration. Mais le zèle dont les puissances firent preuve, lorsqu'il était question d'imposer à la Turquie leur contrôle financier, se refroidit singulièrement quand il s'est agi de rendre les réformes possibles en adhérant à la demande de la Turquie.

Cependant, elles comprenaient qu'elles ne pouvaient pas se soustraire à cette nécessité. C'était pour elles un acte d'équité et de stricte justice, puisqu'elles exigeaient des réformes, d'en assurer l'exécution en s'imposant quelques sacrifices d'ailleurs d'une importance minime.

Les négociations, toutefois, furent longues et laborieuses. La principale résistance venait de l'Angleterre qui déclarait que, ses nationaux faisant 60 % du commerce total de la Turquie, elle ne pouvait pas prendre des décisions précipitées sur une question qui l'atteignait si directement. Les puissances, et surtout l'Angleterre et la France, subordonnaient leur consentement à la majoration des droits de douanes aux conditions suivantes :

1° Réformes douanières : Installation de nouveaux

bâtiments dans les ports principaux ; améliorations des services des douanes dans tous ces ports ; un meilleur traitement pour les échantillons ; plus de soins dans les analyses chimiques.

2° Amendements à la loi des mines qui pourraient être considérés comme nécessaires pour la rendre satisfaisante.

3° Assurance donnée aux grandes puissances par une garantie effective que la part qui, en vertu des lois existantes, reviendrait au Gouvernement ottoman sur le produit de la surtaxe de 3 % . serait exclusivement consacrée à parfaire le déficit du budget des trois vilayets.

Il fallut plus de deux ans de négociations pour que les puissances reçussent satisfaction. Enfin quand l'accord fut complet on jugea « qu'il y aurait un réel avantage » à donner à cet accord la forme d'un arrangement bilatéral dans lequel les engagements souscrits par la Turquie en matière de règlements miniers et d'analyses douanières figureraient comme une contre-partie de la majoration des droits douaniers consentie par les puissances. De cette façon la Porte se trouverait plus étroitement tenue à l'exécution de ses engagements et les puissances auraient par là même un moyen d'exiger une application exacte et régulière des nouveaux règlements.

Un protocole fut donc signé le 26 avril 1907 entre

la Porte et les ambassadeurs des puissances (1).

D'après cette convention, les marchandises étrangères, qui étaient soumises jusqu'alors à leur entrée en Turquie à la taxe de 8 % *ad valorem* acquitteront désormais pendant une période de sept ans un droit de 11 %.

En échange de cette concession de l'Europe, la Turquie s'engage d'appliquer scrupuleusement les nouveaux règlements miniers et douaniers communiqués officiellement aux ambassadeurs.

Quant à la garantie que le produit de la surtaxe sera exclusivement consacré aux besoins financiers de la Macédoine, elle était obtenue de la façon suivante :

Entre le Gouvernement turc et la Dette publique, chargée en vertu de l'article 3 du décret annexe au décret de Mouharrem de la perception de la surtaxe, un accord fut intervenu, aux termes duquel cette dernière s'engageait à verser annuellement au crédit du budget des trois vilayets la part revenant à la Turquie (75 %) sur le produit de la surtaxe. La Dette s'engageait également à couvrir annuellement le déficit éventuel du budget précité jusqu'à concurrence de 250.000 livres turques. Le tout tant que la surtaxe serait appliquée. Les puissances prenaient acte de cet accord afin qu'il ne pût être modifié sans leur assentiment.

1. V. *Livre jaune* (1903-1905), p. 81.

A peine le protocole fut-il signé que l'Europe dut entamer avec la Turquie de nouvelles négociations. Les mandats des agents civils, des officiers et des commissaires financiers expirant sous peu, il était de toute nécessité d'en obtenir du sultan le renouvellement pour une période dont la durée devrait naturellement être déterminée par celle pour laquelle était instituée la surtaxe douanière, surtaxe qui, on le sait, était liée à la question des réformes en Macédoine.

En conséquence, les puissances, par une note du 15 décembre 1907 (1), demandaient à la Porte la prolongation des pouvoirs des commissaires civils, financiers et militaires européens pour une période égale à la durée du fonctionnement de cette surtaxe dont l'application, commencée le 12 juillet 1907, devait rester en vigueur jusqu'au 12 juillet 1914.

Cette note se croisait avec celle de même date que le Gouvernement ottoman adressait aux puissances pour les informer qu'il était disposé à garder à son service avec leurs attributions actuelles les agents civils aussi bien que les membres de la commission financière, mais en payant leurs émoluments « au même titre que ceux des officiers chargés de la réorganisation de la gendarmerie (2) ».

En même temps qu'elle faisait parvenir sa note

1. *Blue-book Turkey*, n° 3 (1908), p. 179.

2. *Blue-book Turkey*, n° 3 (1908), p. 181.

aux ambassadeurs des puissances, la Sublime Porte donnait ordre à Hilmi Pacha de suspendre les séances de la commission.

Les puissances ne pouvaient que rejeter la proposition turque qui équivalait à l'abolition pure et simple de tout contrôle européen.

La Turquie insistait sur sa proposition, cette solution, disait-elle, présentant un double avantage :

D'une part elle sauvegarde le prestige et les droits souverains, du sultan ; d'autre part, en rendant la situation des agents européens au point de vue « des règles et des principes généraux » plus normale, elle relève leur influence morale et facilite leur tâche.

Il a fallu quatre notes collectives (1) (celles du 22 et 29 décembre 1907 et 11 et 6 février 1908) séparées par autant de notes responsives ottomanes (2) (celles du 26 décembre 1907, 3 et 30 janvier et 13 mars 1908) pour obliger la Porte à céder.

1. V. *Blue-book Turkey*, n° 3 (1908), p. 182, 194, 199 et 217.

2. V. *Blue-book Turkey*, n° 3 (1908), p. 190, 195, 214 et 235.

CHAPITRE III

L'Œuvre réformatrice

PREMIÈRE SECTION

La Gendarmerie

Lorsque le général Degiorgis et les officiers européens furent engagés au service de la Turquie, tout le monde avait cru qu'ils seraient chargés de supprimer les bandes et de rétablir la paix. Telle n'était pas cependant leur mission. Ils furent appelés par le sultan non pour commander la gendarmerie mais pour la réorganiser. Ils étaient de simples conseillers techniques, rien de plus. Considérée à ce point de vue, leur œuvre eut des résultats appréciables. Elle n'était pas aussi facile d'ailleurs qu'on serait tenté de le croire. Il fallait dégrossir, instruire, discipliner ces *zaptiés* turcs qui, déguenillés et mal payés, cherchaient à se dédommager sur les habitants et se livraient à un brigandage systématique.

Le premier soin du général Degiorgis et de son état-major fut de créer à Salonique, au commencement

du mois de mai 1908, une école de gendarmerie où les nouveaux gendarmes pourraient recevoir une instruction technique spéciale et apprendre un règlement calqué sur celui de la gendarmerie française.

Cette école fut divisée en : 1° École de gendarmerie ; 2° École des « Élèves gendarmes » (1).

1° École de gendarmerie (2)

Elle était dirigée par le major Von Alten assisté du major Bonham (Anglais), du major Rudolphi (Italien) et de deux officiers ottomans le capitaine Admed Ali Bey et le lieutenant Sirri.

Son objet. — a) L'école avait pour objet de donner une instruction spéciale à ceux des officiers de l'armée régulière qui voudraient s'engager dans la gendarmerie réorganisée afin de les rendre aptes d'y exercer un commandement ;

b) de préparer par un entraînement spécial à remplir les fonctions de chefs de poste de gendarmerie les sous-officiers et les gendarmes qui seraient choisis à cette effet par les adjoints militaires.

Cours d'instruction. — Les cours devaient durer de quatre à cinq mois et comprendre : enseignement de la langue turque (lecture et écriture) ; exercices

1. V. *Blue-book Turkey*, n° 2 (1903) p. 94.

2. Cette école prit un peu plus tard (au mois d'août) le nom d' « école des officiers et gradés de gendarmerie ».

physiques, équitation, explication des règlements sur la discipline, des règlements nouveaux sur la gendarmerie et du Code pénal militaire, devoirs d'un chef de poste, notions élémentaires et hygiéniques, etc.

2° École des élèves gendarmes

Direction. — Inspecteur, major Von Alten ; directeur, major Bonham ; commandant, capitaine Achmed Bey ; secrétaire particulier du directeur, lieutenant Yami.

Recrutement. — Les élèves gendarmes sont fournis :

1° par l'armée ;

2° par les engagements volontaires des musulmans et des chrétiens. Ils sont répartis en cinq compagnies.

3° *Cours.* — Entraînement physique et militaire exercices de tir ; enseignement de la langue turque (écriture et lecture) ; arithmétique ; arrestation des criminels ; rédaction de rapports ; verbalisation. Ces cours devaient durer de quatre à six mois.

Deux écoles des élèves gendarmes furent fondées un peu plus tard, l'une à Monastir l'autre à Uskub.

Ces écoles, qui étaient en mesure de former d'excellents sujets sur lesquels il eût été permis de fonder de grandes espérances, pouvaient rendre d'appréciables services. Par malheur elles manquaient le plus

souvent d'élèves. Les procédés d'intimidation, dont les gendarmes chrétiens se voyaient l'objet, rendaient très difficile le recrutement de la gendarmerie en dehors des musulmans. Même parmi ceux-ci le recrutement n'était pas régulier. A maintes reprises les officiers étrangers ont eu à se plaindre de l'insuffisance notoire du nombre de gendarmes dans les trois vilayets et de la difficulté d'obtenir du Gouvernement ottoman un relèvement normal des effectifs de la gendarmerie.

En effet les autorités turques témoignaient à cet égard d'une mauvaise volonté évidente. Des longues négociations et des interventions diplomatiques devenaient nécessaires chaque fois qu'il fallait obtenir du sultan le versement de 200 à 300 soldats dans la gendarmerie.

Encore ces soldats, pris le plus souvent sur les régiments d'Anatolie, et ne connaissant pas les langues du pays, rendaient-ils de médiocres services (1). Naturellement, l'œuvre de réorganisation s'en ressen-

1. « La commission à l'unanimité déclare que, si les hommes de l'armée active qui ont été demandés et qu'il faudra choisir dans les corps du 3^e ordre afin d'avoir des hommes connaissant quelque peu les langues parlées en Roumélie ne sont pas envoyés aux écoles de gendarmerie, pour le 15 décembre 1906, l'œuvre de réorganisation doit être considérée non seulement comme entravée mais comme définitivement paralysée par la volonté du Gouvernement ottoman ». *Blue-book Turkey*, n° 1 (1907), p. 162.

taut, l'épuration et le rajeunissement des cadres se poursuivaient avec une trop grande lenteur.

Quoi qu'il en soit, les gendarmes instruits dans les écoles, régulièrement payés et surveillés par des officiers européens ne se livraient plus sur l'habitant aux exactions qu'on lui reprochait autrefois. Dans quelques districts même, ils surent peu à peu gagner la confiance des populations qui se mettaient volontiers, en cas de danger, sous leur protection ce qui n'arrivait jamais auparavant (1).

Toutefois, groupés comme ils étaient dans les villes, ils ne pouvaient pas être d'une grande utilité dans les campagnes. En vue de remédier à cet inconvénient le colonel Verand, chef du secteur de Serrès, les répartit par petits postes dans tout le pays et principalement dans les régions dangereuses.

Le système adopté par le colonel Verand ayant donné de bons résultats, un iradé impérial, promulgué vers la fin du mois de juin 1905, sur la proposition du général Degiorgis, ordonnait la dislocation de la gendarmerie et fixait la répartition des postes, l'emplacement des casernes à construire, la manière dont les postes devaient communiquer entre eux, etc.

1. « Formerly the gendarmerie were unpaid, slovenly, had no idea of what their duties were... They seldom visited the villages and their visits were not looked forward to with satisfaction. Now the gendarme are regularly paid properly clothed and housed, regular and attentive in their duties and regarded by the people as their protectors. » V. *Blue-book Turkey*, n° 1 (1907), p. 109.

Ainsi l'organisation établie dans le sandjak de Serrès par le colonel Verand se trouvait étendu à tous les secteurs. Dans chaque poste, on s'était efforcé de mettre au moins un gendarme qui ne fût pas complètement illettré, afin qu'il pût lire un ordre et dresser un procès-verbal. On n'y parvint pas toujours.

Malgré cela, les postes furent d'une grande utilité.

Dans les régions où on les avait installés, le nombre des crimes diminua sensiblement. Aussi tous les villages voulaient-ils maintenant avoir leur poste de gendarmerie. Quelques-uns même offraient de prendre à leur charge les frais de construction des casernes.

Il n'était pas possible, malheureusement, de donner satisfaction à toutes ces demandes. La gendarmerie coûtait très cher. En 1906 et 1907 les dépenses pour la gendarmerie s'élevaient à 25.566.659 piastres soit : 5.250.000 francs environ.

Les rapports entre la gendarmerie et les autorités civiles furent nettement définis. Les valis, les mutes-sarifs, les caimakams n'avaient plus le droit d'employer les gendarmes à leur service personnel, ainsi qu'ils le faisaient auparavant, ni de leur donner directement des ordres.

Lorsque dans une affaire quelconque ils avaient besoin du concours de la gendarmerie ils devaient s'adresser à un officier de cette arme. Celui-ci, s'il

estimait que l'ordre à lui donné n'était pas conforme au règlement, avait le droit de réclamer une réquisition écrite qui ne pouvait pas lui être refusée. Il était tenu alors d'exécuter l'ordre écrit qu'il recevait et d'en joindre une copie au rapport qu'il devait envoyer à son supérieur. Rapport et copie de l'ordre passaient sous les yeux de l'officier contrôleur.

On se rappelle qu'au début, le Gouvernement ottoman ne consentit à engager à son service que vingt-cinq officiers européens. Dès les premiers jours, il devint cependant manifeste que ce nombre était tout à fait insuffisant. Aussi la Commission « des adjoints » dans une conférence qu'elle tint au mois de septembre 1904 émit-elle le vœu que le nombre des officiers étrangers au service de la Turquie fût augmenté. Les ambassadeurs des puissances à Constantinople appuyèrent la demande de la commission et le sultan, après quelques velléités de résistance, consentit le 12 janvier 1905 à l'affectation à la gendarmerie réorganisée de vingt-trois nouveaux officiers européens (1) à savoir : six Autrichiens pour le sandjak d'Uskub ; six Russes pour le sandjak de Salonique ; cinq Italiens pour le sandjak de Monastir ; cinq Français pour le sandjak de Serrès ; un Anglais pour le sandjak de Drama. A ces officiers vinrent s'ajouter les officiers suédois et belges qui au début

1. V. *Blue-book*, n° 2 (1905), p. 122.

avaient été laissés en dehors de la réorganisation dans la crainte que des froissements ne se fussent produits avec les autres officiers étrangers engagés dans des conditions différentes au point de vue du traitement et du grade. Les officiers suédois jouissaient d'une solde plus élevée et avaient été avancés de deux grades, tandis que ceux des puissances n'avaient reçu que le grade immédiatement supérieur à celui qu'ils possédaient dans l'armée de leur pays.

Cependant, vu la connaissance approfondie qu'ils avaient acquise du fonctionnement des services de gendarmerie, le général Degiorgis décida, sur la proposition de Hilmi Pacha, d'employer dans la réorganisation de la gendarmerie, ceux parmi ces officiers qui n'étaient pas chargés de l'inspection de la police. Il leur confia donc la réorganisation de la gendarmerie dans les districts qui avaient été laissés, au commencement, en dehors de la réorganisation. C'est ainsi qu'il donna au lieutenant-colonel suédois Nadrup le sandjak de Prichtina ; au lieutenant-colonel belge Simon le sandjak de Serfidjé ; au commandant suédois Muander le sandjak de Koritza (moins le каза de Castoria confié à un officier italien), et au lieutenant-colonel belge Malfeyt les trois cazas du sandjak de Salonique (Cattérina, Caraferia et Cassandra) dont les officiers russes n'avaient pas été chargés.

Il a été dit plus haut que les officiers n'avaient pas de pouvoirs directs et leurs attributions étaient très

restreintes. Toutefois ils n'étaient pas que des instructeurs techniques, ils avaient aussi une mission politique pour l'application des réformes et la pacification du pays. Voici ce que M. Constans écrivait le 4 juillet 1904 au colonel Verand, qui se plaignait des nombreuses difficultés que lui suscitaient les autorités turques dans l'accomplissement de ses fonctions de réorganisateur et surtout de la défense, faite aux fonctionnaires, d'accepter les plaintes qui leur étaient remises par les « adjoints » européens.

« Les attributions exactes des officiers étrangers délégués à la réorganisation de la gendarmerie en Macédoine ayant dans ces derniers temps donné lieu à certaines incertitudes, j'ai examiné quelles devaient être ces attributions au regard du programme de Murzsteg et voici à quelles conclusions je suis arrivé.

« Pour toutes les questions techniques ayant trait à la réorganisation de la gendarmerie et au fonctionnement de celle-ci les délégués étrangers, étant les adjoints du général Degiorgis, doivent être en contact permanent avec lui, quand ces questions tout en gardant un caractère technique deviennent par certains côtés politiques.

« Mais la situation se modifie quand les affaires soumises aux délégués étrangers n'ont plus rien de technique et sont exclusivement de nature politique. Le général Degiorgis a en effet un mandat nettement

délimité dans l'accomplissement duquel il dépend de la Sublime Porte, tandis que les délégués étrangers, restant les agents de leurs pays respectifs, n'ont pas à leur activité des limites aussi précises que celles imposées au général ; et du terrain purement technique où se trouve confiné ce dernier, ils peuvent, ils doivent même sortir, toutes les fois qu'ils sont saisis d'une affaire touchant l'œuvre générale des réformes et l'apaisement politique du pays.

« Si donc des affaires de cette nature venaient à se présenter dans votre circonscription de Serrès, vous n'auriez pas à entretenir M. le général Degiorgis, c'est au consul de France à Salonique que vous auriez à les signaler et celui-ci, suivant les cas, en saisirait soit les agents civils russe et austro-hongrois, soit l'inspecteur général, soit encore l'ambassade.

« Telle est la filière régulière, et j'ai constaté que, pour la circonscription de Drama, l'ambassadeur d'Angleterre s'est prononcé dans le même sens que moi (1). »

Les mêmes instructions furent données par l'ambassadeur d'Italie au chef du secteur de Monastir. Quant aux officiers russes et austro-hongrois ils s'adressaient directement aux agents civils.

Les officiers purent ainsi étendre leur action au delà des limites qui leur furent imposées par les traités et

1. *Livre jaune* (1903-1905), p. 108.

exercer une heureuse influence sur toute l'administration du pays. « La présence des officiers étrangers, écrivait le 5 octobre 1904 M. Steeg, a peut-être contribué à imprimer une nouvelle activité aux services administratifs parmi lesquels l'inspecteur général a fait d'ailleurs d'utiles exécutions (1). » Hilmi Pacha avait voulu d'abord restreindre leur compétence aux seules questions relatives à la réorganisation de la gendarmerie, mais les officiers étrangers protestèrent et grâce à l'appui des ambassadeurs des puissances à Constantinople, ils obtinrent le droit de surveiller tout le fonctionnement de cette institution.

Ils pouvaient ainsi prendre connaissance de tous les ordres reçus par la gendarmerie et de tous les rapports qu'elle rédigeait. Ils étaient amenés de la sorte à surveiller la répression des délits et des crimes sur lesquels il appartenait à la gendarmerie de faire des enquêtes.

Par la force même des choses ils ont été obligés d'aller encore plus loin. Théoriquement ils n'avaient pas de pouvoirs exécutifs ni même disciplinaires. En fait, grâce à leur ténacité et à leur influence personnelle, ils obtenaient souvent la punition des coupables. Lorsqu'ils avaient à se plaindre de la conduite d'un officier ou d'un gendarme, ils s'adressaient au général réorganisateur qui donnait ordre au com-

1. *Livre jaune* (1903-1905), p. 112.

mandant du régiment d'appliquer les peines nécessaires ; ils pouvaient ainsi faire expulser de la gendarmerie ou déplacer les officiers et soldats qui ne s'acquittaient pas bien de leurs devoirs. Ils intervenaient directement dans le recrutement du personnel, vérifiaient la marche des services et indiquaient la manière de procéder.

De même qu'ils punissaient les indisciplinés de même ils récompensaient ceux dont ils avaient à se louer. Mais il ne suffisait pas de les récompenser ; il était souvent nécessaire de les protéger contre l'hostilité des autorités civiles et militaires. En effet la gendarmerie bien payée, débarrassée peu à peu de tous ses éléments équivoques et nuisibles, commençait à devenir un corps d'élite au milieu de ces fonctionnaires incapables et corrompus. Il était naturel qu'elle excitât leur haine envieuse, que venait attiser leur fanatisme xénophobe. Les gendarmes étaient donc mal vus par les fonctionnaires et parmi ces gendarmes ceux qui montraient le plus d'empressement à obéir aux ordres des officiers étrangers.

Les désavantager par conséquent au profit de ceux qui contrecarraient l'action de la Commission européenne, était un plaisir que les autorités locales ne se refusaient pas toutes les fois qu'elles pouvaient se l'offrir.

« La commission relève le passe-droit commis au préjudice du Tabour Kiatibi (officier comptable) du

bataillon de Serrès, Ahmet Effendi, lequel a été évincé du poste vacant d'Idaré Emini (administrateur de régiment) du régiment de gendarmerie de Salonique qui lui revenait par droit d'ancienneté et de mérite. A sa place a été nommé indûment le Tabour Kiatibi Youssouf moins ancien que lui... La commission émet le vœu que l'Idaré Emini nouvellement promu Youssouf Effendi soit affecté à un régiment hors de la réorganisation et que le poste de Salonique soit donné à Ahmet Effendi. C'est une question de principe et de moralité (1). »

Quelquefois l'irritation des fonctionnaires, (surtout militaires) se traduisait par des agressions injustes contre les gendarmes et les chefs de poste :

« La commission croit utile de porter à la connaissance de leurs Excellences les ambassadeurs les faits qui se sont passés, au mois de juin 1906, dans le village de Radeligos où un capitaine injuria, maltraita et ensequestra le chef de poste et les gendarmes pour se venger de ce que ces militaires avaient cherché à assurer malgré lui la surveillance nocturne du village, conformément aux ordres reçus des autorités compétentes. A la suite de ces faits le capitaine ayant été traduit en Conseil de guerre fut condamné

1. Mémoire de la Commission de gendarmerie adressé au mois de décembre 1906 aux ambassadeurs des puissances. V. *Blue-book Turkey*, n° 1 (1907), p. 167.

à deux mois de prison, mais le Conseil qui avait cité comme témoins le chef de poste et les gendarmes les condamna dans la même sentence à trois mois et dix jours de prison. Il fonda cette condamnation sur le fait que les gendarmes n'avaient pas obéi aux ordres du capitaine, ordres que cet officier n'avait aucun droit à donner et qui étaient contraires à ceux qu'ils avaient reçus des autorités compétentes ; la commission exprime le vœu que ce jugement inique soit cassé en ce qui regarde le chef de poste et les gendarmes et que le capitaine, seul coupable, soit seul condamné (1). »

Pour protéger les gendarmes contre les sentences injustes des Conseils de guerre la commission demandait, lorsqu'un officier ou un homme de troupe de la gendarmerie était traduit devant un conseil de guerre : 1° qu'un officier ottoman de la gendarmerie figurât parmi les membres du Conseil avec voix délibérative et 2° qu'un officier étranger assistât aux séances du Conseil de guerre afin d'être à même d'en référer au général Degiorgis. La Sublime Porte admit le premier point et rejeta le second.

En 1907 lors des négociations relatives à la majoration de 3 % des droits de douane, le droit d'inter-

1. Le vœu de la commission fut exaucé. Le capitaine Ali fut condamné à trois mois de prison et le chef de poste et les gendarmes furent acquittés. V. *Blue-book Turkey*, n° 1 (1907), p. 197.

venir et de faire des enquêtes sur tous les crimes commis dans les zones de leur action fut reconnu officiellement aux officiers européens.

Ce droit, ils l'exerçaient déjà en fait. Ils accompagnaient les troupes ottomanes dans leurs opérations contre les bandes, faisaient punir les officiers et les soldats turcs qui commettaient des excès, entendaient les plaintes des paysans contre les actes arbitraires de l'administration, vérifiaient sur place leur bien-fondé et recevaient des pétitions qu'ils faisaient parvenir, par l'intermédiaire du général Degiorgis, à l'inspecteur général (1).

Ils visitaient les prisons, surveillaient la manière dont le service y était fait par les gendarmes, interrogeaient les détenus sur les faits qui avaient motivé leur arrestation, sur le temps qu'ils étaient restés en

1. L'action des officiers n'était pas sans leur causer quelques désagréments. Voici ce que le capitaine Castoldi (Italien) écrivait le 12 août 1907 au général Degiorgis : « Mouhlis Pacha commandant et la division militaire me répondit sur un ton arrogant et parfois ironique en insistant sur les points suivants : 1° Ne pas être de mon droit de recevoir des pétitions qui ne concernaient point des questions de la gendarmerie ; 2° Prétendre que je me rende avec lui au bureau du télégraphe pour télégraphier à leurs excellences Hilmi Pacha et Degiorgis Pacha et y attendre la réponse afin de savoir si je pouvais ou non recevoir de pareilles plaintes. En hommage à la vérité je dois encore ajouter que l'haleine du Pacha sentait fort les liqueurs, qu'à plusieurs reprises le ton de sa voix devenait menaçant et que souvent en signe de colère il frappait ses genoux avec la main. » V. *Blue-book Turkey*, n° 3 (1908), p. 262.

prison avant d'avoir été jugés, etc... Ils étaient ainsi amenés à exercer un contrôle indirect sur le fonctionnement de la justice.

Cependant à mesure que les officiers européens essayaient d'accroître le champ de leur action, les préventions que leur venue inspirait à l'administration ottomane augmentaient :

La bonne volonté dont les autorités avaient fait preuve au commencement de l'application du programme de Murzsteg avait complètement disparu (1).

Loin de trouver chez les fonctionnaires cet empressement qui dans les premiers mois de leur mission leur avait facilité l'accomplissement de leur tâche, les officiers se heurtaient à présent à une résistance obstinée et hostile (2).

Tous leurs gestes étaient surveillés et il leur fallait employer mille artifices pour pouvoir, lorsqu'ils allaient faire des enquêtes sur les lieux des attentats, interroger les paysans hors de la présence des gen-

1. « At the start the foreign officers were encouraged to work on much broader line than they do now but as they were unable to take effectual action to remedy abuses they have lost considerably in prestige » (Colonel Elliot to M. Barclay. V. *Blue-book Turkey*, n° 1 (1907), p. 156).

2. « La commission constate avec regret l'opposition continuelle faite par des fonctionnaires ottomans tant civils que militaires à l'autorité du général Degiorgis à l'action des officiers et à l'exécution des réformes. » *Blue-book*, n° 1 (1907), p. 169.

darmes et des soldats devant lesquels ils se garderaient bien de livrer leur pensée.

Il est permis de se demander si le bon vouloir dont les autorités ottomanes avaient fait montre au début, n'était pas dû à un calcul. Elles nourrissaient probablement l'espoir que si l'ordre et la sécurité étaient assez promptement rétablis en Macédoine, le mandat des officiers, une fois expiré, ne serait plus renouvelé.

Les officiers européens étaient continuellement aux prises avec les multiples difficultés que l'ingéniosité des autorités ottomanes leur suscitait à chaque pas.

Quelques-uns d'entre eux ne pouvant les surmonter, se résignèrent à un rôle effacé. D'autres, d'un tempérament plus énergique, luttèrent avec plus de succès. Ce fut surtout le cas des officiers français et anglais.

A force de patience et de tenacité et grâce à son ascendant personnel, le colonel Verand était parvenu à jouer dans le sandjak de Serrès le rôle d'un véritable contrôleur administratif et judiciaire.

En très peu de temps, il avait su gagner la confiance et l'affection des populations tranquilles et était devenu la providence des malheureux et des opprimés.

Des villages les plus lointains du sandjak les paysans accourraient à Serrès pour lui demander secours et protection. Sans se lasser, il examinait une à une toutes leurs demandes, et celles qu'il trouvait justi-

fiées, il les soutenait énergiquement auprès des autorités. Ainsi, grâce à lui, bien des injustices furent réparées, bien des abus réprimés.

Dans le sandjak de Drama si, à cause de leur air froid et distant, les officiers anglais ne purent, comme leurs camarades français, arriver à se faire aimer des indigènes, en revanche, par leur impartialité, leur loyauté et leur droiture il surent gagner l'estime et la confiance de tout le monde.

Leur secteur était le plus tranquille de tous. Il est, toutefois, juste de dire qu'ils furent favorisés dans leur œuvre pacificatrice par deux circonstances dont ne bénéficiaient pas leurs camarades des autres secteurs. La première c'est que le sandjak de Drama était habité exclusivement par des Grecs et des Musulmans, l'élément bulgare n'y existant pour ainsi dire pas. Par conséquent, les troubles qu'occasionnaient dans les autres districts les rivalités de race étaient presque inconnus dans le secteur anglais. La seconde c'est que les officiers anglais possédaient dans la personne du commandant de la gendarmerie, Hussein Mouhidin Effendi, homme « énergique et capable (1) », un collaborateur des plus précieux. Il n'en était pas de même dans les autres secteurs.

1. « The Drama Cattalion, it must be remembered, is very fortunate in possessing in Hussein Mouhidin Effendi a very energetic and capable commandant who inspire all under him with proper respect for authority. » (Colonel-Elliot to M. Barday.) V. *Blue-book Turkey*, n° 1 (1907), p. 156.

Dans les secteurs russe, autrichien et italien les officiers européens réussirent moins. Ils y déployèrent pourtant une grande activité et firent montre de beaucoup de bonne volonté. Peut-être ne purent-ils pas garder toujours une parfaite impartialité dans leurs rapports avec les différentes races chrétiennes et ne surent-ils assez bien dissimuler leurs sympathies pour l'une ou l'autre d'entre elles. D'autre part, le fait qu'ils représentaient des puissances moins désintéressées dans la question macédonienne que la France et l'Angleterre, faisait peser sur eux des défiances qu'ils ne purent jamais complètement dissiper.

En résumé avec les faibles moyens et les pouvoirs insuffisants dont ils disposaient, les officiers européens s'ils ne purent pacifier le pays (ce qui était, dans leur situation, humainement impossible) du moins avaient-ils réussi les uns plus, les autres moins, à faire œuvre utile et à exercer autour d'eux une heureuse influence. Il n'avait pas dépendu d'eux que les résultats fussent meilleurs.

Dans l'œuvre accomplie, il est juste de ne pas oublier la part qui revient à leur chef le général Degiorgis (1).

Officier de grand mérite, d'un caractère souple et énergique, il se révéla habile réorganisateur et diplo-

1. Le général Degiorgi est mort le 13 mars 1908. Il a été remplacé par le général de Robilant, italien comme lui.

mate avisé. Il sut éviter les écueils et triompher des obstacles. Ses manières simples et courtoises lui gagnèrent la sympathie de ses collaborateurs ; sa science approfondie des choses militaires lui valut leur estime. Il fut pour eux un conseiller utile, un guide précieux, un chef toujours écouté.

DEUXIÈME SECTION

La Commission financière.

Le 27 décembre 1905 la commission financière tint sa première séance officielle sous la présidence de l'Inspecteur général.

Quelles étaient ses attributions ? Le « règlement pour les services financiers des trois vilayets de Roumélie » arrêté entre les puissances et la Porte le 15 décembre 1905 les définit ainsi :

1° Assurer l'application du règlement arrêté entre le ministère impérial des Finances et la Banque Impériale ottomane à la date du 22 février et 7 mars 1905.

2° Veiller à la perception régulière des taxes y compris la dîme.

3° Examiner les budgets des trois vilayets qui devront lui être communiqués avant de devenir définitifs et veiller à leur stricte exécution des réformes financières.

4° Veiller à l'exécution des réformes financières.

La commission décida de s'occuper d'abord de ce qui était le plus urgent, c'est-à-dire de l'examen des projets de budgets des trois vilayets pour l'exercice financier qui allait commencer le 1^{er} mars 1906, que venait de lui remettre l'Inspecteur général.

Avant de procéder à cet examen elle voulut s'informer de la façon dont le budget en cours était exécuté. Elle constata que les dépenses de l'exercice financier allant du 1^{er} mars 1905 au 29 février 1906 avaient été jusque-là payées presque régulièrement (1). Cependant ce n'est pas avec des ressources ordinaires qu'on avait pu faire face à ces dépenses.

Le déficit fut comblé de deux façons :

En premier lieu on avait dès le début de l'exercice suspendu l'acquittement de toutes les créances datant

1. M. Choublier vice-consul de France à Urkub écrivait le 26 mai 1905 à M. Delcassé : « Pour comprendre à quel point cette régularité prend les proportions d'un événement il faut se représenter ce qu'était la situation à la fin de l'année financière 1320 (1^{er} mars 1304-28 février 1905). Le gouverneur du vilayet et son defterdar (trésorier-payeur), après avoir épuisé toutes les ressources, étaient obligés de supplier les fournisseurs militaires d'accorder un nouveau crédit et devaient passer par des conditions extravagantes pour donner pendant quelques jours du pain aux soldats ; les officiers et les fonctionnaires civils, à l'exception de ceux qui retiennent directement leurs traitements sur les crédits affectés aux services auxquels ils appartiennent (postes, finances, instruction publique) n'étaient plus payés, leurs arriérés de traitements s'élevaient de trois à six mois ; beaucoup, parmi les agents subalternes criaient misère ; les agents supérieurs, plus régulièrement payés, étaient dans la gêne (*Livre jaune* (1902-1905), p. 182).

d'avant le 1^{er} mars 1905 ; en second lieu on fit jouer les articles 12 et 16 du règlement de mars 1905 (1) grâce auxquels la Trésorerie des trois vilayets put disposer : 1^o de versements mensuels, s'élevant à 50.000 livres turques régulièrement fait par le Trésor de l'Empire ; 2^o d'une avance de 100.000 livres turques fournies par la Banque impériale ottomane. Mais l'inspecteur général informa la commission que le gouvernement n'était plus en état de continuer ses versements mensuels qui ne purent être effectués jusqu'à ce jour qu'avec des sommes fournies par divers emprunts ; d'autre part l'avance de trésorerie (de 100.000 livres turques) avait été presque complètement épuisée. Dans ces conditions il ne pourrait plus être pourvu aux déficits mensuels du budget des trois vilayets, qu'au moyen des revenus supplémentaires procurés par la majoration de 3 % des droits

1. Art. 12. — « Si le budget général du vilayet ne se balance pas en recettes et en dépenses et qu'il laisse apparaître une insuffisance de revenus, il y sera pourvu au moyen de traites qui seront fournies par le ministère des Finances sur l'administration générale des contributions indirectes et dont le montant sera payé à la Banque impériale ottomane en douze versements mensuels égaux. »

Art. 16. — « La Banque impériale ottomane ne s'engage à assurer les paiements budgétaires des trois vilayets que dans la proportion des recouvrements opérés. Toutefois pour faciliter le service public aux époques où les rentrées des impôts seraient faibles, la Banque impériale ottomane consent à payer les dépenses budgétaires jusqu'à concurrence d'un découvert de cent mille livres turques. »

de douane, à laquelle la Turquie avait demandé aux puissances de consentir.

Ainsi deux semaines ne s'étaient pas encore écoulées depuis le jour (15 décembre) où, cédant à la pression des puissances, la Turquie dut accepter l'institution d'une commission financière, qu'elle manifestait déjà son opposition à l'application des réformes financières.

Par son refus de continuer les versements mensuels, la Porte mettait les puissances dans l'alternative ou de pourvoir elles-mêmes à l'insuffisance de revenus que laissait paraître le budget des trois vilayets, en acceptant l'augmentation de 3% des droits de douane, avant que les conditions (réformes douannières, etc.) auxquelles elles avaient subordonnées leur consentement fussent réalisées, ou de ne pas consentir à la majoration proposée et, par conséquent, de frapper de stérilité, dès le début, les efforts de la Commission européenne. Les puissances se flattèrent de pouvoir obtenir de la Porte la continuation de ses versements mensuels sans qu'elles consentissent à l'augmentation des droits douaniers. Elles n'y réussirent pas malheureusement.

La Commission financière, après avoir exprimé le vœu que la Porte ne suspendît pas sa subvention mensuelle, passa à l'examen des états des prévisions pour les trois vilayets qui lui furent soumis. Il lui a fallu près de trois mois pour arriver à se reconnaître

dans ce fouillis inextricable de chiffres qui portait un peu prétentieusement le nom de budget.

Au commencement de mars 1906 elle acheva la préparation des budgets des trois vilayets (1).

Les dépenses totales s'élevaient à 2.678.947 livres turques. Sur ce total une somme de 354.220 livres turques représentait les garanties des intérêts des chemins de fer et de divers emprunts et ne figurait au budget que pour ordre; une autre somme de 1.479.059 livres turques était consacrée aux dépenses militaires, dont la Commission financière n'avait pas à connaître. Cela était regrettable, parce qu'en augmentant à sa guise ses dépenses militaires, la Turquie pouvait rendre vaines toutes les précautions prises par la commission en vue d'équilibrer le budget macédonien.

Le reste, soit 845.668 livres turques, constituait le budget des administrations civiles, le seul que la commission était qualifiée pour examiner.

Les recettes totales s'élevaient à 1.856.395. L'excédent des dépenses sur les recettes était ainsi de 882.552 livres turques (2). Par conséquent les verse-

1. V. *Blue-book Turkey*, n° 3 (1907), p. 7 et *Livre jaune* 1905-1907, p. 12.

2. Le budget de l'année 1323 (1^{er} mars 1907-29 février 1908) se soldait par un déficit encore plus considérable (868.218 livres turques), malgré une augmentation de recettes de près de 200.000 livres turques, qui était due pour une large part aux améliorations apportées par la commission dans le fonctionnement des services financiers.

ments mensuels que le trésor impérial devait faire en application du règlement de mars 1905 se montaient à 68.546.

Malheureusement la Porte, se considérant comme couverte par sa déclaration maintes fois répétée qu'elle ne pourra pas combler le déficit budgétaire des trois vilayets aussi longtemps que l'autorisation de percevoir la surtaxe de 3 % lui serait refusée, ne voulut pas verser régulièrement les mensualités que le règlement de mars mettait à sa charge. Des retards de deux et trois mois étaient fréquents et la commission était réduite à voter presque chaque mois des motions dans le genre de celle-ci : « La commission constate que le budget des trois vilayets dont elle doit, aux termes de l'article 1^{er} de son règlement, assurer la stricte exécution comporte une subvention mensuelle de 68.546 livres turques et que, les mensualités de mars et d'avril n'ayant pas été versées, une grande partie des dépenses du mois d'avril reste encore en souffrance à la date de ce jour. Elle croit de son devoir d'appeler la sérieuse attention des gouvernements représentés sur cette situation qui, s'il n'y est pas porté remède à très bref délai, pourra avoir les conséquences les plus graves pour l'œuvre de réorganisation entreprise (1). »

1. Motion votée par la Commission financière le 23 mai 1906. V. *Blue-book Turkey*, n° 1 (1907), p. 64.

Le produit de la majoration de 3 % des droits de douane qui ne commença à être perçu qu'à partir du mois de juillet 1907 avait servi surtout à acquitter les dettes anciennes qui étaient restées jusqu'alors en souffrance.

Ce n'est donc que pour l'année 1324 (1908-1909) qu'on put se trouver en face d'un budget en équilibre qui eut permis aux commissaires de se livrer à des expériences financières et sociales un peu coûteuses. Malheureusement ils n'eurent pas le temps de les exécuter.

Avant 1324 la meilleure partie de leur temps était absorbée par l'obsédante préoccupation du déficit à couvrir.

Malgré les graves difficultés au milieu desquelles elle s'est péniblement débattue, la commission put cependant se consacrer un peu à l'amélioration des institutions financières et au développement économique du pays et faire, dans la mesure du possible, œuvre utile.

Sa principale fonction consistant à veiller « à la stricte exécution du budget », elle s'empessa de mettre tout d'abord fin à la détestable pratique des *havalés* qui introduisait un grand désordre dans les finances turques.

Les havalès étaient, soit des mandats de paiements tirés au profit des créanciers de l'État sur les caisses provinciales, soit des délégations que recevaient ces

mêmes créanciers sur les revenus d'un impôt déterminé perçu dans telle ou telle province.

Les *havalés* étaient pour le ministre des Finances un moyen commode de se débarrasser de ses créanciers ; aussi ne se gênait-il pas d'y avoir recours. De sorte qu'il arrivait parfois que le montant des havalés fut supérieur au montant de la totalité des revenus de la province sur laquelle ils étaient tirés. Comme ils ne comportaient ordinairement aucun ordre de préférence et que leur prompt acquittement dépendait, soit du bon plaisir des fonctionnaires qui étaient chargés de les payer, soit des « avis confidentiels » qui leur étaient adressés par le ministre, leur faisant savoir que le paiement d'un tel havalés n'était pas trop pressé, on imagine facilement les ruses, les intrigues auxquelles les porteurs des *havalés* devaient recourir et le nombre des bakchich (pourboires) qu'ils devaient payer pour obtenir le remboursement de leurs créances. Aussi les fournisseurs, ayant à subir des frais injustifiés pour réaliser leurs créances en province, en ayant déjà payé d'autres à seule fin d'obtenir leurs havalés, ne se faisaient-ils pas faute de s'indemniser eux-mêmes en majorant d'autant leur prix. Il en résultait pour le budget une énorme augmentation des dépenses.

Quand les fournisseurs étaient des Albanais, chefs de tribus puissants et gros notables (ce qui arrivait souvent dans le vilayet d'Uskub), l'emploi des hava-

lés devenait parfois la source de graves conflits.

Les fournisseurs albanais n'ayant pas une très grande confiance aux *havalés* qu'on leur délivrait en paiement de leurs créances, cherchaient à établir à leur profit une compensation en se portant adjudicataires des dîmes. Ils devenaient de ce chef débiteurs en même temps que créanciers de l'État et, lorsqu'ils se voyaient réclamer le paiement de leurs dettes, ils prétendaient les acquitter en *havalés*. Comme le Gouvernement ne voulait pas accepter cette combinaison et voulait les forcer à payer en argent, il s'en suivait souvent des désordres dégénérant parfois en révoltes armées.

Il n'y avait pas d'ailleurs que les fournisseurs de l'État qui recevaient de ces *havalés* ; le Gouvernement s'en servait parfois pour payer ses fonctionnaires, en leur remettant des « *seneds* » qui n'étaient que des *havalés* d'un genre particulier (1). Ne pouvant faire acquitter leurs « *seneds* » par les caisses provinciales, les fonctionnaires étaient réduits soit à les vendre à des usuriers à des prix dérisoires, soit à attendre qu'un *iradé* impérial vint, de temps à autre, autoriser leur acceptation en compensation des impôts arriérés ; ils s'empressaient alors de les ven-

1. Les « *seneds* » différaient des « *havalés* » proprement dits, en ce que la détermination des revenus qui devaient être affectés à leur acquittement n'était pas contemporaine de leur émission, mais éventuelle.

dre à des contribuables en retard avec des rabais de 20 à 30 %.

En supprimant cette pratique, qui à elle seule suffisait à rendre impossible toute prévision budgétaire exacte, la commission délivra les finances des trois vilayets d'un grave élément de désordre.

La commission s'occupa ensuite des modifications à apporter dans le mode de perception des différents impôts. Celui qui donnait lieu aux plus grands abus et contre lequel les paysans ne cessaient de se plaindre, c'était la dîme.

L'impôt des dîmes, perçu sur les produits de la terre, s'élevait à 12 1/2 % dont 10 1/2 % pour le Gouvernement, 1 % pour la Banque agricole, 1/2 % pour l'instruction publique et 1/2 % pour les armements.

Le Gouvernement vendait aux enchères le produit probable de la dîme des céréales et autres produits agricoles de chaque province.

Chaque année, à une époque déterminée, avant que les récoltes fussent mûres les valis, les mutessarifs, les caïmakams convoquaient les medjliss (conseils administratifs) des vilayets, des sandjaks et des cazas et procédaient avec eux à une évaluation approximative et anticipée du rendement probable de la dîme dans chaque village. Cette évaluation une fois faite, ils fixaient un prix minimum au-dessous duquel la dîme du village ne pouvait pas être affermée. Si à ce prix il n'y avait pas acquéreur, la perception

de la dîme restait à la charge de l'État. Dans le cas contraire, la dîme du village n'était pas immédiatement adjugée. On procédait à ce qu'on appelait la « pendaison » du village, c'est-à-dire on attribuait provisoirement la dîme du village à celui qui avait offert de payer le prix minimum ou un prix supérieur, puis on laissait passer trois ou quatre jours afin de donner aux différents fermiers le temps de prendre leurs informations et de réfléchir. Les trois ou quatre jours passés, la dîme du village était définitivement adjugée au dernier enchérisseur.

Théoriquement ce n'était pas trop mal. En pratique ces licitations n'étaient souvent que pures formalités. D'une part, en effet, comme la perception de la dîme par l'État était très onéreuse, le medjliss, afin de lui en épargner la charge, avait une tendance à sous-évaluer le produit probable de la dîme et à fixer un prix trop bas, d'autant plus que très souvent les membres du medjliss, étant fermiers eux-mêmes, avaient intérêt à cette sous-évaluation. Il est vrai que la loi défendait aux membres du medjliss de se porter adjudicataires des dîmes ; mais il leur était facile de la tourner en se servant d'un homme de paille. D'autre part, au lieu d'être mises en adjudication et affermées village par village, les dîmes de chaque vilayet ou de chaque sandjak étaient généralement vendues en bloc et il était facile alors aux gros spéculateurs de s'entendre pour empêcher une surenchère gênante,

en procédant à une répartition en comité intime. La vente publique n'était donc le plus souvent qu'une comédie. La dîme de chaque vilayet ou de chaque sandjak ayant été ainsi achetée par un syndicat de spéculateurs, ceux-ci cédaient la dîme de chaque caza à d'autres acheteurs, qui à leur tour réaffirmaient celle des villages à des petits fermiers. Or, chacun de ces spéculateurs voulant retirer de l'opération à laquelle il se livrait le plus de bénéfice possible, on peut se faire une idée de la différence qui en résultait entre le montant de la dîme perçue effectivement sur les cultivateurs et celui qu'encaissait le trésor.

Jusqu'ici le mal n'était que pour le trésor. Le mode de perception de la dîme nous fera voir les souffrances du paysan. La dîme sur les récoltes se percevait en gerbes. Le paysan était donc obligé, avant de les battre, d'attendre parfois des semaines jusqu'à ce qu'il plût au dîmier de venir prélever sa part. Le dîmier, qui était généralement négociant en grains, retardait sa visite jusqu'à ce que la récolte fût près de se gâter et il l'achetait alors à bas prix (1). Contre ces abus les villageois, il est vrai, avaient le droit de se plaindre aux autorités ; mais ils n'y gagnaient rien, étant donné que le dîmier savait bien s'assurer la complicité des fonctionnaires et surtout du moukhtar (préposé du village).

1. *Blue-book Turkey*, n° 4 (1904), p. 219.

Pour remédier à ces inconvénients, Hilmi Pacha, dès l'année 1904, voulut introduire dans certains districts, à titre d'expérience, une nouvelle méthode d'assiette et de perception de la dîme. Le système de Hilmi Pacha qu'on appela le système de la « dîme forfaitaire » consistait à supprimer l'affermage des dîmes et à confier aux membres élus de la commune elle-même la répartition entre les paysans de la redevance calculée en valeur d'argent sur le rendement moyen des cinq dernières années. Le taux de l'impôt ainsi établi devait rester fixe pour une période de trois ans afin que toutes les améliorations de culture réalisées durant cette époque pussent profiter directement aux paysans. Le payement devait se faire en quatre versements égaux échelonnés sur quatre mois (de la fin du mois d'août à la fin du mois de novembre) époque où les cultivateurs vendaient leurs récoltes. Quant à la part contributive de chaque cultivateur, elle pourrait être fixée soit d'après le produit de sa récolte, soit d'après la valeur de ses immeubles ; le choix entre ces deux procédés était laissé aux villageois.

Ce système ingénieux délivrait les paysans de tous les abus et extorsions auxquels donnait lieu l'affermage des dîmes. Aussi l'accueillirent-ils avec satisfaction.

Il fut d'abord mis en pratique dans une dizaine et puis dans une vingtaine de villages. Malheureuse-

ment son extension à tous les villages rencontra l'opposition de l'administration de la Dette publique à laquelle les dîmes étaient versées pour le service des garanties d'intérêts des chemins de fer. La Dette craignait que l'application du nouveau système, qui ne serait pas placé sous sa surveillance, n'entraînât une diminution dans les rentrées des dîmes.

Dans ces conditions la commission émit le vœu que la Dette se chargeât elle-même de la perception de la dîme en régie (1).

En attendant qu'un accord fut intervenu à cet effet entre la Porte et l'administration de la Dette, la commission financière élaborait avec le Gouvernement ottoman une nouvelle loi dimière qui avait pour objet de protéger les paysans contre les abus des fermiers et de faciliter l'affermage des dîmes par les collectivités des villages. On décida de procéder à

1. « Considérant qu'il y a urgence à étudier les divers systèmes par lesquels on pourrait améliorer la perception de la dîme ; qu'il y aurait lieu à cet effet de mettre à l'essai la perception de la dîme en régie ; que l'Administration de la Dette publique qui, en qualité de déléataire des Compagnies de chemins de fer garanties, encaisse actuellement les dîmes des sandjaks de Monastir, Salonique, Serrès et Drama a fait officieusement entendre à quelques membres de la Commission qu'elle serait disposée à se charger de ce service.

« La Commission émet le vœu que le Gouvernement impérial veuille entrer en relations avec cette administration, afin de déterminer les conditions dans lesquelles l'essai de la perception de la dîme en régie par elle pourrait se faire dès cette année dans une partie des sandjaks affectés. » V. *Blue-book Turkey*, n° 3 (1907), p. 10.

des adjudications distinctes pour les récoltes d'hiver et d'été en vue de hâter les opérations d'affermage ; la dîme devait toujours être perçue en gerbes mais le cultivateur avait dorénavant le droit d'exiger qu'elle le fut en grains ; des instructions furent données pour qu'en cas de retard de la part des dimiers de venir prélever leur part en gerbes, les paysans pussent procéder à la rentrée et au battage des récoltes. Les inspecteurs de la commission étaient invités à veiller spécialement sur les opérations du prélèvement de la dîme.

Les mesures édictées par la commission eurent des résultats satisfaisants. Pendant la campagne dimière de 1906 les plaintes devinrent plus rares et les revenus s'accrurent d'une manière considérable (1).

La commission ne s'est pas occupée que de la dîme. Elle apporta un certain nombre de modifications et d'améliorations dans le mode de répartition et de perception des autres impôts existants.

Sur sa proposition, un iradé impérial vint abolir deux impôts d'institution récente : l'impôt personnel (*verghi-i-chahssi*) et l'impôt sur les animaux domestiques (*Haïvanat-Ehlié*) qui motivaient de vives critiques (2).

La commission prit aussi des mesures ayant plus

1. V. *Livre jaune*, 1905-1907, p. 64.

2. V. *Blue-book Turkey*, n° 3 (1907), p. 40.

directement en vue le développement économique du pays.

C'est ainsi qu'elle s'est préoccupé d'arrêter l'exploitation désordonnée des forêts, de mettre fin au déboisement qui était la cause principale des ravages occasionnés chaque année par les inondations. Un service de conservation des forêts fut créé et un projet de réorganisation du service forestier fut, sur la demande de la commission, préparé par le Gouvernement ottoman.

La commission s'intéressa aussi aux travaux publics qui étaient en enfance en Macédoine. Le gouvernement n'y construisait ni routes, ni canaux ; il laissait même s'effondrer un grand nombre de celles qui existaient. Des crédits affectés aux travaux publics, une grande partie restait entre les mains des fonctionnaires et le reste était absorbé par les préparations ou constructions des mosquées, des écoles musulmanes, des habitations des imams (prêtres musulmans).

Le règlement de mars 1905 prescrivait l'affectation aux travaux publics de 5 % des revenus totaux des trois vilayets (1). Avec ces ressources qui étaient

1. « La totalité des revenus des trois vilayets devant être remise à la succursale de la Banque impériale ottomane, celle-ci en prélèvera les 5 % destinés aux travaux publics desdits vilayets et en effectuera le paiement contre des reçus délivrés par la banque agricole (art. 11 du règlement de mars 1905). »

centralisées dans la caisse de la Banque agricole, la commission dressa, à titre d'annexe au budget général, un budget spécial des travaux publics. Un programme des travaux à exécuter fut rédigé. Il comportait : 1° la réparation des routes existantes ; 2° l'achèvement des travaux entrepris.

On prévoyait en outre l'établissement d'un service de cantonniers sur les voies de communication les plus importantes en vue d'en assurer l'entretien (1).

Enfin un poste d'inspecteur des travaux publics pour les trois vilayets fut institué ; Youssouf Bey ex-directeur des Travaux publics à Constantinople fut nommé à ce poste.

La commission européenne s'occupa aussi de l'Agriculture. Elle décida la création de dépôts de machines agricoles et de charrues en fer ; les agriculteurs seraient engagés à s'y pourvoir d'instruments modernes dont on leur enseignerait l'usage. Cet instruments leurs seraient livrés au prix de revient et à crédit.

Des dispositions furent prises pour que les centimes additionnels destinés à augmenter le capital des caisses agricoles fussent employés d'avance aux agriculteurs (2).

La commission eut à parer à l'insuffisance des do-

1. *Blue-book*, n° 3 (1907), p. 8.

2. *Blue-book*, n° 3 (1907), p. 38.

tations affectées à la plupart des services civils. Il avait fallu compléter les cadres des services judiciaires et améliorer la situation souvent misérable d'un grand nombre de fonctionnaires notamment dans les services de l'administration de l'Intérieur.

La commission apporta d'utiles modifications dans l'organisation des divers services financiers. Elle augmenta dans certains services le nombre des fonctionnaires, et procéda à l'amélioration du personnel en l'épurant de ses éléments les plus nuisibles et en relevant les traitements notoirement insuffisants.

Elle nomma pour chaque vilayet un inspecteur financier ; deux de ces inspecteurs étaient musulmans, l'autre chrétien, conformément à l'article 10 du Règlement de décembre 1905. Ces inspecteurs parcouraient le pays, procédaient à des inspections dans les bureaux des services financiers, examinaient les livres des comptables, vérifiaient les caisses, s'assuraient de la régularité des paiements effectués par les fonctionnaires financiers et surveillaient le mode de perception des divers impôts. Ils s'acquittaient tous de leur tâche difficile intelligemment et avec un dévouement égal (1). Grâce à leur vigilance, beaucoup de manquements furent punis, beaucoup d'abus et d'injustices furent réformés, beaucoup de malversations découvertes.

1. *Blue-book*, n° (1907), p. 23.

En résumé, la tâche de commission financière était surtout entravée par deux difficultés : 1^o L'existence d'un déficit considérable, et 2^o les perturbations qu'apportaient dans les prévisions budgétaires les augmentations inopinées des dépenses militaires.

Malgré ces difficultés l'œuvre de la commission progressait lentement, très lentement, il est vrai, mais sûrement. La commission essayait, autant qu'elle le pouvait, de contribuer à relever la situation matérielle et morale des magistrats et des fonctionnaires et à améliorer leur recrutement.

Elle était déjà en mesure de surveiller efficacement, par ses inspecteurs, le fonctionnement des services financiers et avait pu dresser un plan complet d'amélioration de ces services et de mise en valeur des ressources du pays. Elle n'eut pas le temps de l'exécuter.

CHAPITRE IV

L'Entente anglo-russe et les Jeunes-Turcs

L'application des réformes s'effectuait avec une lenteur désespérante. Les officiers se plaignaient des difficultés sans nombre qu'ils rencontraient de la part des autorités locales, dans l'accomplissement de leur tâche. Les fonctionnaires continuaient à être irrégulièrement payés et les dettes de l'État s'éternisaient. « De toutes parts, écrivait le 24 mai 1906 M. Steeg, on nous signale l'effet désastreux produit sur l'opinion publique par les retards dans les paiements qui, depuis que la Commission financière est entrée en fonctions, se renouvellent au début de chaque mois et deviennent chaque fois plus longs et plus inquiétants (1). » Mais ce qui inspirait le plus d'inquiétude, c'était la recrudescence de la lutte entre les races. D'après les rapports mensuels du consulat d'Angleterre à Salonique, le nombre des personnes tuées pendant l'année 1907 par les bandes s'élevait à 1636 et les listes

1. V. *Libre jaune* (1905-1907), p. 27.

des tués fournies par ce consulat étaient loin d'être complètes.

L'activité des bandes était due surtout à l'article III du programme de Mürzsteg qui prévoyait en Macédoine « une délimitation territoriale des unités administratives en vue d'un groupement plus régulier des différentes nationalités ». Cet article invitait en quelque sorte les comités révolutionnaires à agir de façon à élargir le plus possible la sphère territoriale de leur nationalité au détriment de leurs rivaux.

La Russie et l'Autriche-Hongrie, dans le but de faire cesser les troubles causés par une interprétation fausse, prétendaient-elles, de l'article III du programme de Mürzsteg, adressaient le 28 septembre 1907 à leurs représentants à Athènes, Sofia et à Belgrade, pour communiquer aux gouvernements auprès desquels ils étaient accrédités, une note dans laquelle elles déclaraient que c'était une interprétation erronée de l'article III que celle qui consistait à y voir l'intention des deux puissances de procéder à la division de la Macédoine en sphères nationales. Les dispositions de cet article ne visaient « que des changements relativement peu importants dans le but de faciliter l'activité des autorités locales (1). »

L'effet de cette note fut nul. Les gouvernements grec, bulgare et serbe protestèrent tous de leurs in-

1. V. *Blue-book*, n° 3 (1908), p. 113.

tentions pacifiques et saisirent l'occasion de développer une fois de plus leurs thèses respectives, mais les bandes n'en continuèrent pas moins leur œuvre meurtrière.

L'Angleterre commençait à s'inquiéter de nouveau. Le 18 décembre 1907 Sir Ed. Grey adressait aux puissances un mémoire où, constatant l'incapacité des troupes ottomanes à maintenir en Macédoine l'ordre et la sécurité publique, il demandait qu'on augmentât la gendarmerie et qu'on l'employât à la place des troupes ottomanes dans la poursuite des bandes (1). La proposition de Sir Ed. Grey ne fut pas acceptée par les deux « puissances de l'entente ». Les difficultés qu'elles rencontraient à ce moment à Constantinople au sujet du renouvellement des mandats des agents européens, leur faisaient paraître « le moment singulièrement inopportun » (2). Cet avis était aussi partagé par la France et l'Allemagne.

La veille même du jour où les ambassadeurs d'Autriche et de Russie remettaient à Sir Ed. Grey les réponses de leurs gouvernements respectifs aux propositions anglaises, une crise éclata qui faillit porter un coup funeste à l'œuvre des réformes si péniblement poursuivie. Le 27 janvier 1908 le baron d'Aehrenthal déclarait à la Commission des affaires

1. V. *Blue-book*, n° 1 (1908), p. 1.

2. V. *Blue-book*, n° 1 (1908), p. 2.

étrangères de la Délégation hongroise, que l'ambassadeur comte Pallavicini avait été chargé de demander au sultan l'autorisation en vue des études pour la construction d'une voie ferrée qui relierait la ville turque de Mitrowitza, dernière station du chemin de fer Salonique-Uskub-Mitrowitza à Uvach, station terminus du réseau austro-bosniaque. La construction de la ligne Uvach-Mitrowitza permettrait ainsi d'aller directement de Vienne à Salonique sans passer par la Serbie. Trois jours après le sultan signait l'autorisation demandée.

Les déclarations du ministre des Affaires étrangères austro-hongrois soulevèrent partout une émotion énorme. On crut voir dans la jonction des chemins de fer autrichiens et turcs une menace politique. Le chemin de fer Uvach-Uitrowitza n'a pas seulement, disait-on, une importance commerciale, il présente aussi et surtout un intérêt politique et militaire dont on ne saurait exagérer l'importance : il permettrait de jeter en quelques heures sur la frontière de la vieille Serbie et de la Macédoine les troupes austro-hongroises. Salonique risque de devenir moins un débouché du commerce autrichien sur la Méditerranée, qu'une place forte austro-hongroise.

La presse russe attaquait violemment la politique de l'Autriche qu'elle accusait de duplicité. Elle proclamait que le geste autrichien mettait fin à l'entente austro-russe et à la politique timorée préconisée par

le programme de Mürzsteg. L'Autriche-Hongrie, déclarait-on, ne consentira jamais à l'introduction en Macédoine de réformes sérieuses. Son accord avec le sultan en est la preuve éclatante. La concession du chemin de fer constitue le prix de son abstention. Par conséquent la Russie ferait bien de renoncer à une entente qui va à l'encontre de ses vrais intérêts et suivre désormais avec les puissances occidentales une politique macédonienne plus énergique.

Les déclarations du baron d'Aehrenthal provoquèrent, ainsi qu'il fallait s'y attendre, d'autres demandes de concessions.

C'est ainsi qu'il y a eu le projet Danube-Adriatique, qui intéressait non seulement la Serbie et la Roumanie mais même la Russie. Il constituerait en effet la route la plus courte entre ces provinces méridionales et l'Adriatique et la mettrait en communication à travers la Roumanie, avec la Serbie et le Monténégro.

La Bulgarie saisissait aussi l'occasion de réclamer le droit de raccorder sa ligne Sofia-Kustendil avec Koumanovo de la voie Salonique-Uskub, raccordement qui lui procurerait un débouché direct sur Salonique ; elle cherchait en outre à faire écarter le projet serbe pour faire passer éventuellement le Danube Adriatique par Bucharest-Sofia-Kustendil et de là à l'Adriatique.

Cependant la crise s'apaisa peu à peu ; mais elle

eut pour résultat de détacher la Russie de l'Autriche et de la rapprocher insensiblement de l'Angleterre. Certes l'entente de 1903 existait toujours en apparence mais virtuellement elle avait pris fin.

Sir Ed. Grey saisit adroitement l'occasion qui se présentait et le 3 mars 1908 il proposait à toutes les chancelleries un programme comportant les points suivants (1) :

1° Nomination, pour un certain nombre d'années, d'un gouverneur général qui serait sujet ottoman, de religion chrétienne ou musulmane, mais qui ne pourrait être révoqué sans l'assentiment des puissances ;

2° Entrée dans ce cas au service du Sultan des agents civils, des commissaires financiers et des « adjoints » ;

3° Réduction considérable, au bénéfice de la gendarmerie internationale, des troupes ottomanes chargées jusqu'ici à maintenir l'ordre en Macédoine ;

4° En cas de réduction du nombre des soldats turcs, garantie par les puissances de l'intégrité et de la sécurité extérieure des domaines du Sultan.

Le programme anglais était trop radical. Son acceptation sans modifications aurait présenté des inconvénients.

La nomination d'un gouverneur général, et la réduction de l'armée ottomane dans la Turquie d'Europe portaient une atteinte trop grave et trop directe

1. V. *Blue-book*, n° 1 (1908), p. 7.

aux droits souverains du Sultan pour qu'il pût y adhérer. Demander au Sultan à réduire son armée, c'était lui demander à renoncer à jamais à son autorité sur la Macédoine.

Quant à la garantie par les puissances de son territoire, le sultan ne pouvait garder aucune illusion sur son efficacité. L'expérience lui avait appris que la garantie des puissances coûte cher et ne sert à rien. D'ailleurs cette garantie n'était-elle pas déjà donnée par le traité de Berlin.

Comme il était à prévoir, les propositions anglaises n'avaient pas obtenu l'assentiment des puissances.

La note responsive russe, du 31 mars, s'inspirait de vues plus modérées.

La Russie proposait (1) :

De conserver le poste d'inspecteur général des trois vilayets tant que la surtaxe de 3 % destinée au budget des réformes sera perçue par la Porte. L'inspecteur général ne pourra être révoqué, avant la fin de son mandat, sans l'approbation des puissances. Les droits des agents civils austro-hongrois en ce qui concerne le contrôle des réformes seront étendus aux membres français, anglais, allemand et italien. Les pouvoirs de la commission composée ainsi des six représentants des puissances, ayant maintenant

1. V. *Blue-book Turkey*, n° 2 (1908), p. 1.

des droits identiques, s'étendront à toutes les branches de l'administration. La commission contrôlera l'exécution du projet de réformes judiciaires qui vient d'être élaboré par l'Autriche et la Russie et qui devra être soumis à l'acceptation du sultan.

Les membres de la commission financière peuvent entrer au service de la Porte.

En vue d'assurer le calme du pays et particulièrement la tranquillité des campagnes, il sera procédé à la réorganisation sur des bases nouvelles du corps « des gardes champêtres » avec le concours et sous la surveillance de la gendarmerie internationale.

La gendarmerie sera augmentée dans les limites éventuelles du budget.

Le projet russe contenait des dispositions très heureuses. La plus importante c'était la transformation du contrôle financier en contrôle général sur l'ensemble de l'administration et le partage des responsabilités entre les six puissances.

C'était la substitution complète et définitive du contrôle international au contrôle à deux, substitution qui consacrait la faillite de l'entente austro-russe; le chemin de fer Mitrowitza-Uvach avait mis fin à la convention de Mürzsteg.

L'Angleterre par sa note du 4 avril se ralliait en principe au projet russe. Elle renonçait aux deux dispositions les plus scabreuses de son projet, à savoir : la nomination d'un gouverneur général et la réduc-

tion des effectifs des troupes. D'ailleurs en ce qui concerne le premier de ces deux points la proposition russe ne différait pas beaucoup, quant au fond, de la proposition anglaise. L'Inspecteur général devait être en fait aussi indépendant du sultan qu'eût été le gouverneur général, puisqu'il ne pourrait être révoqué sans l'assentiment des puissances.

Les autres puissances adhéraient aussi en principe au projet russe.

C'est dans ces conditions que le roi Edouard VII et le Tzar Nicolas II se rencontraient à Reval où les deux gouvernements se mettaient verbalement d'accord sur les détails du nouveau programme.

En présence de ces projets qui comportaient tant de dangers pour l'intégrité de l'Empire ottoman, les Jeunes-Turcs se décidèrent à agir. Déjà dans un congrès qu'ils avaient tenu à Paris en décembre 1907 ils avaient préparé un plan révolutionnaire qu'ils se mirent aussitôt à exécuter. Des émissaires secrets pénétrèrent en Turquie, s'y livrèrent à une propagande révolutionnaire active et réussirent à faire des nombreuses recrues parmi les officiers des troupes ottomanes. En juillet 1908 la grande majorité de l'armée macédonienne était avec eux.

C'est alors que le signal de la révolution fut donné par le major Niazi-effendi qui déserta et alla se réfugier au caza d'Ochrida. A partir de ce moment les désertions se multiplient. Officiers et soldats gagnent

en foule les montagnes. Les troupes d'Anatolie envoyées pour réprimer l'insurrection refusent d'obéir. Des proclamations du parti jeune-turc sont affichées à Salonique, à Monastir, à Serrès. Le mouvement révolutionnaire grandit avec une rapidité extraordinaire.

Le sultan comprit que la politique de répression qu'il avait suivie jusqu'alors n'était plus possible. Ne pouvant plus sévir, il s'empessa de capituler. Le 24 juillet 1908 il remettait en vigueur la constitution qu'il avait octroyée au début de son règne et qu'il avait laissé dormir pendant trente-deux ans.

La proclamation de la Constitution fut saluée par tout le monde avec enthousiasme. Les Jeunes-Turcs déclarèrent aussitôt que par la Révolution la question d'Orient venait d'être résolue et que les réformes européennes en Macédoine devenaient désormais inutiles, puisque tout l'Empire ottoman allait être réformé par eux.

Les puissances, soit qu'elles fussent bien aises de pouvoir se décharger d'une tâche qui devenait tous les jours plus difficile et plus délicate, soit qu'elles eussent cru sincèrement à la régénération de la Turquie, voulurent faire crédit aux Jeunes-Turcs. Les tristes événements qui viennent de se dérouler dans les Balkans prouvent combien elles avaient eu tort de le faire.

Pourtant dès les premiers jours de la Révolution

elles ont dû s'apercevoir que le mouvement jeune-ture n'était pas seulement constitutionnel et réformiste, mais aussi, mais surtout, nationaliste ottoman. Les avertissements ne leur avaient pas manqué à cet égard. « Ce pays, disait Niazi Effendi dans une proclamation qu'il adressait le 22 juillet aux Macédo-niens, nous appartient et tant qu'un Turc vivra nous ne permettrons pas que personne autre que les Turcs y fasse la loi (1). »

Tout démontrait, d'autre part, que la grande majorité de la population musulmane n'avait accueilli la Constitution qu'avec une absolue indifférence, sinon avec hostilité. Leurs manifestation, dans les rues ne devaient pas tromper ceux qui savent comment les choses se passent généralement en Turquie. On leur ordonnait de crier « vive la liberté » et ils criaient « vive la liberté » ; on leur ordonnait de crier « vive l'égalité » et ils criaient « vive l'égalité » ; mais déjà le ton baissait, les mots se faisaient moins distinctement entendre. Pendant des siècles on leur avait appris à considérer les chrétiens comme des esclaves, et tout à coup, sans transition, c'est un autre son de cloche qu'on leur fait entendre ; le chrétien n'est plus leur esclave, il est leur égal. Ça ne s'apprend pas dans un jour.

Il faut avouer cependant qu'il était malaisé aux

1. V. *Le Temps* du 24 juillet 1908.

puissances d'aller contre toute l'opinion européenne qui était très favorable aux Jeunes-Turcs auxquels la presse entière ne marchandait pas ses éloges. « La rapidité de ces événements, écrivait le 30 juillet, le correspondant particulier du *Temps* à Salonique, l'organisation admirable du comité jeune-turc, l'unanimité parfaite de ces officiers du 3^e corps d'armée entraînant leurs soldats, enrôlant sous cette nouvelle bannière de liberté tous leurs camarades venus d'Asie, tous ces fonctionnaires vieux et jeunes, en un mot tout cet élément musulman que l'on croyait endormi, incapable de toute décision, accomplissant silencieusement un énorme travail d'organisation, et tout à coup sortant d'une léthargie voulue, tout se met en mouvement comme un seul homme et accomplissant la plus belle des révolutions sans verser une seule goutte de sang, quelle leçon pour l'Europe ! » Évidemment quand l'Europe recevait des Jeunes-Turcs une pareille leçon, elle ne pouvait se prétendre qualifiée pour leur en donner.

Vu le Président :

POLITIS

Vu le Doyen,
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- Appel aux gouvernements et aux peuples civilisés ; Memorandum des associations patriotiques d'Athènes (Août 1906). Athènes.
- ARISTARCHI BEY. — Législation ottomane (Recueil de lois, traités, capitulations, etc.) publié par D. Nicolaïdes. Constantinople, 1873-1880, 7 vol. in-8°.
- AULNEAU (I.). — La question macédonienne. Extrait de la *Revue politique et parlementaire*. Paris, 1912.
- AZAMBUJA. — Le conflit des races en Macédoine. Paris, 1904.
- BARRE (André). — L'esclavage blanc (Arménie et Macédoine). Paris, 1909.
- BÉRARD (Victor). — La Macédoine. Paris, 1900. Pro Macédonia. Paris, 1904.
- BRAIESFORD (H. N.). — Macedonia its races and their future. London, 1906.
- BRANCOFF. — La Macédoine et sa population chrétienne. Paris, 1905.
- Brigandage (le) en Macédoine. Un rapport confidentiel au gouvernement bulgare. Berlin, 1908.
- BRUTUS (pseudonyme de M. A. Drandar). — A propos d'un mouvement en Macédoine. Bruxelles, Falk, 1900.
- CHERADAME (André). — La question d'Orient. La Macédoine. Le chemin de fer de Bagdad. Paris, 1903.

- CONSTANDINE (pseudonyme de Stanislas Novekovitch). — Le Patriarcat de Constantinople et l'orthodoxie dans la Turquie d'Europe. Paris, 1895.
- Crimes bulgares contre les grecs orthodoxes dans les vilayets macédoniens, à partir de l'année 1897 jusqu'à la fin de 1907. Tableau détaillé. Paris, impr. de Déplanche, 1907.
- DRAGANOFF. — La Macédoine et les réformes en Turquie. Paris, 1905.
- DROYSEN (I.-G.). — *ιστορία* (Histoire de l'hellénisme macédonien, t. II). Athènes, 1897-1898.
- Deux ans de réformes en Macédoine (1903-1905) par un ex-diplomate. Genève, 1905.
- Ecoles (les) chrétiennes de Macédoine. Extrait de la *Revue générale de droit international public*. Paris, 1905.
- ENGELHARDT (Edouard). — La question macédonienne. Etat actuel. Solution. Paris, 1906.
- ESPAGNAT (Pierre d'). — Avant le massacre. Roman de la Macédoine actuelle.
- Fin d'année rouge (documents sur les bandes grecques). Sofia, Prasnek frères, 1906.
- FOCIEF (O.). — La justice turque et les réformes en Macédoine. Paris, 1907.
- GANDOLPHE (Maurice). — La crise macédonienne. Enquête dans les vilayets insurgés. Paris, 1904.
- GEURDJI (Salih). — La Turquie d'hier et d'aujourd'hui, l'Arménie et la Macédoine. Conférence faite le 20 février 1903 à « la Coopération des idées ». Paris, 1903.
- GEBLESCO. — La question macédonienne. Paris, 1904.
- ICHIROFF (A.). — Étude ethnographique sur les Slaves de Macédoine. Paris, 1908.
- KARASIS (Nicolas). — L'Hellénisme et la Macédoine. Paris, 1903.

- La Macédoine et les réformes. Mémoire du Syllogue macédonien d'Athènes. Athènes, 1904.
- La Macédoine et le Vilayet d'Andrinople, 1893-1903. Mémoire sur l'organisation intérieure. Sans lieu, 1904, in-4° avec 2 cartes.
- NICOLAÏDÈS (Cléanthes). — La Macédoine. La question Macédonienne dans l'antiquité, au moyen âge et dans la politique actuelle. Paris, 1902.
- NOURADOOUNGHIAN (Gabriel Effendi). — Recueil d'actes internationaux de l'empire ottoman. Paris, Pichon, 1897-1903.
- ODYSSEUS (pseudonyme de SIR ELLIOT). — *Turkey in Europe*. Londres, Arnold, 1890.
- OFFEIKOFF (pseudonyme de Schopoff). — La Macédoine au point de vue ethnographique, historique et philologique. Philippopoli, 1887.
- PAILLARÈS (Michel). — L'imbroglio macédonien. Stock, 1907, in-12.
- PAPAHAGI (Nicolas). — Les Roumains de Turquie. Bucharest, 1905.
- PYPINE et SPASOVIC. — Littératures slaves. Paris, Leroux, 1881 (sur la question des langues).
- ROUGIER (Antoine). — L'intervention de l'Europe dans la question de Macédoine. Extrait de la *Revue générale de droit international public*.
- ROUTIER (Gaston). — La Macédoine et les puissances. Djarric, 1904.
- STEEG. — La législation foncière ottomane. Paris, Pedone, 1904.
- TARDIEU (André). — Questions diplomatiques de l'année 1904. Alcan, 1905.
- TESTA (Baron de). — Recueil des traités de la Porte ottomane avec les puissances étrangères. Paris, Amyot et Leroux, 1864-1901; 10 vol. in-8°.

Turcs et Grecs contre Bulgares en Macédoine. Préface de M. Louis Léger. Plon, 1904, broch. in-8°.

VAN DEN BRULE (A).-- L'Orient hellène : Grèce, Crète, Macédoine. Paris, 1907.

VIVIAN (Herbert). — The servian tragedy, with some impressions of Macedonia. London. G. Richards, 1904, in-16.

VAN DEN BRULE (A.). — Le bluff macédonien. Paris, 1905.

VOÏNOV. — La question macédonienne et les réformes en Turquie. Paris, 1905.

VILLARI (Luigi). — The Balkan Question. Londres, Murray, 1905.

VERAX. — Grèce et Roumanie. Paris, imp. Bonvalot-Jouve, 1906.

Livre-Jaune. Affaires de Macédoine, 1902, 1903-1905, 1906-1907.

Blue-book Turkey, 1902 à 1908.

Parmi les revues et les journaux signalons : *L'Hellénisme* ; la *Dépêche d'Orient* ; *La Macédoine*, etc.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
CHAPITRE I. — Les données de la question macédo-	
nienne	5
<i>Première section.</i> — L'Anarchie Turque . . .	5
<i>Deuxième section.</i> — Les Éléments ethniques .	21
<i>Troisième section.</i> — La Lutte des nationalités.	63
CHAPITRE II. — L'intervention européenne.	79
<i>Première section.</i> — Solutions	79
<i>Deuxième section.</i> — Les dispositions des gran-	
des puissances	88
<i>Troisième section.</i> — Le programme de Vienne.	94
<i>Quatrième section.</i> — Le programme de Murzsteg.	100
<i>Cinquième section.</i> — Le programme général. .	130
CHAPITRE III. — L'œuvre réformatrice	156
<i>Première section.</i> — La gendarmerie	156
<i>Deuxième section.</i> — Commission financière. .	176
CHAPITRE IV. — L'entente anglo-russe et les Jeunes-	
Turcs	195
BIBLIOGRAPHIE	207

